



RAPPORT ANNUEL DE GESTION **2008-2009**

Ministère des Relations internationales

Québec 

RAPPORT ANNUEL DE GESTION
2008-2009

Ministère des Relations internationales

Québec 

Page couverture: © Ville de Québec

Ministère des Relations internationales

Tous droits réservés

Dépôt légal - 2009

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN : 978-2-550-57036-3 (imprimé)

ISBN : 978-2-550-57037-0 (pdf)

Bibliothèque et Archives Canada

© Gouvernement du Québec, 2009

Ce document est imprimé à l'aide d'encre écologique
sur du papier entièrement composé de fibres recyclées.



RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2008-2009

TABLE DES MATIÈRES

Message du ministre	ii
Message du sous-ministre.....	ii
Déclaration de la Direction	iii
Rapport de validation de la Direction de la vérification interne et de l'évaluation.....	iii
Avant-propos	iv
FAITS SAILLANTS 2008-2009	1
1. PRÉSENTATION DU MINISTÈRE	3
2. RÉSULTATS LIÉS AUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES	5
2.1 Organisations internationales et travaux multilatéraux	5
2.2 Francophonie	10
2.3 Amérique du Nord.....	13
2.4 Europe	19
2.5 Marchés porteurs d'Asie et d'Amérique du Sud	26
2.6 Autres territoires et régions	31
2.7 Solidarité et développement international	33
2.8 Orientation et coordination	38
2.9 Gestion	40
2.10 Services aux clientèles	43
3. AUTRES RÉALISATIONS DU MINISTÈRE EN 2008-2009	47
3.1 Visites officielles et cérémonial d'État	47
3.2 Correspondance officielle, privilèges et immunités.....	47
3.3 Missions et événements	48
4. RÉSULTATS LIÉS À LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS	49
4.1 Information et renseignements	49
4.2 Consultation de la clientèle sur les services.....	51
4.3 Sélection des projets et des candidatures	51
5. UTILISATION DES RESSOURCES	53
5.1 Ressources humaines.....	53
5.2 Ressources financières	56
5.3 Ressources informationnelles et matérielles.....	58
5.4 Évaluation et vérification	59
6. AUTRES EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES.....	61
6.1 Accès à l'information	61
6.2 Emploi et qualité de la langue française	61
6.3 Programme d'accès à l'égalité en emploi.....	62
6.4 Protection des renseignements personnels.....	62
6.5 Développement durable	62
ANNEXES	65

MESSAGE DU MINISTRE

Québec, septembre 2009

MONSIEUR YVON VALLIÈRES
Président de l'Assemblée nationale du Québec
Hôtel du Parlement
Québec (Québec) G1A 1A4

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre le Rapport annuel de gestion du ministère des Relations internationales pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2009, conformément à la Loi sur l'administration publique et à la Loi sur le ministère des Relations internationales.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Le ministre des Relations internationales
et ministre responsable de la Francophonie,



PIERRE ARCAND

MESSAGE DU SOUS-MINISTRE

Québec, septembre 2009

MONSIEUR PIERRE ARCAND
Ministre des Relations internationales et
ministre responsable de la Francophonie
Ministère des Relations internationales
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5R9

Monsieur le Ministre,

C'est avec grand plaisir que je vous présente le Rapport annuel de gestion 2008-2009 du ministère des Relations internationales.

Ce rapport fait état des résultats obtenus par le Ministère et qui correspondent aux engagements pris dans son Plan stratégique 2008-2011, dans son Plan annuel de gestion des dépenses 2008-2009 et dans sa Déclaration de services aux citoyens. Il présente également de l'information sur l'utilisation des ressources et répond aux différentes exigences législatives et gouvernementales en vigueur.

Je tiens à souligner l'engagement continu et la compétence du personnel dans l'accomplissement de la mission du Ministère.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Le sous-ministre,



FRANÇOIS TURENNE

DÉCLARATION DE LA DIRECTION

Les renseignements contenus dans le présent Rapport annuel de gestion relèvent de notre responsabilité. Celle-ci porte sur l'exactitude et la fiabilité des données contenues dans le rapport.

Le Rapport annuel de gestion 2008-2009 du ministère des Relations internationales :

- décrit fidèlement la mission, les mandats et les orientations stratégiques du Ministère;
- présente les objectifs établis, les réalisations et les résultats atteints.

Nous déclarons que le Rapport annuel de gestion du Ministère présente fidèlement les résultats obtenus par rapport à ses engagements. À notre connaissance, les données et les contrôles y afférents sont fiables et correspondent à la situation telle qu'elle se présentait au 31 mars 2009.



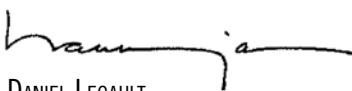
FRANÇOIS TURENNE,
sous-ministre



MARIE-CLAUDE FRANCOEUR,
sous-ministre adjointe à l'analyse et aux politiques



GASTON HARVEY,
sous-ministre adjoint aux affaires bilatérales
et à la Francophonie



DANIEL LEGAULT,
sous-ministre adjoint et chef du Protocole



BERNARD DUBOIS,
directeur général de l'administration et
des affaires publiques

RAPPORT DE VALIDATION DE LA DIRECTION DE LA VÉRIFICATION INTERNE ET DE L'ÉVALUATION

Québec, septembre 2009

MONSIEUR FRANÇOIS TURENNE
Sous-ministre
Ministère des Relations internationales
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5R9

Monsieur le Sous-ministre,

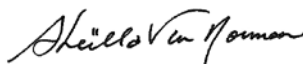
Nous avons procédé à l'examen de l'information présentée dans le Rapport annuel de gestion du ministère des Relations internationales pour l'exercice terminé le 31 mars 2009. La responsabilité de l'exactitude, de l'intégralité et de la divulgation de l'information incombe à la direction du Ministère.

Notre responsabilité consiste à évaluer le caractère plausible et la cohérence générale de l'information, en se basant sur les travaux relatifs à cet examen.

Notre examen, sans constituer une vérification, a été effectué en se référant aux normes de l'Institut des vérificateurs internes. Nos travaux ont consisté à obtenir des renseignements et des pièces justificatives, à mettre en œuvre des procédés analytiques, à effectuer des révisions de calculs et à susciter des discussions sur l'information fournie. Les éléments suscitant des questionnements ont été examinés d'une façon plus détaillée. Lorsque nécessaire, ils ont été clarifiés par les intervenants appropriés.

Au terme de cet examen, nous n'avons rien relevé qui porte à croire que les résultats et les renseignements présentés dans le Rapport annuel de gestion 2008-2009 du ministère des Relations internationales ne sont pas, à tous égards, importants, plausibles et cohérents.

La directrice de la vérification interne
et de l'évaluation,



SHEILLA VAN NORMAN

AVANT-PROPOS

Le Rapport annuel de gestion 2008-2009 présente un portrait du ministère des Relations internationales (MRI) au 31 mars 2009 et les résultats obtenus tout au long de cette année financière, afin de rendre compte de façon rigoureuse et transparente de ses activités et de sa gestion. Il vise essentiellement à informer les parlementaires et la population de sa performance dans l'atteinte de ses résultats, et ce, tel que le prescrit la Loi sur l'administration publique.

Pour ce faire, on y présente d'abord les faits saillants pour l'exercice 2008-2009. La présentation détaillée des résultats et du contexte du Ministère pour l'année visée se divise ensuite en six sections :

- la première section présente le Ministère et le réseau du Québec à l'étranger;
- la deuxième section dévoile les résultats atteints par le Ministère en regard des objectifs fixés dans son Plan stratégique 2008-2011 ainsi que dans son Plan annuel de gestion des dépenses 2008-2009;
- la troisième section propose d'autres réalisations du Ministère en 2008-2009, soit les activités liées au Protocole, les visites officielles et le cérémonial d'État, les missions et les événements ainsi que la correspondance officielle, les privilèges et les immunités;
- la quatrième section décrit les résultats obtenus par le Ministère et qui correspondent à sa Déclaration de services aux citoyens;
- la cinquième section présente le portrait des ressources humaines, financières, informationnelles et matérielles du Ministère au 31 mars 2009. De plus, elle passe en revue les activités d'évaluation et de vérification réalisées en 2008-2009;
- la dernière section rend compte de certaines exigences provenant des cadres législatif et administratif gouvernementaux, notamment les résultats du Ministère relativement au Programme d'accès à l'égalité en emploi ainsi que les résultats relatifs à la Stratégie gouvernementale de développement durable.

Des informations complémentaires sur le Ministère sont également offertes en annexes, notamment les principales activités des représentations du Québec à l'étranger.

FAITS SAILLANTS 2008-2009

XII^e Sommet de la Francophonie

Le Québec a été le coôte du XII^e Sommet de la Francophonie, tenu à Québec du 17 au 19 octobre 2008. Il s'agissait d'un des plus grands rassemblements politiques de l'histoire canadienne. Ce sommet représente une indéniable réussite pour le Québec tant sur le plan politique qu'en matière d'organisation.

Entente Québec-France sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles

Le premier ministre du Québec, M. Jean Charest et le président de la République française, M. Nicolas Sarkozy, ont signé le 17 octobre 2008, à Québec, l'Entente entre la France et le Québec en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles. Cette entente vise à lever les obstacles à la mobilité des travailleurs qualifiés pour les métiers et les professions réglementées.

Partenariat économique Canada-Union européenne

Le MRI a contribué activement à la promotion d'un nouveau partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne auprès d'interlocuteurs politiques ou économiques canadiens et européens en vue d'obtenir leur soutien à un tel partenariat.

Participation du Québec aux travaux de l'UNESCO et de l'Organisation des États américains

La mise en œuvre de l'Accord relatif à l'UNESCO s'est poursuivie de même que la reconnaissance de la contribution du Québec par les plus hautes autorités de cette organisation ainsi que la présence accrue du gouvernement du Québec au sein des délégations canadiennes auprès des instances interaméricaines, y compris, pour la première fois, à l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA).

Participation du Québec aux travaux de l'Organisation des Nations Unies (ONU)

Le gouvernement du Québec a participé et pris la parole en séance plénière à deux conférences majeures de l'ONU en matière d'environnement, soit la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (Bonn, mai 2008) et la Conférence des Parties sur les changements climatiques (Poznań, décembre 2008).

L'initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental (WHTI)

Le Québec a poursuivi ses interventions relativement à la reconnaissance du permis de conduire comme solution de rechange au passeport en tant que pièce d'identité exigée à la frontière. Le lancement officiel, en présence du premier ministre et du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie¹, par la Société de

l'assurance automobile du Québec (SAAQ) du Programme québécois du permis de conduire Plus a eu lieu à Lacolle, au Québec, le 16 mars 2009.

Actions en matière d'environnement et de changements climatiques aux États-Unis

Le premier ministre a notamment participé à la Yale University 2008 Conference of Governors on Climate Change (New Haven, Connecticut, 17 et 18 avril 2008) où il a eu un entretien avec le gouverneur de la Californie. Le Québec a adhéré formellement, à cette occasion, à la Western Climate Initiative. De plus, le Québec a participé à la réunion annuelle de la Commission des Grands Lacs (Québec, 6 et 7 octobre 2008), de même qu'à la réunion annuelle de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent (juillet 2008).

Coopération France-Québec

Le Conseil franco-québécois de coopération universitaire, qui réforme la coopération universitaire entre la France et le Québec, a été créé et la programmation lancée avec succès.

4^e Sommet économique Québec-New York et Alliance SEUS/CP

Le MRI a coordonné la participation québécoise ainsi que la préparation au 4^e Sommet économique Québec-New York, sur le thème « Un corridor vert » (Montréal, 17 novembre 2008). Le MRI a également coordonné la participation québécoise à la réunion de l'Alliance des États du Sud-Est des États-Unis et des provinces canadiennes (SEUS/CP) (Savannah, Géorgie du 15 au 17 juin 2008).

Première mission de la ministre de la Culture au Japon et première coopération avec une préfecture japonaise

Le Ministère a organisé la première mission au Japon d'une ministre québécoise responsable de la Culture. Des contacts ont été établis avec des décideurs politiques et des institutions économiques, universitaires et culturelles au cours de cette mission. Une première coopération structurée avec une préfecture japonaise a également été établie.

Signature d'une entente de coopération Québec-Shandong

À la suite de la visite au Québec du vice-gouverneur du Shandong, plusieurs secteurs de coopération, notamment la science et la technologie, l'environnement et l'efficacité énergétique, de même que les échanges commerciaux ont fait l'objet de discussions. Des rencontres et des suivis avec les partenaires gouvernementaux québécois ont également eu lieu.

1. Le Rapport utilise « la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie » pour faire référence à M^{me} Monique Gagnon-Tremblay, qui a occupé cette fonction au début de l'exercice 2008-2009, tandis que « le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie » se rapporte à M. Pierre Arcand, nommé à cette fonction le 18 décembre 2008.

Participation du Québec aux travaux de NASCO

Le MRI a préparé, accompagné et effectué le suivi de la participation du premier ministre au Sommet des leaders sur les relations nord-américaines et à la Conférence annuelle de la North America's Supercorridor Coalition (NASCO).

Conférence sur la participation publique en environnement au Sénégal

La tenue, en mars 2009 à Dakar (Sénégal), d'une conférence intitulée « La participation publique en environnement : vers un développement durable par une gouvernance démocratique », organisée en collaboration avec le ministère des Relations internationales, le Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise (CVIEQ), le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ainsi que l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie. Au total, 43 représentants africains venant de 14 pays de la Francophonie ont assisté à la conférence.

Missions ministérielles à l'étranger

Le MRI a organisé ou participé à la réalisation de 53 missions ministérielles à l'étranger dont celles du premier ministre et de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie. Des représentants des milieux institutionnels et d'affaires ont participé à plusieurs d'entre elles.

1. PRÉSENTATION DU MINISTÈRE

La mission du Ministère est de promouvoir et défendre les intérêts du Québec au plan international, en s'assurant du respect de ses compétences et de la cohérence de l'action gouvernementale

VISION

Un ministère au cœur d'une action internationale efficace, conçue et conduite pour le bénéfice de la population québécoise selon les principes du développement durable.

MANDAT

En vertu de sa loi constitutive, le Ministère assume les responsabilités suivantes :

- conseiller le gouvernement sur toute question ayant trait aux relations internationales;
- établir et maintenir les relations avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales;
- veiller à la négociation et à la mise en œuvre d'ententes internationales;
- veiller aux intérêts du Québec lors de la négociation d'accords internationaux et au respect de ses engagements internationaux;
- s'assurer de la mise en œuvre de la Politique internationale du Québec;
- assurer la représentation du Québec à l'étranger.

En plus des fonctions de conseil, de représentation et de négociation, le Ministère coordonne l'organisation des missions gouvernementales à l'étranger ainsi que les activités de coopération découlant d'ententes internationales. Enfin, il assume la responsabilité confiée au ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie relativement à l'action humanitaire internationale.

STRUCTURE ET ORGANISATION DU MRI

L'organigramme du ministère des Relations internationales, présenté à l'annexe 9, comprend quatre secteurs, soit « Analyse et politiques », « Affaires bilatérales et Francophonie », « Protocole, missions et événements » ainsi que « Administration et affaires publiques ». Le portrait des ressources humaines est présenté à la section « Utilisation des ressources ».

RÉSEAU DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER AU 31 MARS 2009



Délégations générales	Délégations	Bureaux	Antennes	Représentations auprès d'organisations internationales
Bruxelles Londres Mexico Munich New York Paris Tokyo	Atlanta Boston Chicago Los Angeles Rome	Barcelone Beijing Berlin Damas Hong Kong Mumbai São Paulo Shanghai Vienne Washington	Milan Santiago Séoul Taipei	Organisation internationale de la Francophonie (Paris) UNESCO (Paris)

Le Québec compte 28 représentations réparties dans 17 pays.

Afin de mieux positionner le Québec sur les marchés émergents et auprès de ses partenaires stratégiques, le réseau des délégations et des bureaux du Québec à l'étranger a été redéployé, de 2006 à 2009, conformément à la Politique internationale du Québec. Soulignons ainsi l'ouverture de bureaux en Inde (Mumbai) et au Brésil (São Paulo), le rehaussement du statut des représentations à Atlanta, à Berlin, à Munich et à Rome ainsi que le renforcement de la présence du Québec en Chine (Beijing et Shanghai), au Japon (Tokyo), en Italie (Milan) et aux États-Unis (Washington et Los Angeles).

Sous la responsabilité du ministère des Relations internationales, ces représentations comptent à leur service des experts de plusieurs ministères et organismes du gouvernement du Québec. Il s'agit principalement du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE), du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF), du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) et d'Investissement Québec (IQ). Le redéploiement du réseau a d'ailleurs permis de bonifier les services offerts, par les bureaux et les délégations, aux milieux d'affaires, culturels, institutionnels, universitaires et scientifiques québécois ainsi qu'aux investisseurs et aux partenaires étrangers du Québec. Ce réseau se révèle un actif stratégique qui génère des dividendes tangibles pour la société et l'État québécois.

L'annexe 1 présente de l'information sur les principales activités des représentations du Québec à l'étranger et l'annexe 2 précise la répartition du personnel travaillant à l'étranger selon le secteur d'activité, et ce, en date du 31 mars 2009.

2. RÉSULTATS LIÉS AUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES

> ORIENTATION STRATÉGIQUE 1

Accroître la présence, l'action et l'influence du Québec dans le cadre des travaux des organisations et des conférences internationales et lors des négociations touchant ses intérêts

2.1 ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET TRAVAUX MULTILATÉRAUX

OBJECTIF 1.

Assurer la participation du Québec aux travaux des organisations internationales

Plusieurs enjeux touchant directement les intérêts du Québec sont débattus dans les organisations internationales où sont adoptées des conventions et des normes qui interpellent les États fédérés. Ces conventions ont des incidences sur la capacité du Québec à mettre en œuvre ses lois et ses politiques publiques. C'est pourquoi le gouvernement du Québec doit agir, en concertation avec le gouvernement canadien, en vue d'influencer les travaux des organisations internationales et de défendre les intérêts de la société québécoise. Les questions traitées par les organisations et les conférences internationales qui intéressent le gouvernement du Québec au premier chef sont celles qui ont trait aux domaines de sa compétence, tels que la culture, l'éducation, la lutte aux changements climatiques, la gestion des ressources naturelles (eau, forêt et patrimoine génétique), les droits de la personne et du travail, les enjeux de sécurité et la santé publique.

Par ailleurs, le Ministère a maintenu le financement de la politique d'accueil des organisations internationales au Québec.

INDICATEUR 1 > Conférences ou événements auxquels participent des représentants du Québec et nature des interventions

En 2008-2009, le Québec a participé à plus de 15 conférences et événements multilatéraux. Dans la majorité des cas, le ministère des Relations internationales coordonne l'élaboration de la position du Québec en assurant une concertation étroite avec les autres ministères et les représentants de la société civile.

Les tableaux qui suivent présentent les principaux résultats liés à l'environnement et aux ressources naturelles ainsi qu'aux droits de la personne et du travail.

ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES NATURELLES

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
14^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et 4^e Réunion des Parties au Protocole de Kyoto. La ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs a fait valoir les positions du Québec auprès du gouvernement fédéral ainsi que sur toutes les tribunes qui lui étaient offertes. (Poznań, du 1 ^{er} au 12 décembre 2008)	Participation à l'élaboration de la position québécoise et à la Conférence. Organisation de la mission ministérielle. Partenaire : ministère du Développement Durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP).
9^e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique. La délégation québécoise était dirigée par l'adjoint parlementaire de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Ce dernier a fait valoir les positions du Québec auprès du gouvernement fédéral ainsi que sur toutes les tribunes qui lui étaient offertes. (Bonn, du 19 au 30 mai 2008)	Participation à l'élaboration de la position québécoise et à la Conférence. Partenaire : MDDEP.
5^e Forum mondial de l'eau. La délégation québécoise était dirigée par un représentant du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Ce dernier a fait valoir la position du gouvernement du Québec auprès du gouvernement fédéral et sur les tribunes qui lui étaient offertes. Il a notamment présenté les bonnes pratiques élaborées dans le domaine de la gestion intégrée de l'eau par bassin versant et de la coopération transfrontalière. Il a fait connaître les outils dont il s'est doté à cette fin, dont la Politique nationale de l'eau et l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent. (Istanbul, du 16 au 22 mars 2009)	Participation à l'élaboration de la position québécoise et à la session. Partenaire : MDDEP.
4^e Conférence des Parties à la Convention de Rotterdam. L'inclusion de l'amiante chrysotile à la liste des substances soumises aux dispositions de la Convention faisait partie des points à l'ordre du jour, ce qui commandait une participation de représentants du gouvernement du Québec, soit le ministère des Relations internationales et le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF). Ces derniers ont assuré la prise en compte, par le gouvernement fédéral, de la position gouvernementale québécoise sur l'utilisation de l'amiante chrysotile, conseillé la chef de délégation pour la préparation des interventions du Canada lors des séances de travail et secondé celle-ci lors des travaux de rédaction des résolutions finales. (Rome, du 27 au 31 octobre 2008)	Concertation sur la position gouvernementale québécoise (MRI-MRNF-MDEIE). Participation à la rédaction des interventions du Canada lors des séances de travail et des résolutions.

DROITS DE LA PERSONNE ET DU TRAVAIL

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Comité permanent fédéral-provincial-territorial des fonctionnaires chargés des droits de la personne. Les représentants du Québec ont fait part de leurs commentaires concernant la mise en œuvre des principaux instruments internationaux de l'Organisation des Nations Unies en droits de la personne au Québec et de leurs avis concernant la négociation et, le cas échéant, la ratification de nouveaux instruments internationaux. (Québec, mai 2008; Ottawa, novembre 2008)	Concertation sur la position du Québec. Partenaire : ministère de la Justice (MJQ).
53^e session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU. Présentation des réalisations du Québec en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. (New York, février 2009)	Participation à l'événement. Partenaire : Secrétariat à la condition féminine (SCF).

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Examen périodique universel du Canada. Le représentant du Québec a fait valoir l'expertise du Québec en matière de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale devant le Conseil des droits de l'homme. Cet examen a donné lieu à la production d'un rapport contenant une soixantaine de recommandations en vue de la mise en œuvre des principaux instruments en droits de la personne au Canada. (Genève, février 2009)	Coordination de la préparation des représentants du Québec. Participation à l'Examen périodique universel. Partenaires : ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), ministère de la Sécurité publique (MSP), MJQ, SCF, Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), Société d'habitation du Québec (SHQ), ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT).
Examen des 6^e et 7^e rapports du Canada à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. La représentante du Québec a pris la parole pour répondre aux questions du Comité des Nations Unies sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes pour faire état des législations, politiques et mesures adoptées pour assurer la mise en œuvre de la Convention.	Coordination de la préparation du Québec. Participation à la séance du Comité. Partenaire : SCF.
Conférence internationale du travail. Les réalisations du Québec ont bénéficié d'une importante tribune lors de cette conférence où le Québec présidait la délégation canadienne au sein du comité sur le développement de l'emploi en milieu rural. La sous-ministre associée à Emploi-Québec a participé aux travaux du comité sur la formation en emploi, y compris en ce qui a trait à la rédaction des résolutions adoptées par l'ensemble des États membres. (Genève, juin 2008)	Participation à l'élaboration des positions canadiennes et à la Conférence. Partenaires : ministère du Travail, MESS, ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR), MJQ.

INDICATEUR 2 > Cadre développé pour faciliter la participation du gouvernement du Québec aux positions et aux délégations canadiennes

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Démarches auprès du ministère des Affaires étrangères et Commerce international Canada (MAECI) pour favoriser une première participation du Québec aux travaux de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains, notamment en prévision du 5 ^e Sommet des Amériques.	Participation à l'élaboration de la position canadienne et aux négociations avec le gouvernement fédéral.
Échanges avec des représentants des gouvernements étrangers afin de cibler les meilleures pratiques favorisant l'implication des États fédérés aux travaux des organisations et des conférences internationales.	Organisation des rencontres avec des représentants venant notamment du Royaume-Uni.

OBJECTIF 2.

Consolider la participation du Québec aux travaux de l'UNESCO et de l'OEA

Le mandat universel de l'UNESCO en matière d'éducation, de science et de culture revêt un intérêt considérable pour l'essor de la société québécoise. Signé en mai 2006, l'Accord entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada relatif à l'UNESCO assure la présence québécoise lors des travaux des différentes instances de cette organisation. Cet accord permet au gouvernement du Québec d'apporter directement sa contribution aux travaux, notamment en matière d'éducation, de diversité des expressions culturelles, de bioéthique, de technologies de l'information ou encore de lutte contre le dopage dans le sport. Par ailleurs, l'action menée auprès de l'Organisation des États américains permet de suivre étroitement les enjeux interaméricains dont les développements sont susceptibles d'avoir une incidence sur les intérêts du Québec, notamment sur les plans économique, politique, culturel et social. Ce travail favorise également la promotion et la défense des positions du Québec pour les secteurs qu'il priorise au sein de ce forum hémisphérique.

INDICATEUR 1 > Nature des projets pour lesquels le Québec fait valoir ses positions

UNESCO

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Visite du directeur général de l'UNESCO à Québec. Renforcement des liens institutionnels et de coopération entre le Québec et l'UNESCO, notamment lors des entretiens intervenus avec le premier ministre, la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie ainsi que la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine. (Québec, juillet 2008)	Préparation des cahiers d'entretien et notes d'intervention. Concertation avec les ministères sectoriels pour l'élaboration des positions. Coordination avec le gouvernement fédéral pour la préparation du programme de visite. Partenaire : MCCCCF.
Rôle des entités fédérées dans les travaux de l'UNESCO. Rencontres du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie avec divers ambassadeurs et représentants permanents auprès de l'UNESCO pour les informer et les sensibiliser au rôle que joue le Québec dans les activités et les travaux de l'UNESCO. (Québec, juillet 2008; Québec, novembre 2008; Paris, janvier 2009)	Préparation des entretiens.
Culture. Participation et prise de parole du premier ministre, de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie ainsi que de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine lors de la 32 ^e session du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO faisant état de l'importance qu'accorde le gouvernement du Québec aux diverses dimensions du patrimoine. (Québec, juillet 2008)	Mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada relatif à l'UNESCO. Préparation des discours et des interventions. Organisation d'une activité soulignant le 400 ^e anniversaire de la ville de Québec. Partenaire : MCCCCF.
Éducation. Participation ministérielle à la 48 ^e Conférence internationale des ministres de l'Éducation de l'UNESCO au cours de laquelle le gouvernement du Québec a pris la parole afin de souligner le rôle essentiel de l'État dans la définition de l'offre et la régulation des services éducatifs et de présenter sa politique et son savoir-faire en matière d'éducation inclusive. (Genève, novembre 2008)	Application de l'Accord entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada relatif à l'UNESCO. Élaboration de positions et soutien à la présence ministérielle. Partenaire : MELS.

ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Jeunesse. Première participation du gouvernement du Québec, au sein de la délégation canadienne, à l'Assemblée générale de l'OEA, dont le thème était « La jeunesse et les valeurs démocratiques ». Cette participation a permis de mettre en valeur le savoir-faire québécois dans le secteur de la jeunesse. (Medellín, juin 2008)	Participation à l'Assemblée générale. Partenaire : Secrétariat à la jeunesse (SAJ).
Justice, développement social, sécurité publique et culture. Participation de représentants du gouvernement du Québec, au sein des délégations canadiennes, lors des réunions ministérielles interaméricaines en justice, en développement social, en sécurité publique et en culture. Ces rencontres ont permis de favoriser l'échange d'expertise sectorielle et de faire valoir les positions québécoises. (Washington, avril 2008; Reñaca, juillet 2008; Mexico, octobre 2008; Bridgetown, novembre 2008)	Soutien à la participation des représentants du Québec. Partenaires : MJQ, MESS, MSP, MCCCCF, SAJ.
Soutien à Haïti. Développement d'une étroite collaboration entre le Québec et le secrétaire général adjoint de l'OEA, chargé du dossier Haïti pour l'Organisation et contribution du gouvernement du Québec pour la création d'un poste de coordonnateur du dossier Haïti au sein du Bureau du secrétaire général adjoint de l'OEA. Cette action permet au Québec d'appuyer concrètement les travaux de l'OEA qui visent la reconstruction de la République d'Haïti.	Mise à disposition d'une ressource pour occuper les fonctions de coordonnateur du dossier Haïti à l'OEA.

INDICATEUR 2 > Mécanismes de concertation développés avec les ministères sectoriels

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Le comité interministériel de l'UNESCO a circonscrit les priorités sectorielles sur lesquelles le gouvernement du Québec souhaite travailler au cours de l'année 2008-2009 pour chacun des thèmes de l'UNESCO, soit l'éducation, la culture, la communication, les sciences naturelles ainsi que les sciences sociales et humaines.	Coordination du Comité. Partenaires : MDEIE, MELS, MCCCCF, MDDEP, ministère des Services gouvernementaux (MSG).
Un groupe de consultation ad hoc a été créé afin de favoriser une meilleure prise en compte des réserves de biosphère de l'UNESCO par le gouvernement du Québec.	Coordination du Comité. Partenaires : MDDEP, MELS, MDEIE, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), MAMROT, Tourisme Québec.
Un mécanisme de consultation interministérielle permettant de définir les thématiques sectorielles prioritaires et les positions que le gouvernement du Québec entend promouvoir auprès de l'OEA a poursuivi son travail en 2008-2009.	Coordination du Comité. Partenaires : MSP, MELS, MCCCCF, MESS, MJQ, ministère du Travail, SAJ.

OBJECTIF 3.

Contribuer à ce que plus de 100 pays aient ratifié la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles d'ici à 2009 et appuyer la mise en œuvre de cette Convention

Depuis la fin des années 1990, le Québec collabore activement avec d'autres gouvernements, les milieux culturels et l'Organisation internationale de la Francophonie au dossier de la diversité des expressions culturelles. Cette participation vise à faire reconnaître le droit souverain des États et des gouvernements d'adopter, de mettre en œuvre et de financer les politiques et les mesures qu'ils jugent appropriées en vue du développement et de la promotion des biens et services culturels sur leur territoire. L'adoption de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles par l'UNESCO, en octobre 2005, a constitué une étape importante en vue d'une reconnaissance du droit des États en cette matière. La Convention est entrée en vigueur en 2007, après avoir franchi le cap des 30 ratifications nécessaires. La ratification de la Convention par le plus grand nombre possible de pays, de même que la définition des directives opérationnelles qui l'accompagnent, vise

à permettre l'efficacité accrue de cet instrument international. Le Québec souhaite que la Convention recueille au-delà de 100 ratifications d'ici la tenue de la prochaine Conférence générale de l'UNESCO, en octobre 2009.

INDICATEUR 1 > Nombre de ratifications et nature des interventions à cet égard

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Au 31 mars 2009, 97 pays avaient ratifié la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO, dont 17 entre le 1 ^{er} avril 2008 et le 31 mars 2009.	Sensibilisation de ministres, d'ambassadeurs, de consuls généraux et de personnalités étrangères; entretiens du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie. Soutien financier de 50 000 \$ à la Coalition pour la diversité culturelle. Partenaires : MCCCCF, MDEIE et Coalition pour la diversité culturelle.

INDICATEUR 2 > Nature des mesures de mise en œuvre proposées ou appuyées par le Québec

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Au 31 mars 2009, plusieurs projets de directives opérationnelles ont été adoptés par le Comité intergouvernemental pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (CIDC), notamment ceux qui traitent du traitement préférentiel pour les pays en développement et des mesures destinées à promouvoir les expressions culturelles.	Participation aux réunions internationales des deux organes de suivi de la Convention. Concertation avec les représentants du gouvernement fédéral pour l'élaboration de positions communes sur les projets de directives. Participation active aux travaux du Groupe francophone auprès de l'UNESCO (GFU) relativement à la Convention. Le Québec contribuera à promouvoir la candidature canadienne pour l'obtention d'un deuxième mandat au CIDC, au moment de l'élection qui aura lieu à cette fin en juin 2009, lors de la 2 ^e session de la Conférence des Parties, organe plénier et suprême de la Convention. Appui aux travaux du Réseau international d'information et de soutien juridique en matière de diversité des expressions culturelles.

2.2 FRANCOPHONIE

OBJECTIF 4.

Contribuer à la modernisation de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

La Francophonie, composée de 56 membres et de 14 observateurs, représente un haut lieu d'expression de l'action internationale du Québec. L'une des conséquences directes pour le Québec du succès du XII^e Sommet de la Francophonie, tenu à Québec du 17 au 19 octobre 2008, est le renforcement de la place du Québec au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie, comme en témoigne l'obtention par le Québec, en avril 2008, de la présidence de la Commission de coopération et de programmation (CCP). Cette commission joue un rôle primordial dans les efforts de modernisation de l'OIF, objectif que le Québec poursuit afin que les décisions prises par les pays se traduisent le plus efficacement possible en actions et en résultats.

INDICATEUR 1 > Modification du format des sommets

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Orientation des débats autour d'enjeux : Le Québec a réussi à orienter les débats du XII ^e Sommet de la Francophonie sur des « enjeux », plutôt que sur un thème unique ainsi qu'à inclure l'environnement et la langue française parmi les quatre enjeux retenus, les deux autres étant paix, démocratie et État de droit ainsi que gouvernance et solidarité économique.	Participation à la définition des enjeux et à toutes les rencontres de concertation et de consultation pour la préparation des travaux. Un représentant du MRI a présidé les groupes de travail de l'OIF sur l'environnement et la langue française.
Discussions en tables rondes : La formule innovante des travaux voulue par le Québec a été approuvée par les participants. Par cette proposition d'encadrer différemment les interventions des chefs d'État et de gouvernement, le Québec a favorisé des échanges ouverts et facilité le dialogue et la concertation.	Proposition de la formule innovante des travaux en tables rondes.
Adoption de la Déclaration de Québec. Articulée autour de propositions politiques engageantes, la Déclaration de Québec marque une avancée dans l'effort de la Francophonie pour peser dans les débats internationaux portant sur les grandes questions de l'heure (crise alimentaire, crise financière, solidarité Nord-Sud, etc.).	Un représentant du MRI a coprésidé toutes les sessions des groupes ad hoc de rédaction de la Déclaration finale.

INDICATEUR 2 > Adoption de règles de bonne gouvernance par l'OIF

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Poursuite du resserrement des contrôles financiers par le bureau de l'administrateur de l'Organisation internationale de la Francophonie.	Interventions d'un représentant du MRI à cette fin auprès de divers interlocuteurs et au sein des commissions, notamment la Commission administrative et financière et la Commission de coopération et de programmation.
Adoption de l'approche axée sur les résultats.	Appui au développement de cette approche. Prêt de service du MRI à l'OIF.
Présidence de la Commission de coopération et de programmation accordée au Québec pour un mandat de deux ans. Cette position lui permettra de se maintenir à l'avant-scène de la Francophonie en dirigeant l'une des plus importantes commissions du Conseil permanent de la Francophonie.	Présidence de la Commission de coopération et de programmation par un représentant du MRI.

OBJECTIF 5.

Consolider l'influence du Québec au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie

La tenue du XII^e Sommet de la Francophonie, à Québec du 17 au 19 octobre 2008, est une réussite pour le Québec tant sur le plan politique qu'en matière d'organisation. Participant activement aux travaux des instances de l'Organisation internationale de la Francophonie, le Québec assume, depuis avril 2008, la présidence de la Commission de coopération et de programmation. De plus, il collabore étroitement avec les autres opérateurs de la Francophonie, particulièrement TV5, l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) et l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF).

INDICATEUR 1 > Participation aux instances de l'OIF

Principaux résultats	Contribution du MRI à la préparation du Sommet
Le XII^e Sommet de la Francophonie aura constitué l'un des plus grands événements internationaux de nature politique jamais organisés au Canada et au Québec quant au nombre de chefs d'État et de gouvernement participants. Le Sommet a ainsi accueilli 66 délégations, dont 31 présidées par leur chef d'État ou de gouvernement, les secrétaires généraux de la Francophonie et de l'Organisation des Nations Unies, le président de la Commission européenne et le président de l'Algérie. De plus, 2 232 délégués et 743 représentants des médias ont été accrédités.	Organisation des rencontres liées à la tenue du Sommet, notamment avec le Secrétaire général de la Francophonie, accueil et concertation avec les nombreuses délégations des gouvernements membres de l'OIF en missions préparatoires au Sommet. Concertation avec les ministères et organismes québécois sur les positions du Québec. Participation à toutes les réunions sur l'ordonnancement des travaux de la Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF) et du Sommet.
Cohôte du XII^e Sommet de la Francophonie, le Québec a renforcé sa présence internationale et consolidé son rôle d'acteur politique crédible non seulement en Francophonie mais également sur la scène internationale.	Plus de la moitié des travaux du XII^e Sommet de la Francophonie ont été présidés par le premier ministre du Québec. Supervision, avec les gouvernements du Canada et du Nouveau-Brunswick, des travaux du Secrétariat du XII^e Sommet. Coprésidence, par la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, de la CMF de Québec (14 et 15 octobre 2008). Contribution financière de 16 millions de dollars accordée au Secrétariat du XII^e Sommet sur un budget total de 32,75 millions de dollars pour l'organisation logistique et la promotion de l'événement.
Tenue de manifestations publiques lors du Sommet : Quelque 20 projets spéciaux ont été financés conjointement par le Québec et le Canada.	Le MRI a accordé un financement de 500 000 \$ pour des projets spéciaux. Un plan de visibilité conditionnel au financement de chaque projet a permis au gouvernement d'obtenir une excellente visibilité auprès des publics concernés.

INDICATEUR 2 > Questions traitées par l'OIF et ses instances qui concordent avec les intérêts du Québec

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Déclaration de Québec faisant référence aux changements climatiques et résolution sur la langue française.	Sujets inscrits par le MRI comme enjeux au Sommet de la Francophonie et traduits par des actions concrètes dans la Déclaration de Québec. Sous l'impulsion du Québec, la langue française a fait l'objet d'une résolution lors du XII^e Sommet de la Francophonie. L'un des tout premiers suivis du Sommet porte sur la création de l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone à l'Université Laval.
Révision de l'entente concernant TV5 Monde afin d'en garantir le caractère multilatéral et généraliste.	Négociations actives afin de parvenir à une entente de principe. Hausse de 1,7 million de dollars de la contribution financière du Québec à TV5 Monde et à TV5 Québec Canada afin de garantir le caractère multilatéral et généraliste de TV5 Monde et de permettre à TV5 Québec Canada d'affronter les défis importants liés aux nouveaux médias ainsi qu'à la concurrence accrue des chaînes nationales et internationales.
Présence accrue des municipalités du Québec à l'AIMF.	Augmentation de la contribution financière à l'Association Internationale des Maires Francophones ainsi que l'adhésion de quatre nouvelles villes québécoises et de l'Union des municipalités du Québec à cette association. Création d'une commission permanente de l'AIMF sur le développement local et sur le leadership, présidée par le maire de Québec.

➤ ORIENTATION STRATÉGIQUE 2

Contribuer au développement du Québec
et à son rayonnement en intensifiant ses actions
auprès des gouvernements et des différents réseaux
d'influence des pays, États fédérés ou régions prioritaires

2.3 AMÉRIQUE DU NORD

OBJECTIF 6.

Conduire avec les partenaires nord-américains des initiatives visant à favoriser l'accès aux marchés, notamment par le développement des corridors de commerce et par une participation active à des regroupements d'États

Le gouvernement du Québec a fait de l'intensification de ses relations avec les États-Unis l'une des priorités de son action internationale. Les relations établies aux États-Unis, tant avec les États américains qu'auprès de l'administration fédérale et du Congrès, ont des incidences directes sur la vie des Québécois, notamment en matière de commerce et de sécurité. La prospérité économique du Québec est largement tributaire de ses exportations à destination des États-Unis, qui comptent pour près de 75 % de ses exportations mondiales. Le gouvernement du Québec a œuvré à un accroissement de l'intégration économique nord-américaine, au renforcement des corridors de commerce avec les régions avoisinantes et à la mise en place d'infrastructures assurant la fluidité aux abords des postes frontaliers.

INDICATEUR 1 ➤ Interventions auprès d'États et de regroupements régionaux

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Mission de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie en Arizona et en Californie afin de faire la promotion de la Politique internationale du Québec et de rencontrer des personnalités politiques. (Phoenix, Tucson et San Francisco, du 9 au 15 mai 2008)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi.
Visite au Québec du gouverneur du Wisconsin et du secrétaire à l'Agriculture de cet État. Entretiens avec le premier ministre et avec la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie. Principaux sujets : hydroélectricité (exportation et interconnexion), développement de l'éolien, gestion de l'eau. (Québec, 21 et 22 mai 2008)	Coordination de l'accueil et préparation de l'entretien. Partenaire : MAPAQ, MDEIE.

Principaux résultats

Nature de l'intervention du MRI

Participation du premier ministre et du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation à la réunion de l'Alliance des États du Sud-Est des États-Unis et des provinces canadiennes, en présence de six États du Sud-Est et de sept provinces canadiennes. L'Alliance vise à favoriser les échanges commerciaux, à promouvoir les investissements bilatéraux et à stimuler les échanges technologiques et scientifiques. Entretiens bilatéraux avec les gouverneurs des États de Géorgie, du Tennessee et de l'Alabama. (Savannah, Géorgie, du 15 au 17 juin 2008)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi. Élaboration des positions québécoises. Partenaire : MDEIE.
Mission du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation afin de participer au congrès de la Biotechnology Industry Organization (BIO), la plus importante rencontre mondiale du domaine des biotechnologies. (San Diego, Californie, du 17 au 20 juin 2008)	Collaboration à la préparation de la mission et au suivi. Partenaire : MDEIE.
Visite d'un sénateur représentant le Vermont au Congrès, du gouverneur du Vermont et d'une délégation de maires, d'élus et de personnalités de cet État à l'occasion du 400 ^e anniversaire de la ville de Québec et inauguration de trois stèles commémoratives offertes à la Ville par les États-Unis, le Vermont et les communautés francophones de la Nouvelle-Angleterre. (Québec, 2 et 3 juillet 2008)	Coordination de la visite : préparation, accompagnement et suivi. Partenaires : Ville de Québec, Société du 400 ^e .
Allocution du premier ministre au World Leadership Forum organisé par la Foreign Policy Association. Entretien avec le gouverneur de l'État de New York. (New York, 23 septembre 2008)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi. Partenaires : Investissement Québec, Hydro-Québec.
Participation du premier ministre au 4 ^e Sommet économique Québec-New York (thème : « Un corridor vert ») en compagnie du gouverneur de l'État de New York. (Montréal, 17 novembre 2008)	Organisation du Sommet, coordination de la participation québécoise : préparation, accompagnement et suivi. Partenaire : MDEIE.
Mission du ministre des Relations internationales du Québec et ministre responsable de la Francophonie afin de rencontrer les autorités politiques et d'approfondir ses relations avec les décideurs de ce territoire. (New York, 17 et 18 février 2009; Washington, 19 et 20 février 2009)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi.
Mission du premier ministre afin de participer à un séminaire organisé par le Weatherhead Institute for International Affairs de l'Université Harvard. (Boston, Massachusetts, 23 février 2009)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi.
Mission du premier ministre et entretien avec le gouverneur de l'État de New York. (New York, 16 mars 2009)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi.

INDICATEUR 2 > Démarches visant à faciliter la fluidité aux frontières

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Sensibilisation de plusieurs décideurs politiques et économiques aux préoccupations du Québec relatives aux normes visant à assurer la sécurité et la fluidité des échanges à la frontière, aux incidences potentiellement négatives de certaines mesures, dont l'initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental (WHTI) et à l'élaboration du Programme québécois du permis de conduire Plus. Parmi les décideurs sensibilisés, soulignons des représentants du Congrès, des gouverneurs, l'ambassadeur et les autres diplomates des États-Unis au Canada, plusieurs collaborateurs des élus du Congrès américain ainsi que des groupes de gens d'affaires. Notons les initiatives particulières auprès du Deputy Secretary for Public Safety de l'État de New York, du directeur du New York State Office of Homeland Security, du commissaire du New York Department of Motor Vehicules, du Vermont Department of Motor Vehicules et de représentants du Department of Homeland Security.	Coordination de plusieurs visites officielles au Québec et de missions aux États-Unis. Préparation de la participation du premier ministre et d'autres représentants québécois à diverses rencontres. Préparation des positions québécoises, notamment à l'égard de la WHTI et du permis de conduire Plus. Partenaires : SAAQ, ministère des Transports (MTQ), Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes (SAIC).
Mission du ministre de la Justice et de la Sécurité publique au Massachusetts et dans l'État de New York afin de rencontrer ses homologues et des experts en matière de lutte contre le terrorisme, notamment le Commissaire à la sécurité du Massachusetts et des représentants des garde-côtes des États-Unis. (Boston et New York, du 23 au 26 septembre 2008)	Coordination de la mission et accompagnement. Partenaire : MSP.
Mission du ministre de la Sécurité publique pour visiter le Centre des personnes disparues et le Centre de formation du Federal Bureau of Investigation (FBI). (Washington, D.C., 19 et 20 février 2009)	Coordination de la mission et accompagnement. Partenaire : MSP.
Lancement officiel, en présence du premier ministre et du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, par la Société de l'assurance automobile du Québec du Programme québécois du permis de conduire Plus. (Lacolle, Québec, 16 mars 2009)	Coordination de l'activité et du suivi. Partenaires : SAAQ, MTQ.

OBJECTIF 7.

Positionner le Québec comme un leader en environnement auprès des États ciblés, notamment en matière de changements climatiques et de gestion de l'eau

Le rôle des gouvernements d'États fédérés est primordial et déterminant dans la lutte contre les changements climatiques, particulièrement en Amérique du Nord. En effet, le leadership de certains États américains et de certaines provinces canadiennes a toutes les chances d'inciter les gouvernements fédéraux à relever le défi des changements climatiques. Non seulement est-il actif au sein de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA/PMEC), mais le Québec a aussi adhéré à la Western Climate Initiative (WCI), est membre du Climate Registry et observateur officiel auprès de la Regional Greenhouse Gas Initiative. Dans le domaine de la gestion de l'eau, le Québec entretient des relations avec plusieurs États américains, notamment en vertu de l'Entente sur les ressources en eaux durables des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent et des ententes concernant les lacs Champlain et Memphrémagog.

INDICATEUR 1 > Interventions auprès d'États et de regroupements régionaux

INDICATEUR 2 > Nature des collaborations établies

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Visite au Québec de M. Al Gore, ex-vice-président des États-Unis et corécepteur du prix Nobel de la paix, et entretien avec le premier ministre relativement à la question de l'environnement et des changements climatiques. (Montréal, 5 avril 2008)	Coordination de l'accueil et préparation de l'entretien. Partenaire : MDDEP.
Participation du premier ministre à la Yale University 2008 Conference of Governors on Climate Change. Entretien avec le gouverneur de la Californie et adhésion formelle du Québec, à cette occasion, à la Western Climate Initiative. (New Haven, Connecticut, 17 et 18 avril 2008)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi. Partenaire : MDDEP.
Participation du Québec aux travaux des comités sur les changements climatiques, les pluies acides, le mercure, la qualité de l'air et les transports, lors de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada. (21, 22 et 23 mai 2008, 1 ^{er} , 2 et 3 décembre 2008)	Contribution du MRI à l'élaboration de la position du Québec et à la mise en œuvre des plans d'action. Partenaires : MDDEP, MRNF, MTQ, MAPAQ.
Participation du premier ministre et de la ministre du MDDEP à la Réunion annuelle de la Commission des Grands Lacs. La Commission est une instance dédiée aux enjeux environnementaux relatifs au bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent comprenant les huit États de la région des Grands Lacs, le Québec et l'Ontario. (Québec, 6 et 7 octobre 2008)	Participation à l'organisation de la réunion. Participation à l'élaboration de la position du Québec. Partenaires : MDDEP, MTQ.
Participation du Québec aux travaux des comités de la WCI dont l'objectif est de permettre à ses participants de se doter d'une plate-forme commune pour faire face à la lutte aux changements climatiques. Les membres partenaires de la WCI sont les États de Washington, de l'Oregon, de la Californie, de l'Arizona, du Nouveau-Mexique, de l'Utah et du Montana ainsi que les provinces canadiennes de la Colombie-Britannique, du Manitoba, de l'Ontario et du Québec.	Coordination des positions québécoises. Participation et soutien à la participation du MDDEP et du MRNF aux réunions du comité des membres partenaires et observateurs.
Participation du Québec à la réunion annuelle de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent. L'Alliance est une coalition binationale de maires et d'autres responsables locaux qui travaillent activement avec les gouvernements fédéraux, provinciaux et ceux des États, afin d'accentuer la protection et la restauration des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent. (juillet 2008)	Participation à l'élaboration de la position du Québec. Partenaires : MDDEP, MTQ.

OBJECTIF 8.

Positionner le Québec comme un acteur majeur en matière d'approvisionnement énergétique, principalement auprès des États du Nord-Est américain et des autorités fédérales américaines

Le Québec, quatrième producteur mondial d'hydroélectricité, représente un partenaire énergétique important des États-Unis, tant en matière de sécurité des approvisionnements que de fourniture d'énergie propre et renouvelable. Parmi les objectifs de la Stratégie énergétique gouvernementale de 2006, plusieurs concernent les rapports entre le Québec et les États-Unis. Le développement de nouveaux projets hydroélectriques pourrait permettre d'accroître les exportations québécoises d'énergie propre et renouvelable vers les États-Unis, ce qui contribuerait notamment à la lutte contre les changements climatiques et à l'amélioration de la qualité de l'air dans le Nord-Est du continent.

INDICATEUR 1 > Interventions auprès d'États et de regroupements régionaux

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Promotion des intérêts du Québec auprès du Comité international du Nord-Est sur l'énergie de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada. (Portland, Maine, 26 juin 2008)	Contribution à l'élaboration de la position concertée du Québec; le Québec copréside ce comité. Partenaire : MRNF.
Dîner-conférence du vice-président Marchés de gros d'Hydro-Québec, en marge de la Conférence annuelle de l'Eastern Regional Conference du Council of State Governments (CSG), avec participation de la gouverneure du Connecticut et de plusieurs législateurs des États du Mid-Atlantic et de la Nouvelle-Angleterre. (Atlantic City, New Jersey, août 2008)	Organisation du dîner, invitation des participants et liaison. Partenaires : Assemblée nationale, Hydro-Québec.
Participation du premier ministre à la 32 ^e Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada. Les principaux sujets abordés sont : l'énergie, les transports et la qualité de l'air, ainsi que les enjeux démographiques. Le vice-président d'Hydro-Québec Production a livré une présentation portant sur la production et la distribution d'hydroélectricité dans le Nord-Est du continent. (Bar Harbor, Maine, du 15 au 17 septembre 2008)	Coordination de la participation québécoise. Partenaires : MRNF, MTQ, MDDEP, Hydro-Québec.

INDICATEUR 2 > Actions de promotion sur le territoire

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Participation du premier ministre à la 9 ^e édition du World Leadership Forum et entretiens politiques et rencontres de travail avec des représentants du secteur de l'électricité. (New York, 23 septembre 2008)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi. Partenaire : Hydro-Québec.
Mission du premier ministre au Vermont et entretien avec le gouverneur du Vermont. L'environnement, l'énergie et le commerce ont été abordés. Rencontres, prise de parole et signature d'une déclaration commune portant sur les énergies vertes et le commerce ont eu lieu. (St. Johnsbury, Vermont, 6 octobre 2008)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi.

OBJECTIF 9.

Consolider et approfondir les liens avec le gouvernement central mexicain et avec certains États afin de créer un climat propice à l'accroissement des échanges

La Politique internationale du Québec considère le Mexique comme un pays prioritaire. Le Québec y possède une représentation, la Délégation générale du Québec à Mexico, depuis 1980. Les principaux axes d'intervention sur ce territoire sont la consolidation et l'accroissement des échanges économiques de même que l'intensification des relations avec les États mexicains. Les secteurs de la culture et de l'éducation présentent également des perspectives intéressantes pour le Québec au Mexique et constituent deux piliers de la relation entretenue avec ce pays.

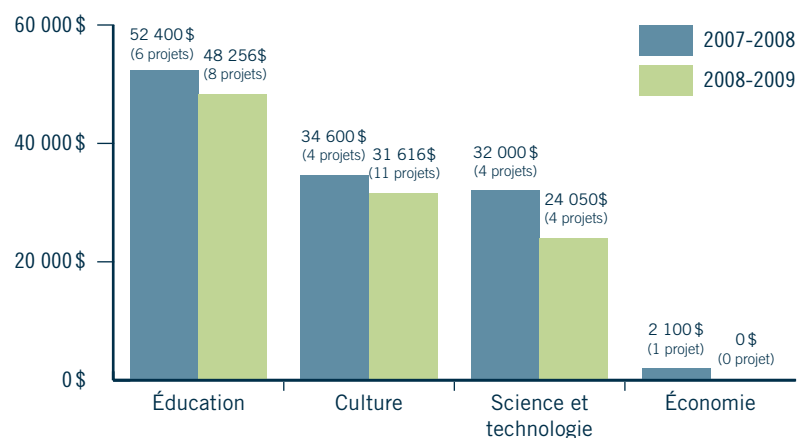
INDICATEUR 1 > Nature des liens établis

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Mission de la sous-ministre du MCCC et inauguration de l'Exposition « Regards sur le Québec », tenue sur l'avenue Reforma, du 28 avril au 1 ^{er} juin 2008. Cette exposition de plus de 100 photographies grand format a eu lieu sur la plus importante artère de la capitale mexicaine. (Mexico, 28 avril 2008)	Coordination de la mission. Partenaire : MCCC.
Participation du premier ministre au Sommet des leaders sur les relations nord-américaines et à la Conférence annuelle de la North America's Supercorridor Coalition. (Guanajuato, Mexique, du 3 au 6 juin 2008)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi.
Entretien du premier ministre avec le président du Mexique à l'occasion du World Leadership Forum organisé par la Foreign Policy Association. (New York, New York, 23 septembre 2008)	Soutien à l'organisation de l'entretien, accompagnement et suivi.
Mission de la sous-ministre adjointe du MCCC afin d'assister au spectacle de clôture du Festival internacional Cervantino, où l'on a annoncé que le Québec sera l'invité d'honneur de l'édition 2009. Rencontres avec des professionnels des industries culturelles. (Guanajuato et Mexico, du 26 au 29 octobre 2008)	Soutien à l'organisation de la mission. Partenaire : MCCC.
Participation d'éditeurs et de conférenciers québécois à la Foire internationale du livre de Guadalajara. (Guadalajara, Mexique, du 29 novembre au 7 décembre 2008)	Coordination de la présence québécoise.
Visite au Québec du secrétaire du Développement économique de l'État du Nuevo Leon lors d'une mission économique. (Québec, du 13 au 15 février 2009)	Coordination de l'accueil, accompagnement et suivi. Partenaire : MDEIE.

INDICATEUR 2 > Projets de coopération réalisés

Les gouvernements du Québec et du Mexique ont convenu, en 1982, de créer un instrument formel de coopération : le Groupe de travail Québec-Mexique (GTQM). Ce dernier se réunit tous les deux ans afin de dégager des orientations et d'adopter une programmation. Le principal partenaire du ministère des Relations internationales dans la gestion de ce programme est le ministère des Relations extérieures (SRE) du Mexique. Quelques mois avant la rencontre du GTQM, le MRI et le SRE lancent un appel à projets auprès de la société civile. Les projets, qui doivent être déposés à la fois au Québec et au Mexique, sont évalués conjointement par les parties.

Vingt-trois projets de coopération entre des partenaires québécois et mexicains ont été soutenus en 2008-2009. La répartition du financement par secteur est la suivante :



Exemples de projets de coopération

- Coproductions en danse.
- Pratique enseignante en environnements technologiques.
- Échanges d'assistants de langues étrangères.
- Impact des facteurs bioclimatiques et anthropiques sur la prolifération des dinoflagellés (marées rouges).

2.4 EUROPE

OBJECTIF 10.

Avec la France, s'assurer, par des interventions ciblées, de développer les secteurs suivants : la coopération entre et avec les régions, l'environnement, la modernisation de l'État et la reconnaissance des qualifications professionnelles

Les échanges issus de la coopération franco-qubécoise contribuent, dans un large spectre, à la promotion des intérêts de la société québécoise. Les bénéfices touchent les régions, le territoire, l'environnement, la gestion de l'État ainsi que l'intégration de la population immigrante. La rencontre alternée des premiers ministres du 4 juillet 2008 a réitéré l'importance et les bénéfices de cette coopération pour les deux sociétés et établi trois axes directeurs à leur action commune conformes aux priorités du gouvernement : bâtir un nouvel espace d'échange et d'innovation, garantir un développement responsable pour les générations futures et approfondir le partenariat sur les grands enjeux de société. Enfin, les Québécois qui désirent aller travailler à l'étranger bénéficieront des possibilités accrues qu'offre une meilleure reconnaissance de leurs qualifications professionnelles. La société québécoise profitera aussi de l'apport des travailleurs qualifiés pour pallier la pénurie de main-d'œuvre réelle ou anticipée dans certains secteurs.

INDICATEUR 1 > Signature et mise en oeuvre d'une entente bilatérale sur la reconnaissance des qualifications professionnelles

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Signature de l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles par le président de la République française, M. Nicolas Sarkozy, et le premier ministre du Québec, M. Jean Charest, le 17 octobre 2008, à Québec. Cette entente vise à lever les obstacles à la mobilité des travailleurs qualifiés pour les métiers et les professions réglementés.	Coordination des négociations entourant la conclusion de l'Entente avec la partie française et avec les partenaires québécois. Partenaires : Office des professions du Québec, Commission de la construction du Québec (CCQ), Commission des partenaires du marché du travail (CPMT), ministère du Travail, MESS, MICC, MELS, MJQ.
Au 31 mars, un arrangement de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles avait été signé pour la profession d'ingénieur, et des négociations avec les autorités françaises étaient en cours pour plus d'une trentaine de professions et de métiers, dont les architectes, les médecins, les avocats et les carreleurs.	Coordination des négociations avec les autorités compétentes françaises. Appui aux différents partenaires québécois pour intégrer les principes de l'Entente à leur réglementation. Partenaires : Ordres professionnels, Office des professions du Québec, CCQ, CPMT, ministère du Travail, MESS.

INDICATEUR 2 > Nature et portée des interventions

Outre la rencontre alternée des premiers ministres qui constitue l'un des piliers de la coopération franco-qubécoise et la rencontre à mi-parcours de la Commission permanente de coopération franco-qubécoise (CPCFQ), des interventions ont été menées dans les secteurs ciblés. Certaines interventions ont déjà porté fruit tandis que d'autres s'annoncent prometteuses.

Principaux résultats

Nature de l'intervention du MRI

Reconnaissance des qualifications professionnelles

Quatre rencontres politiques de niveau ministériel entre des politiciens de la France et du Québec et plusieurs dizaines de rencontres de haut niveau entre les chefs négociateurs et leurs équipes ont été l'occasion de faire progresser le dossier d'une meilleure reconnaissance des qualifications professionnelles pour les travailleurs qualifiés.

Mise en place d'une structure de concertation avec la partie française, ce qui a permis la progression des négociations relatives à plus de 50 métiers et professions au 31 mars 2009.

Organisation des rencontres politiques.

Lien continu avec les autorités françaises qui encadrent les professions et les métiers.

Analyse des besoins et de la réalité des professions et métiers.

Partenaires : Office des professions du Québec, CCQ, CPMT, ministère du Travail, MESS, MICC, MELS, MJQ.

Coopération entre et avec les régions

Participation des régions françaises au 400^e anniversaire de la ville de Québec :

- l'Alsace a offert le spectacle « La symphonie de l'eau »;
- l'Aquitaine a offert le spectacle des Ballets de Biarritz;
- forte participation des régions françaises au Mondial des PME Futurallia en mai 2008 à Québec et au Symposium sur les créneaux d'excellence québécois et les pôles de compétitivité français portant sur cinq principaux domaines de coopération : aéronautique, santé et biotechnologies, environnement et développement durable, transport terrestre avancé, sciences et technologies de la mer;
- édition spéciale d'une partie des Entretiens Jacques-Cartier à Québec, organisé en collaboration avec la région Rhône-Alpes.

Le 4 juillet 2008, lors de leur rencontre alternée, les premiers ministres français et québécois ont décidé de doubler le budget affecté au Fonds franco-québécois de coopération décentralisée d'ici 2010.

Les 3^{es} Ateliers franco-québécois de la coopération décentralisée ont eu lieu à Québec du 8 au 10 octobre, organisés sous la responsabilité du MAMR. Ils ont réuni 160 élus des collectivités territoriales de la France (60) et du Québec (100) ainsi que plusieurs acteurs socioéconomiques, soit environ 250 personnes.

En 2008-2009, signature du 4^e plan d'action avec l'Alsace et du 6^e avec Rhône-Alpes pour la période 2008-2010. Poursuite de la réalisation des plans d'action avec quatre autres régions françaises : Aquitaine, Île-de-France, Midi-Pyrénées et Poitou-Charentes.

Collaboration avec les collectivités territoriales françaises et les ministères sectoriels pour la réalisation des activités.

Accueil de présidents et de vice-présidents de conseils régionaux et appui aux entretiens politiques avec les ministres sectoriels.

Contribution financière de 30 047 \$ pour la réalisation des 3^{es} Ateliers.

Partenaires : MAMR, MAPAQ, MDEIE, Consulat général de France à Québec (CGF).

Environnement

Lors de la 62^e session de la Commission permanente de coopération franco-québécoise (3 et 4 mars 2009), neuf projets de coopération institutionnelle et quatre projets de coopération scientifique ont été inscrits à la programmation.

Mise en place d'un groupe de travail franco-québécois : la réunion de fondation du Groupe s'est tenue à Paris le 3 mars 2009 lors d'un atelier de travail consacré au développement durable et à l'environnement à l'occasion de la 62^e session de la CPCFQ.

Évaluation et sélection des projets et négociation des projets retenus avec le gouvernement français.

Élaboration et négociation du mandat, de la composition et des thèmes prioritaires du Groupe de travail et organisation de la première réunion.

Partenaires : Délégation générale du Québec à Paris (DGQP), MDDEP, MDEIE, CGF.

Principaux résultats

Modernisation de l'État

Les travaux du Comité franco-québécois de modernisation de l'État ont permis des rencontres axées sur les changements structurels propres aux deux parties, sur la gouvernance et la coordination gouvernementale des ressources humaines et informationnelles, et ce, grâce à cinq sous-comités, dont :

- Gouvernance : La participation à la Conférence internationale de l'Union francophone de l'audit interne a été l'occasion de prendre connaissance des tendances en matière d'audit interne, de gestion des risques ainsi que des considérations en matière de gouvernance de nos organisations.
- Qualité du français dans l'administration : Le Québec et la France ont poursuivi leur collaboration pour la promotion de la langue française et partagé leur expertise relative au suivi de l'évolution des pratiques linguistiques dans les entreprises.
- Renouvellement de la main-d'œuvre : Une révision du Programme franco-québécois d'échanges de fonctionnaires a été effectuée.

Nature de l'intervention du MRI

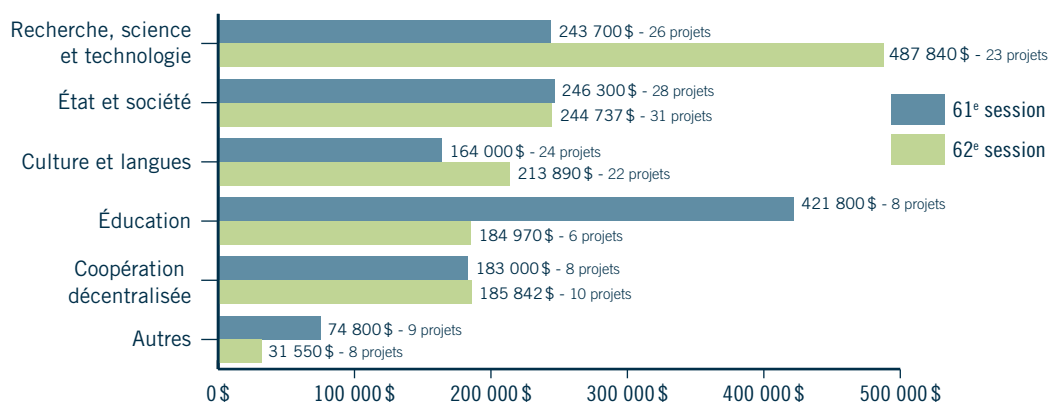
Collaboration avec le Secrétariat du Conseil du trésor pour l'organisation de différentes missions en France.

Contribution financière pour permettre la réalisation d'activités et de missions des cinq sous-comités du Comité franco-québécois de modernisation de l'État.

COOPÉRATION AVEC LA FRANCE

Le MRI a assuré le suivi des projets de la 61^e session de la CPCFQ en même temps qu'il a préparé la programmation et la tenue de la 62^e session de la CPCFQ à Paris les 3 et 4 mars 2009. Les projets présentés ici sont ceux de la 61^e session de la CPCFQ. En 2008-2009, une somme de près de 1,35 million de dollars a été allouée pour soutenir les 100 projets de coopération sélectionnés entre les partenaires français et québécois, comparativement à 1,33 million de dollars pour soutenir les 103 projets de la session précédente.

FINANCEMENT ACCORDÉ AUX PROJETS DE COOPÉRATION AVEC LA FRANCE



OBJECTIF 11.

En Europe, faire la promotion du projet de partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne auprès des interlocuteurs politiques et des décideurs économiques

Constatant que la relation avec l'Union européenne (UE) n'a pas atteint son plein potentiel, le gouvernement du Québec souhaite l'établissement d'un partenariat économique plus étroit entre le Canada et l'Union européenne. Les retombées anticipées pour le Québec sont importantes puisque cet accord facilitera l'accès aux marchés européens, lesquels représentent près de 500 millions de personnes. Il vise l'allègement de certaines charges administratives et juridiques des entreprises et des consommateurs québécois et l'augmentation de l'investissement direct étranger, ce qui encouragera la création d'emplois et l'introduction de nouvelles technologies. Le Québec tirera profit d'une coopération scientifique et technologique plus étroite de même que d'une plus grande mobilité de spécialistes et de travailleurs.

INDICATEUR 1 > Nature des initiatives prises

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Poursuite de la sensibilisation de plus d'une centaine de représentants européens. Issus des milieux politiques et économiques, des représentants européens ont été sensibilisés aux avantages d'un accord de partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne afin d'obtenir leur soutien. Les personnes avec qui ce dossier a été abordé représentaient notamment : • les gouvernements nationaux; • les gouvernements régionaux; • les institutions européennes : le Parlement et la Commission européenne et les comités consultatifs; • les représentants des régions d'Europe à Bruxelles; • le milieu des affaires. Ces actions de promotion ont permis de recevoir l'appui d'une quinzaine de pays européens dont la France, l'Allemagne, l'Italie et la Pologne, ainsi que de plusieurs régions, notamment la Lombardie, la Bavière et la Flandre, et celui de plus de 100 entreprises canadiennes et européennes. Par ces actions, le Québec a contribué à démontrer l'intérêt réciproque à conclure un tel accord et à poursuivre les travaux sur la définition du périmètre de l'accord. Pleine participation du Québec et des autres provinces et territoires aux négociations sur les sujets touchant leur compétence exclusive ou partagée. Sur la base des résultats positifs de l'étude conjointe Canada-UE, les deux parties ont convenu, lors du Sommet Canada-UE tenu à Québec en octobre 2008, de procéder à la définition du périmètre de l'accord et de lancer les démarches pour obtenir les mandats nécessaires au démarrage des négociations dès que possible en 2009.	Appui aux entretiens politiques menés par le premier ministre ou des ministres québécois, notamment le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Contribution à l'élaboration de la position québécoise sur le périmètre de l'accord de partenariat. Participation active des représentants du Québec en Europe. Partenaires : MDEIE, mission du Canada auprès de l'Union européenne, Forum sur le commerce Canada-Europe.

OBJECTIF 12.

Consolider et développer les relations avec les régions d'Europe

Le développement des relations politiques avec certains pays européens d'intérêt prioritaire pour le Québec favorise la coopération dans différents domaines. Cette coopération concerne notamment des entrepreneurs, des universitaires, des chercheurs et des artistes, qui ont l'occasion de faire connaître leur expertise à l'étranger et de s'enrichir de celle de leurs partenaires. Sur le plan gouvernemental, il est dans l'intérêt du Québec de créer des alliances et des collaborations avec d'autres entités fédérées ou des regroupements de régions d'Europe. Cette action commune aide à promouvoir des enjeux stratégiques pour l'avenir du Québec.

INDICATEUR 1 > Réseau de contacts établis

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
États et gouvernements participant au Forum économique mondial 2009, Davos Promotion du nouvel espace économique du Québec, notamment lors d'entretiens bilatéraux et de la participation du premier ministre à des ateliers ainsi que des rencontres informelles avec des dirigeants étrangers pendant ce forum. (janvier 2009)	Coordination de la mission et du programme du premier ministre. Identification des rencontres et contacts stratégiques. Partenaire : MDEIE.
États et gouvernements européens Favoriser la participation des dignitaires étrangers aux célébrations du 400 ^e anniversaire de la ville de Québec afin de faire connaître la société et la culture du Québec à l'étranger.	Assurer la liaison entre les personnalités étrangères et la Société du 400 ^e . Organisation de rencontres avec les autorités politiques québécoises. Partenaires : Ville de Québec, Société du 400 ^e .
Réseaux européens de régions Consolidation des relations du Québec avec les régions européennes représentées à Bruxelles.	Participation active aux rencontres de l'Assemblée des régions d'Europe et du Réseau des régions européennes à pouvoir législatif (REGLEG), qui sont d'intérêt pour le Québec. Interventions de spécialistes québécois sur l'intégration des immigrants, la pratique des relations internationales des États fédérés et la diplomatie publique.
ROYAUME-UNI Tenue, en Écosse, d'une vitrine sur la musique traditionnelle québécoise « Spotlight Québec », permettant aux artistes québécois de ce secteur de se faire connaître et d'élargir leur marché.	Appui à la mission de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine. Partenaires : MCCCCF, Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ).
ALLEMAGNE Échanges sur le fédéralisme lors de rencontres politiques bilatérales.	Appui aux entretiens du premier ministre et des ministres au Québec et en Allemagne. Partenaires : SAIC.
BAVIÈRE (Allemagne) Signature d'une déclaration commune entre les deux chefs de gouvernement. Celle-ci a permis de confirmer les grandes orientations de la relation bilatérale ainsi que les priorités de la coopération. Renforcer les liens politiques avec la Bavière, notamment par l'accueil d'importantes délégations bavaroises, dont le ministre-président, et par la mission en Bavière d'un ministre québécois.	Élaboration de la Déclaration commune et discussions avec les autorités bavaroises. Coordination de la tournée européenne de l'Orchestre symphonique de Montréal. Organisation des rencontres politiques et coordination des programmes d'activités. Préparation de la mission du ministre. Partenaires : MDEIE, MELS, MCCCCF, MSSS, MSP, MICC, Ville de Québec, Assemblée nationale.
BELGIQUE Entretien du premier ministre et du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie avec le premier ministre belge. Échanges sur l'évolution du fédéralisme au Canada et en Belgique lors de la rencontre entre le premier ministre du Québec et son homologue belge à l'occasion du Sommet de la Francophonie.	Appui à l'organisation de la mission du premier ministre et du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie en Belgique. Organisation de l'entretien du premier ministre.

Principaux résultats

Nature de l'intervention du MRI

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE DE BELGIQUE (CFB) ET RÉGION WALLONNE (Belgique)

Consolidation des liens politiques entre la Belgique francophone et le Québec lors d'entretiens entre le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et deux ministres belges.

Mise en valeur de l'expertise québécoise dans divers domaines tels que le développement durable, le droit en matière d'immigration, le fédéralisme ou encore la bonne gouvernance, grâce à des échanges entre experts. Raffermissement des liens bilatéraux francophones.

Appui à l'organisation de la mission du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie en Belgique.

Organisation de colloques, séminaires et tables rondes au Québec et en Belgique.

Partenaires : MICC, MELS, MSSS, MRNF.

FLANDRE (Belgique)

Consolidation des liens politiques entre le Québec et la Flandre par la rencontre du premier ministre québécois, du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie avec le ministre-président flamand.

Organisation de l'entretien des trois ministres, en février 2009.

ESPAGNE

Renforcement des liens politiques entre le Québec et les communautés autonomes espagnoles par la visite au Québec du ministre du Gouvernement et de l'Administration publique de la Catalogne (septembre 2008) et de la visite du ministre de la Justice, de l'Emploi et de la Sécurité sociale du gouvernement basque (novembre 2008).

Coordination, organisation, accueil et accompagnement des ministres du territoire espagnol en visite au Québec.

Partenaires : Directeur général des élections du Québec (DGEQ), MSP, Secrétariat du Conseil du trésor (SCT), SAIC, MAMR.

CATALOGNE (Espagne)

Réalisation d'activités, échanges d'information et de savoir-faire, missions sur le territoire relatives aux projets de coopération Québec-Catalogne.

Coordination, financement et suivi des projets.

Partenaires : MCCCCF, MDEIE, MICC, MELS, DGEQ.

ITALIE

Présentation à Milan de l'action internationale du gouvernement du Québec à la Conférence sur les meilleures pratiques régionales dans les relations internationales.

Réalisation d'activités, échanges d'information et de savoir-faire, missions sur le territoire relatives aux projets de coopération Québec-Italie.

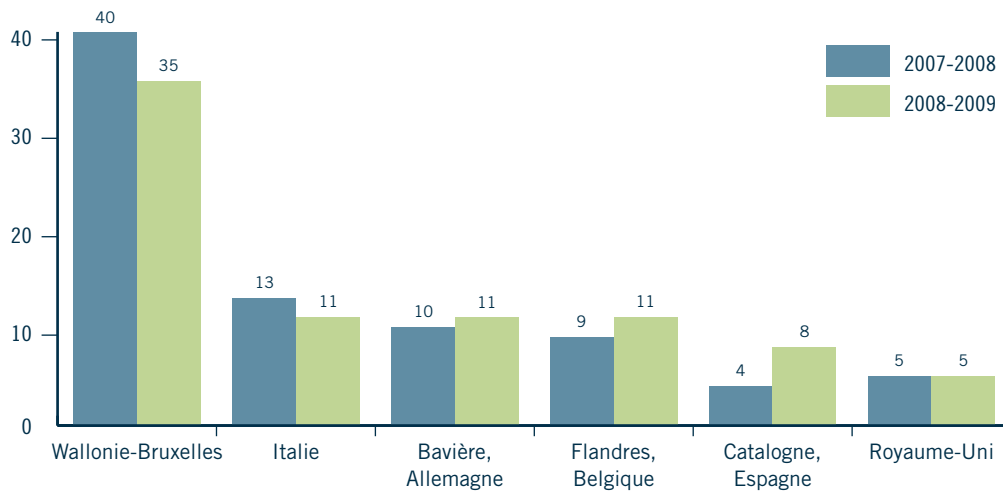
Coordination de la présence du directeur général des politiques et des affaires multilatérales du MRI.

Coordination, financement et suivi des projets.

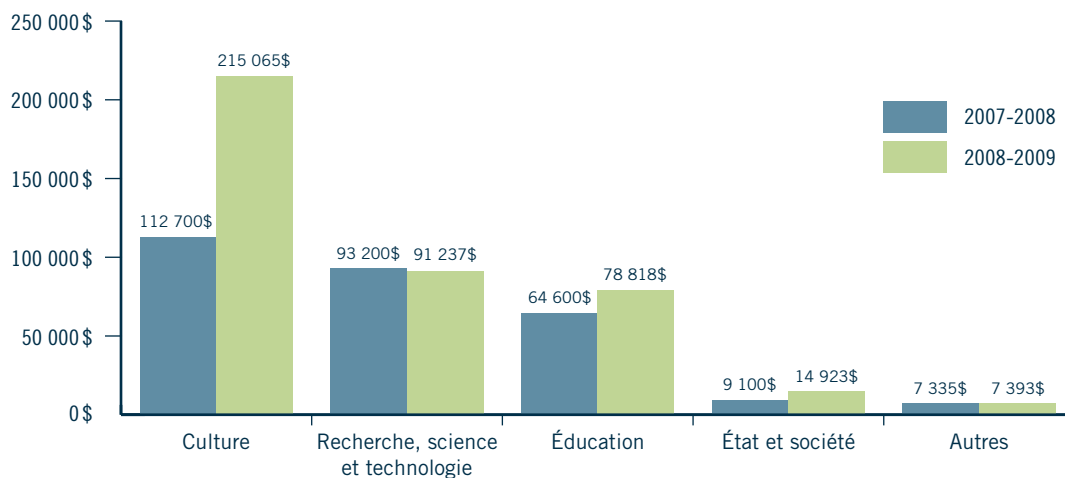
INDICATEUR 2 > Projets de coopération réalisés

Un total de 81 projets de coopération intéressant des partenaires québécois et des partenaires de pays ou de régions d'Europe autres que la France ont été soutenus en 2008-2009. La contribution du MRI s'élève à 407 436 \$ comparativement à 286 987 \$ l'année précédente. La répartition de la contribution financière du MRI par pays ou région, ainsi que par secteur, est la suivante :

PROJETS DE COOPÉRATION AVEC DES PAYS ET DES RÉGIONS D'EUROPE



FINANCEMENT ACCORDÉ AUX PROJETS DE COOPÉRATION PAR SECTEUR



Note : Le montant afférent aux autres projets de 2007-2008 a été ajusté et n'est pas le même que celui présenté dans le dernier rapport annuel de gestion. Ce changement a été nécessaire pour adopter une base comparative uniforme d'une année à l'autre.

Exemples de projets de coopération

- Présentation du concert de l'Orchestre Bavière-Québec regroupant 30 jeunes musiciens québécois et bavaois.
- Recherche conjointe sur les ataxies de l'Hôpital pédiatrique Gesù de Rome et de l'Hôpital Sainte-Justine de Montréal.
- Activité de promotion « Voilà Québec en recherche » dans les sciences de la vie et les biotechnologies à Londres.
- Projet ayant pour but de favoriser l'accueil en services de garde éducatifs de jeunes enfants présentant des besoins particuliers, en améliorant l'information et la formation des éducatrices au Québec et en Wallonie-Bruxelles.
- Échanges Québec-Catalogne sur les bonnes pratiques en matière d'accueil, d'intégration et de relations interculturelles.

OBJECTIF 13.

Développer des relations avec des pays de l'Europe de l'Est, en particulier avec la Russie et la Pologne

Malgré la situation économique, la Russie reste, à long terme, un marché potentiel important pour nos entreprises. Ses besoins en infrastructure et en équipement sont élevés. Par ailleurs, le pays est un grand consommateur de produits culturels et il est très ouvert aux productions étrangères. La francophilie y est une tradition et le succès d'entreprises culturelles québécoises en Russie témoigne du potentiel de ce marché pour nos industries de ce secteur.

INDICATEUR 1 > Analyse d'opportunité réalisée

Principal résultat	Nature de l'intervention du MRI
Une analyse d'opportunité sur les relations entre le Québec et la Russie et entre le Québec et la Pologne a été réalisée.	Étude effectuée par le MRI.

INDICATEUR 2 > Nature des activités menées

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
RUSSIE Le ministère des Relations internationales s'est concentré sur le développement des relations entre le Québec et la Russie, notamment par les moyens suivants : • Mission du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation en septembre 2008. • Rencontre entre le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et le nouveau consul général de Russie. Soutien au Centre interuniversitaire Moscou-Québec.	Collaboration aux notes politiques et au contenu des communiqués de presse. Rencontres de travail avec les partenaires potentiels. Subvention de 12 000 \$.

2.5 MARCHÉS PORTEURS D'ASIE ET D'AMÉRIQUE DU SUD

OBJECTIF 14.

Accroître la capacité d'action du Québec sur les marchés porteurs, plus particulièrement par l'ouverture de bureaux au Brésil et en Inde et par l'expansion de ses bureaux en Chine

La Politique internationale du Québec désigne la Chine, le Japon, l'Inde et le Brésil comme des « marchés porteurs ». La crise économique mondiale a eu une incidence sur ces marchés à divers degrés lors de l'année financière 2008-2009. Tandis que le Japon est entré en récession, l'Inde, la Chine et le Brésil ont poursuivi leur croissance, et ce, malgré un ralentissement plus ou moins important selon le pays. Le dynamisme démontré par les pays émergents lors des années antérieures et leur présence accrue sur la scène internationale sont autant de facteurs incitant à poursuivre les efforts déployés à leur égard. Ce travail permettra au Québec de renforcer ses liens politiques, économiques et institutionnels en vue de profiter pleinement de la reprise économique.

INDICATEUR 1 > Effectif en place et bureaux fonctionnels

Pays	État d'avancement des projets d'ouverture ou d'expansion
Chine	Le projet d'expansion des bureaux en Chine est achevé. L'effectif du bureau de Beijing est passé de trois à huit, et celui du bureau de Shanghai de trois à six.
Inde	Un nouveau bureau du Québec a été ouvert à Mumbai. Le directeur a pris son poste en juillet 2008 et deux employés ont été recrutés. Le bureau est situé à l'intérieur du consulat général du Canada.
Brésil	Les dernières démarches administratives ont été effectuées afin de rendre le Bureau du Québec à São Paulo pleinement opérationnel. Un attaché commercial a été recruté, ce qui porte l'effectif à huit.

INDICATEUR 2 > Réseau de contacts politiques, d'affaires et institutionnels établis

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
CHINE Mission du Conseil de la fédération (novembre 2008) : - Promotion du Québec auprès du gouvernement central, des villes de Chongqing et de Shanghai et de quatre provinces chinoises. - Valorisation de l'expertise des entreprises québécoises auprès de décideurs publics et de partenaires d'affaires chinois afin d'accroître le commerce et l'investissement.	Coordination interprovinciale et suivi auprès du Conseil commercial Canada-Chine et du MAECI. Partenaires : MDEIE, MELS, Conseil de la fédération et Conseil commercial Canada-Chine.
Rencontre entre le représentant personnel du premier ministre, l'ex-premier ministre du Québec M. Pierre Marc Johnson, et le vice-ministre chinois de la Science et de la Technologie : favoriser la collaboration en recherche et innovation par un second financement partagé de 2,4 millions de dollars sur trois ans. (novembre 2008)	Coordination de la rencontre. Signature d'une déclaration commune permettant le lancement d'un appel à projets conjoint. Partenaire : MDEIE.
Relations avec la province du Shandong : Signature d'une entente de coopération par le premier ministre et le gouverneur du Shandong lors de la 4 ^e Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires à Jinan. (août 2008)	Coordination de la mission du premier ministre et négociation de l'entente.
Signature d'un protocole d'entente par la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et le Shandong visant l'échange d'employés de l'État. (juin 2008)	Organisation de la mission et des rencontres politiques et négociation du protocole d'entente.
Visite au Québec du vice-gouverneur du Shandong et entretiens relatifs à la science et technologie, à l'environnement, à l'efficacité énergétique et aux échanges commerciaux. (avril 2008)	Accueil, organisation des rencontres et suivi. Partenaires : MELS, MDEIE, MDDEP, Université Laval.
JAPON Signature d'une déclaration commune de coopération (lutte aux changements climatiques, gestion des forêts, culture et éducation) entre la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et le vice-gouverneur de Kyoto (avril 2008). Des contacts ont aussi été établis avec le gouverneur.	Organisation de la visite d'une délégation de la préfecture de Kyoto au Québec. Partenaires : MRNF, MDDEP, MCCC, MDEIE.
Promotion de la présence culturelle québécoise au Japon, lors de la première mission dans ce pays d'une ministre québécoise de la Culture. Liens établis auprès de décideurs politiques et d'institutions culturelles, économiques et universitaires. (octobre 2008)	Organisation de la mission. Partenaires : MCCC, Cirque du Soleil.
Relations avec des décideurs politiques et économiques de la région de Tokyo et de Nagoya en matière de gestion de matières résiduelles.	Soutien à l'organisation de la mission au Japon d'une délégation de la Communauté métropolitaine de Montréal.
Développement d'un créneau d'échange en matière de vieillissement. Liens établis par la ministre responsable des Aînés avec le gouverneur de la préfecture de Shizuoka et avec des parlementaires nationaux japonais.	Préparation de l'entretien avec le gouverneur et accueil de la délégation de parlementaires japonais. Partenaire : Secrétariat aux aînés.

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
INDE	
Développement de liens politiques avec le gouvernement du Maharashtra et la Ville de Mumbai afin de revitaliser l'Accord de coopération Québec-Maharashtra portant notamment sur l'éducation et le commerce.	Organisation et participation aux rencontres politiques.
Rencontres avec le Haut-Commissariat de l'Inde à Ottawa : consolidation des liens et échanges d'information.	Coordination des rencontres. Partenaires : MDEIE, IQ.
Accueil au Québec de la Commission des finances indienne : présentation du fonctionnement du mécanisme de péréquation et de la Politique de développement durable. (octobre 2008)	Accueil de la visite, organisation des rencontres et suivi. Partenaires : MFQ, MCE, MDDEP.
BRÉSIL	
Participation du Québec au 1 ^{er} Séminaire national de prévention de la violence organisé par le Conseil national des secrétaires d'État à la Santé du Brésil. (avril 2008)	Coordination de la mission et organisation des rencontres politiques. Partenaire : MSSS.
Des liens avec le gouvernement de l'État de Rio de Janeiro ont été tissés, notamment en matière de services publics offerts aux jeunes.	
Développement de liens avec les autorités des États de Minas Gerais et de São Paulo, des villes de Belo Horizonte et de São Paulo et le gouvernement fédéral brésilien afin de promouvoir les échanges commerciaux et l'établissement d'une coopération en éducation, en science et technologie, en ressources naturelles et en développement social.	Organisation et participation aux rencontres politiques. Échanges d'information et réseautage.
Rencontre avec le gouverneur de l'État du Paraná et discussions relatives à l'application de l'Accord de coopération Québec-Paraná. (mai 2008)	Négociation sur les mécanismes de coopération.
Participation du Québec au Séminaire de coopération Paraná-Rhône-Alpes-Québec dans le secteur agroalimentaire. (février 2009)	Coordination de la mission et participation à la programmation de l'activité. Appui à la participation d'un expert québécois en agroécologie (4 000 \$). Partenaires : MDEIE, MAPAQ, Équiterre.

OBJECTIF 15.

Contribuer au développement des échanges en éducation et des collaborations en science et technologie

Les efforts visant à augmenter les échanges économiques n'auront d'effets durables que si le Québec dispose d'une relève d'entrepreneurs, de chercheurs et d'une main-d'œuvre apte à travailler dans un environnement de plus en plus internationalisé. Ces dernières années, les marchés porteurs d'Asie et d'Amérique latine ont témoigné d'un vif dynamisme en matière d'éducation, de science et de technologie. Cette conjoncture constitue pour le Québec une occasion de diversifier ses partenariats scientifiques, de promouvoir ses produits technologiques, d'augmenter la mobilité de ses étudiants et d'accroître la portée de son offre éducative.

INDICATEUR 1 > Actions menées en éducation et projets réalisés, dont ententes de bourses et d'exemptions de droits de scolarité conclues

INDICATEUR 2 > Actions menées en science et technologie et projets réalisés

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
CHINE	
Éducation	
Pour l'année scolaire 2008-2009, 15 étudiants québécois ont bénéficié des bourses offertes par la République populaire de Chine pour des études en Chine, soit 6 bourses complètes et 9 bourses partielles.	Financement des frais de déplacement et d'installation des boursiers québécois détenteurs d'une bourse complète (15 000 \$). Partenaire : MELS.
Appui au Centre d'études québécoises (CEQ) de l'Université de Beijing.	Soutien financier (6 500 \$).
Appui financier et logistique à la Chaire UNESCO en paysage et environnement de l'Université de Montréal pour la réalisation d'un projet en aménagement urbain dans la région de Shanghai.	Soutien financier et logistique (8 000 \$).
Appui offert à Éducation internationale pour une mission en Chine en marge du 4 ^e Sommet des chefs de gouvernement des Régions partenaires.	Soutien financier (3 000 \$).
Science et technologie	
Lancement du deuxième appel à projets conjoint Québec-Chine avec un financement partagé de 2,4 millions de dollars.	Appui politique menant à la signature de l'entente permettant le 2 ^e appel à projets. Partenaire : MDEIE.
Mission de partenariats de recherche orientée en microélectronique, photonique et télécommunication (Prompt Québec) et mission du Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies (FQRNT) pour 12 représentants du secteur de la recherche et de l'innovation (chercheurs, entreprises et regroupements de recherche) afin de mener à bien des projets de collaboration avec leur partenaire chinois.	Subvention de 7 000 \$ à la mission Prompt Québec. Subvention de 7 500 \$ au FQRNT. Partenaire : MDEIE.
JAPON	
Éducation	
Rencontre de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine avec le président de l'Université Meiji. Cet établissement offre un cours sur le Québec et abrite un centre de documentation sur le même sujet.	Organisation de la visite de la ministre.
Tenue au Japon d'un séminaire intensif en technologies du bâtiment, associant l'Université de Montréal à l'Université de Tokyo.	Soutien financier de 5 000 \$ et appui à l'organisation.
Établissement d'un cadre de coopération en foresterie entre l'Université Laval et l'Université de la préfecture de Kyoto.	Soutien financier de 2 500 \$ et accompagnement.
Tournée de deux conférenciers québécois dans des universités japonaises. Les thèmes des conférences étaient : « L'évolution et la place du français dans le monde » et « Les défis du Québec, nation francophone en Amérique ».	Appui à l'organisation et à la réalisation des tournées.
Science et technologie	
Signature d'une entente en nanotechnologie entre Nano Québec et Nagano Techno Fondation.	Appui à la mise en contact des deux organisations.
Tenue au Japon du 2 ^e Séminaire Québec-Japon sur les enjeux du vieillissement de la population en matière de santé.	Soutien à l'organisation du séminaire et à la visite des participants québécois.
Contact établi avec le directeur général de l'Agence japonaise pour la science et la technologie, en vue de l'établissement d'une coopération Québec-Japon.	Partenaire : MDEIE.

INDE	
Éducation	
Contacts établis avec des universités indiennes et le gouvernement du Maharashtra en vue de la mise en place de projets conjoints dans les secteurs de la gestion et de l'ingénierie.	Étude de faisabilité concernant le consortium et organisation des rencontres.
Promotion des études au Québec lors du Sommet sur l'éducation supérieure (édition 2008), organisé par la Fédération des chambres de commerce indiennes et de l'industrie (FICCI) à New Delhi. (novembre 2008)	Partenaire : consulat général du Canada à Mumbai.
Appui au Projet d'études québécoises à l'Université Jawaharlal-Nehru (New Delhi).	Appui financier (10 000 \$).
Science et technologie	
Soutien à l'accueil d'une délégation indienne par Nano Québec lors d'une mission pancanadienne de réseautage et d'établissement de partenariats de recherche.	Appui à la visite d'interlocuteurs indiens (3 250 \$). Partenaires : MDEIE, Université de Montréal, International Science and Technology Partnerships Canada.
BRÉSIL	
Éducation	
Contacts établis avec l'Université pontificale catholique de São Paulo, la Fondation Getúlio Vargas, l'Université de São Paulo, l'Université fédérale du Minas Gerais, l'Institut de recherches technologiques (ITP) et le Système national d'apprentissage commercial de São Paulo (SENAC-SP). Ces démarches ont été entreprises afin de jeter les bases de projets futurs de coopération et de favoriser les échanges d'étudiants et de professeurs.	Échange d'information et maillage.
Appui à la préparation de la mission de recrutement étudiant au Brésil de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ).	Organisation de la mission et des rencontres.
Science et technologie	
Participation, à Québec, à un séminaire sur les énergies renouvelables (février 2009) auquel assistait une délégation de chercheurs brésiliens.	Allocution prononcée par le MRI.
Liens établis avec l'organisme fédéral de promotion et de financement de l'innovation et de la recherche, Financiadora de Estudos e Projetos (FINEP), avec la Fondation de recherche de l'État de São Paulo et la Banque nationale de développement économique et social.	Rencontres et maillage.

OBJECTIF 16.

Faire valoir l'action du Québec en matière de lutte et d'adaptation aux changements climatiques et promouvoir le rôle des gouvernements régionaux dans ce domaine

Les différents paliers de gouvernement sont appelés à jouer un rôle de plus en plus important dans la lutte aux changements climatiques. Les marchés porteurs d'Asie et d'Amérique latine sont directement interpellés par cette problématique et recherchent des solutions viables et efficaces. La promotion de la politique et des actions québécoises en la matière et la collaboration sur les meilleures pratiques environnementales constituent pour le Québec l'occasion de renforcer son positionnement parmi les chefs de file de la lutte aux changements climatiques. De plus, ces pays présenteront, au cours des prochaines années, d'intéressantes perspectives au titre des transferts de technologies vertes.

INDICATEUR 1 > Actions de sensibilisation menées auprès de gouvernements régionaux et de publics cibles

Principal résultat	Nature de l'intervention du MRI
Un projet pilote de diplomatie publique sur les changements climatiques, visant le Japon, a été amorcé. Promotion auprès de cinq préfectures japonaises du Sommet des leaders tenu à Poznań (Pologne). Quatre organisations non gouvernementales (ONG) japonaises œuvrant dans le domaine de la lutte aux changements climatiques ont été rencontrées.	Planification et organisation du projet.

2.6 AUTRES TERRITOIRES ET RÉGIONS

AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Accueil de plusieurs chefs d'État et de gouvernement des pays membres de la Francophonie lors du XII ^e Sommet de la Francophonie, à Québec, en octobre 2008.	Préparation de leur venue en collaboration avec les représentants diplomatiques en poste au Québec ou au Canada. Préparation et suivi des rencontres bilatérales avec les membres du gouvernement du Québec.
Consolidation des liens politiques entre le Québec et les pays africains, notamment par l'accueil de ministres du Mali et du Maroc et d'ambassadeurs du Burkina Faso, du Sénégal et de la Tunisie.	Organisation des rencontres politiques et coordination des programmes d'activités.
Appui au Programme pour le rétablissement de la paix au Moyen-Orient de l'Université McGill, ce qui a entraîné la création de centres communautaires basés sur le modèle québécois en Israël, en Palestine et en Jordanie, et la formation universitaire d'étudiants issus de ces trois régions.	Appui annuel de 50 000 \$ et préparation de la visite du député Lawrence Bergman auprès de ces centres en septembre 2008.

AMÉRIQUE LATINE ET ANTILLES

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
HAÏTI Signature de la Déclaration commune portant sur la coopération dans les domaines de la culture et des communications (DCCC) en marge du Sommet de la Francophonie.	Négociation de la DCCC. Organisation des missions en Haïti.
Tenue de la première édition du Festival du film québécois en Haïti (FFQH), en vertu de la DCCC.	Appui financier de 9 500 \$ et représentation du Québec lors du Festival.
Appui au Centre de la Francophonie des Amériques pour le développement de ses activités en Haïti.	Accueil des visites, organisation des rencontres et suivi.
Accueil des missions de la ministre à la Condition féminine d'Haïti et du représentant spécial et chef de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH).	Partenaires : MCCCCF, Fondation Fabienne-Colas, CVIEQ, École nationale d'administration publique (ENAP), Centre de la Francophonie des Amériques, MSP, Sûreté du Québec (SQ).
CHILI Visite officielle de la présidente de la République du Chili, M ^{me} Michelle Bachelet. (juin 2008)	Organisation de la visite présidentielle et suivi.
Établissement d'une coopération Québec-Chili en foresterie et en matière de services aux jeunes dans le domaine de l'emploi.	Accueil de missions et suivi. Partenaires : Assemblée nationale, MDEIE, SAJ, MESS, MRNF, Réseau des Carrefours jeunesse-emploi.

ASIE-PACIFIQUE

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
CORÉE DU SUD Organisation, par l'Antenne du Québec à Séoul, d'activités de réseautage avec ses partenaires politiques, économiques, culturels et universitaires lors des spectacles en Corée de Céline Dion, du Cirque du Soleil et du Cirque Éloize.	Organisation des activités et réseautage. Partenaires : MCCCCF, MDEIE.
AUSTRALIE Accueil du ministre en chef du Territoire de la capitale australienne à l'occasion du 400 ^e anniversaire de la ville de Québec (juin 2008) et accueil du ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Pêcheries de l'Australie méridionale. (octobre 2008)	Accueil de visites et suivi. Partenaires : MAPAQ, Alliance pour l'innovation en agroalimentaire (APIA), Société des alcools du Québec (SAQ), Association australienne du commerce.

➤ ORIENTATION STRATÉGIQUE 3

Orienter la contribution du Québec
en matière d'aide internationale
vers la formation des ressources humaines et
le développement des capacités de gouvernance

2.7 SOLIDARITÉ ET DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

OBJECTIF 17.

Appuyer l'intervention des organismes de coopération québécois dans les pays en développement, notamment en matière de formation des ressources humaines et de développement des capacités de gouvernance

Le Québec agit en matière de solidarité et de développement international pour répondre, dans la mesure de ses moyens, aux défis auxquels font face les populations moins favorisées de l'Afrique francophone, de l'Amérique latine et des Antilles. Principalement, il appuie les projets des organismes québécois de coopération internationale qui répondent aux besoins des pays partenaires et qui visent une prise en charge, par la population locale, de leur développement. Le Québec mise sur les secteurs où il a une expertise reconnue, notamment la formation des ressources humaines et l'amélioration des capacités de gouvernance.

INDICATEUR 1 > Nombre d'organismes et de projets soutenus

Trente-trois organismes de coopération internationale québécois ont été soutenus et 111 projets de solidarité ou de développement international ont été appuyés, pour une contribution totale du Ministère de 5,55 millions de dollars¹. Cette somme est répartie entre deux programmes, soit le Programme québécois de développement international (PQDI), avec 2,68 millions de dollars, lequel finance des projets de développement menés par des acteurs de la société civile, et le programme Québec sans frontières (QSF), avec 2,87 millions de dollars¹, qui offre à des jeunes Québécois et à des jeunes des pays en développement l'occasion de vivre une expérience de solidarité internationale. Le soutien financier du MRI à ces projets s'ajoute à d'autres sources de financement provenant des organismes mêmes ou d'autres bailleurs de fonds tels que l'Agence canadienne de développement international. La contribution du MRI peut atteindre jusqu'à 80 % du coût total des projets. L'annexe 4 présente de l'information concernant d'autres volets d'action en matière de solidarité et de développement international.

1. Ce montant inclut 21 stages effectués par des jeunes québécois dans les organismes québécois de coopération internationale en appui aux projets de solidarité QSF ou aux activités de sensibilisation du public, pour un total de 282 139\$.

PROJETS DE SOLIDARITÉ OU DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL APPUYÉS

Secteur	Nombre			Contribution du MRI ¹	Exemples (liste complète consultable à l'adresse : www.mri.gouv.qc.ca)
	PQDI	QSF	TOTAL		
Activités génératrices de revenus (AGR)	5	16	21	847 511 \$	200 familles paysannes haïtiennes bénéficient de formation sur des pratiques d'élevage modernes et la gestion d'unités productives d'élevage avec un accès à un système « capital rotatif animal » (PQDI). Au Mali, l'autonomie de groupements de femmes est renforcée par l'aménagement de parcelles maraîchères et l'amélioration des pratiques en gestion des microcrédits (QSF).
Aide d'urgence	7	-	7	200 000 \$	Les interventions, soutenues en partenariat avec d'autres bailleurs de fonds, visaient l'offre de services de base aux populations sinistrées après les tempêtes tropicales en Haïti et les conflits en Palestine et en République démocratique du Congo (PQDI).
Agriculture et foresterie	2	10	12	507 391 \$	Des paysans et paysannes de Jacmel, en Haïti, adoptent de nouvelles pratiques de production agricole qui prennent en compte la gestion intégrée de leur patrimoine agricole et forestier à la suite de la formation reçue et la mise à disposition d'intrants agricoles appropriés (PQDI). Des familles vivant d'agriculture dans le canton de Cebadas, en Équateur, sont appuyées pour l'implantation de mesures de protection des sols et la réalisation de foires d'économie solidaire. Elles sont aussi sensibilisées à l'importance de la reforestation (QSF).
Communications	-	5	5	239 695 \$	Des activités d'éducation et de sensibilisation populaire réalisées par des radios communautaires au Pérou sont appuyées (QSF).
Distribution d'eau et assainissement	2	-	2	93 140 \$	Deux communautés rwandaises, à l'ouest du pays, ont accès à l'eau potable et se dotent de comités de gestion des points d'eau mis en place (PQDI).
Éducation	10	9	19	1 108 734 \$	Un centre d'appui à l'entrepreneuriat pour les jeunes est créé dans le district de Bamako, au Mali, ce qui permet l'accès à un programme de formation en entrepreneuriat collectif et en coopération, l'accompagnement pour le montage et la mise en œuvre de projets d'entreprise collective, de même que l'accompagnement pour la recherche de financement des projets (PQDI). Des jeunes en difficultés de la ville de Saint-Louis, au Sénégal, sont soutenus en facilitant leur cheminement scolaire et en leur offrant des activités éducatives (QSF).
Environnement	2	10	12	546 875 \$	Des solutions de rechange énergétiques durables, à partir des ressources végétales locales, sont mises en place dans une communauté du Niger en vue de lutter contre la dégradation des écosystèmes créée par les besoins énergétiques et alimentaires et d'améliorer les conditions socioéconomiques des personnes visées (PQDI). Trois communautés de la préfecture de Kloto, au Togo, ont une meilleure compréhension des enjeux environnementaux grâce à la réalisation d'activités de sensibilisation et de travaux communautaires d'assainissement (QSF).

Secteur	Nombre			Contribution du MRI ¹	Exemples (liste complète consultable à l'adresse : www.mri.gouv.qc.ca)
	PQDI	QSF	TOTAL		
Gouvernance et société civile	4	10	14	640 434 \$	Un transfert de compétences est réalisé en vue de la mise en place de deux centres dans les villes de Lima et de Cusco, au Pérou, inspirés du modèle québécois des Carrefour jeunesse emploi (CJE) (PQDI). Un renforcement des capacités de développement local des organisations de base est réalisé dans le district de Comas, au Pérou, afin qu'elles puissent jouer un rôle actif, grâce aux mécanismes de participation citoyenne (QSF).
Santé	5	6	11	730 060 \$	La population de San Luis et des Bateys environnants, en République dominicaine, a accès à des soins de santé de base grâce à la mise en place de cliniques mobiles et à l'amélioration des conditions d'intervention en matière de soins materno-infantiles (PQDI). Des adolescents de Bamako sont informés et sensibilisés aux infections sexuellement transmissibles et au VIH-Sida. Les services offerts aux jeunes dans un centre d'éducation sur la sexualité sont améliorés (QSF).
Services sociaux	3	5	8	353 148 \$	144 personnes en situation de handicap du district de Bamako, au Mali, reçoivent un appui technique et financier en vue d'une insertion professionnelle (PQDI). Des partenaires burkinabés sont appuyés dans leurs actions auprès de jeunes en difficulté qui vivent une démarche de réinsertion sociale par l'intermédiaire des arts du cirque (QSF).
Total	40	71²	111	5 266 988 \$	

1. La contribution du MRI peut atteindre jusqu'à 80 % du coût total des projets.
2. Les 71 projets du programme QSF ont réclamé la participation de 360 stagiaires québécois et de 34 stagiaires étrangers. D'autres projets de ce programme, non compilés dans ce tableau, ont permis à 21 Québécois de faire un stage au Québec dans un organisme de coopération internationale pour des projets liés à la solidarité internationale.

INDICATEUR 2 > Pourcentage des projets visant la formation des ressources humaines ou le développement des capacités de gouvernance

104 projets sur les 111 appuyés, soit 94 % (comparativement à 95 % l'année précédente), visent la formation des ressources humaines ou le développement des capacités de gouvernance sur la base des éléments suivants :

- **Formation des ressources humaines** : Action de partager des pratiques, des expériences, des savoirs ou des expertises dans le but de valoriser les capacités des personnes, des organisations et des collectivités, de favoriser leur autonomie et d'accroître leur habileté à trouver des solutions durables aux besoins qu'elles ont décelés.
- **Développement des capacités de gouvernance** : Action visant à appuyer la mise en place d'institutions publiques efficaces et responsables ainsi que l'établissement de modalités de gouvernance qui tiennent compte des droits, des devoirs et des intérêts de tous les groupes de la société et qui favorisent leur participation aux initiatives de développement, notamment par l'appui aux instances locales, aux organismes de la société civile et aux mécanismes de démocratie participative.

OBJECTIF 18.

Développer des partenariats permettant de faciliter la mise à disposition de l'expertise publique québécoise

En mettant à disposition l'expertise publique québécoise aux gouvernements étrangers et aux bailleurs de fonds par l'intermédiaire des institutions multilatérales de financement, le Québec contribue à la solidarité et au développement international. Il fait aussi connaître la qualité de son expertise, ce qui peut entraîner des retombées positives pour les entreprises québécoises. La participation des experts publics québécois à des projets financés par les bailleurs de fonds internationaux enrichit les pratiques et le savoir-faire des ressources humaines et des institutions publiques pour améliorer l'offre de services à la population.

INDICATEUR 1 > Nature des partenariats développés et des projets réalisés

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Projet d'appui au renforcement de la gestion publique (PARGEP), qui vise à contribuer au renforcement de la gestion publique en Haïti en vue d'une amélioration des services publics à la population. Réalisation de 24 missions d'experts publics québécois en Haïti et accueil de 13 délégations de hauts fonctionnaires haïtiens. Lancement des principaux chantiers du projet : renforcement de la coordination gouvernementale, mise en place d'un nouveau système de planification, nouveaux systèmes de classification et rémunération de la fonction publique, mise sur pied de l'École nationale d'administration et de politiques publiques, réforme du budget-programme.	Contribution à l'élaboration du plan d'action de l'an un du projet, prenant fin le 31 mars 2009. Participation du MRI à la deuxième rencontre du comité conjoint du PARGEP (octobre 2008, Haïti). Coordination du comité consultatif regroupant les ministères et organismes québécois. Partenaires : ENAP, ACDI.
Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise (CVIEPQ) Réalisation de 10 projets, principalement en Haïti et en Afrique francophone. Les secteurs d'intervention ont touché aussi bien l'éducation et la formation de haut niveau que l'environnement, la réforme budgétaire, les régimes de pension et d'assurance, les marchés publics, les statistiques ou l'entrepreneuriat.	Subvention statutaire de 100 000 \$ accordée pour le fonctionnement du CVIEPQ. Subvention de 50 000 \$ attribuée pour la promotion et le développement des marchés du CVIEPQ. Partenaires : CVIEPQ, ACDI, gouvernements nationaux.

OBJECTIF 19.

Réviser les exemptions de droits de scolarité majorés accordées à des étudiants de pays en développement afin d'assurer un meilleur arrimage entre leur formation et les besoins de leur pays

Les ententes internationales par lesquelles le Québec octroie des exemptions de droits de scolarité supplémentaires à des étudiants étrangers constituent l'un des outils de consolidation des relations bilatérales du Québec. Avec les pays en développement, elles représentent également l'un des moyens de concrétiser la solidarité internationale, particulièrement lorsque les étudiants de ces pays s'inscrivent dans des programmes qui permettent d'apporter une expertise complémentaire à leur société. Enfin, la venue d'étudiants étrangers est une occasion d'ouverture sur le monde et d'enrichissement culturel pour les Québécois.

INDICATEUR 1 > Signature de nouvelles ententes en matière d'exemption de droits de scolarité majorés

Au 31 mars, la révision des ententes internationales par lesquelles le Québec octroie des exemptions de droits de scolarité supplémentaires à des étudiants étrangers était en voie d'achèvement. Le tableau suivant présente un aperçu des modifications envisagées.

Région ou pays concerné par l'entente	Ajustements proposés	Nature de l'intervention du MRI
Pays en développement	Accent mis sur les cycles supérieurs. Désignation de secteurs prioritaires.	Coordination des travaux de révision. Partenaire : MELS.
Pays développés avec lesquels le Québec a établi une instance permanente de coopération	Exemptions accordées en grande majorité aux cycles supérieurs. Utilisation des exemptions pour catalyser la coopération dans le domaine universitaire.	
Pays en émergence	Exemptions accordées aux cycles supérieurs uniquement. Désignation de secteurs prioritaires.	

> ORIENTATION STRATÉGIQUE 4

Mettre l'accent sur l'expertise, la relève,
l'utilisation optimale des technologies,
les partenariats et les clientèles

2.8 ORIENTATION ET COORDINATION

OBJECTIF 20.

S'assurer, en partenariat avec les ministères et organismes, de la mise en oeuvre de la Politique internationale du Québec et de son Plan d'action 2006-2009

Afin de répondre aux nouveaux défis que pose notamment la mondialisation, le Québec s'est doté en 2006 d'une politique internationale pour guider son action. Le MRI ainsi que des partenaires sont responsables de la mise en oeuvre de la Politique grâce au Plan d'action 2006-2009. Ainsi, plus d'une vingtaine de ministères et organismes gouvernementaux sont associés à la réalisation de ce plan. Le MRI est responsable de la coordination générale des travaux et des activités liés au Plan d'action.

INDICATEUR 1 > Pourcentage des mesures du Plan d'action 2006-2009 mises en oeuvre au 31 mars 2009

Au 31 mars 2009, toutes les mesures du Plan d'action étaient en cours de réalisation. Le rapport d'étape 2007-2008 du Plan d'action est disponible sur le site Web du Ministère. En 2008-2009, les ministères et organismes associés à la réalisation du Plan d'action ont dépensé près de 170 millions de dollars pour la mise en oeuvre des mesures dont ils sont responsables.

Plan d'action 2006-2009		Mesures en cours de réalisation
Objectif 1	Renforcer la capacité d'action et d'influence de l'État québécois	15
Objectif 2	Favoriser la croissance et la prospérité du Québec	21
Objectif 3	Contribuer à la sécurité du Québec et du continent nord-américain	14
Objectif 4	Promouvoir l'identité et la culture du Québec	11
Objectif 5	Contribuer à l'effort de solidarité internationale	8
Total		69/69

OBJECTIF 21.

Conseiller le gouvernement sur les enjeux internationaux qui interpellent le Québec et sur ses relations avec d'autres gouvernements

L'analyse des tendances économiques et politiques et des événements qui se produisent dans le monde est essentielle à une meilleure compréhension des enjeux internationaux et de leurs incidences sur le Québec. Le Ministère a le mandat d'apporter un éclairage stratégique aux décideurs gouvernementaux sur les questions internationales. Les analyses et les avis produits au Ministère représentent des sources de référence pour les autorités. Ils fournissent des indicateurs sur les principales tendances internationales et les enjeux internationaux ainsi que leurs conséquences pour le Québec et la société québécoise. Afin de compléter ses analyses internes, le Ministère mise également sur des partenariats avec des chaires ou centres d'études universitaires et sur la connaissance des initiatives mises de l'avant par d'autres pays.

INDICATEUR 1 > Nombre et nature des analyses et des avis produits au gouvernement

En 2008-2009, le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie a présenté au Conseil des ministres seul ou avec d'autres ministres, 36 mémoires, ou notes explicatives, et décrets sur des questions internationales variées. En outre, au cours de cette année, le MRI a produit, pour le compte des autorités ministérielles et gouvernementales, 748 avis assortis de recommandations sur diverses questions touchant l'action internationale du Québec.

INDICATEUR 2 > Nombre d'études et de recherches réalisées ou soutenues

Le soutien à la réalisation d'études et de recherches se concrétise notamment par des partenariats avec des chaires et des centres de recherche universitaires. En 2008-2009, le MRI a accordé près de 0,6 million de dollars – soit une somme équivalente à celle de l'année précédente – aux centres de recherche universitaires travaillant sur les questions internationales en vue de réaliser et de diffuser des études et des recherches. En outre, l'entente entre le Ministère et le Laboratoire d'études sur les politiques publiques et la mondialisation (LEPPM) de l'ENAP a été renouvelée en 2008-2009. Deux des contrats accordés l'an dernier pour des recherches particulières se sont poursuivis.

Principaux appuis financiers pour la réalisation d'études et de recherches

Laboratoire d'études sur les politiques publiques et la mondialisation (ENAP),
www.leppm.enap.ca

Chaire d'études politiques et économiques américaines et Chaire d'études du Mexique contemporain (Université de Montréal),
www.cerium.ca/cepea; www.cerium.ca/cemc

Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (UQAM),
www.dandurand.uqam.ca/fr/us/observatoire_us.htm

Centre d'études interaméricaines (Université Laval),
www.cei.ulaval.ca

Contrats de recherche accordés pour la réalisation d'études particulières :

- Perspectives de relations entre le Québec et le Brésil;
 - Perspectives de relations entre le Québec et l'Inde.
-

2.9 GESTION

OBJECTIF 22.

Intégrer la préoccupation du développement durable dans l'ensemble de la gestion de l'organisation

Les citoyens québécois ont exprimé au gouvernement des attentes claires en faveur du développement durable, ce qui a mené à l'adoption de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013. Le Ministère doit s'inscrire dans une telle démarche et s'assurer que l'action internationale du Québec en ce domaine met de l'avant les principes énoncés dans cette stratégie.

INDICATEUR 1 > Principales initiatives mises de l'avant

En 2008-2009, le développement durable a imprégné la vision exprimée dans le Plan stratégique 2008-2011 du ministère des Relations internationales. De plus, l'élaboration et la publication, le 31 mars 2009, du Plan d'action de développement durable 2009-2013 ont favorisé le lancement de diverses initiatives qui ont trait à la gestion quotidienne de l'organisation et à la réalisation du mandat de coordination de l'action internationale du Québec. Comme le stipule l'article 17 de la Loi sur le développement durable, le MRI fait notamment état des objectifs particuliers qu'il s'était fixés ainsi que des différentes activités ou interventions réalisées en matière de développement durable, sous une rubrique spéciale dans son rapport annuel de gestion. Le MRI présente donc, à la section 6.5 du présent rapport, ses principales démarches et activités en matière de développement durable pour l'exercice 2008-2009.

OBJECTIF 23.

Mettre en œuvre, d'ici à 2011, des mesures de développement des compétences adaptées aux nouveaux défis de l'action internationale

Pour appuyer efficacement les organismes, les entreprises ou les autres acteurs de la société civile dans leur démarche à l'étranger, les employés du MRI doivent savoir composer avec les multiples défis liés aux dossiers internationaux. Il leur faut parfois posséder une expertise très spécialisée, par exemple pour élaborer ou défendre la position du Québec, tandis qu'à d'autres moments, c'est la polyvalence de leurs compétences qui est sollicitée. La force organisationnelle du MRI et, dans une certaine mesure, la portée de la présence du gouvernement du Québec à l'étranger reposent sur la diversité et la qualité de l'expertise de tout le personnel. En conséquence, les mesures de gestion ou de développement du personnel revêtent une importance stratégique directement liée à la performance du Ministère, et ce, tout en maintenant un environnement favorisant la santé, la sécurité et la qualité de vie au travail.

INDICATEUR 1 > Nature des mesures mises en œuvre

Certains programmes de formation continue sont destinés aux cadres, aux professionnels et au personnel de soutien et des mesures de développement permettent aux conseillers en affaires internationales d'effectuer de courts stages au sein des représentations. En outre, des efforts ont été consacrés à la formation du personnel des représentations, notamment grâce à un programme structuré et destiné aux responsables administratifs du réseau.

Le Ministère a offert plusieurs formations ou mesures de développement du personnel en 2008-2009. Voici un aperçu des activités et résultats liés à la formation des employés :

- 3 professionnels ont été affectés à l'étranger en vertu du programme d'affectation de courte durée;
- 20 missions de familiarisation ont été effectuées par 10 professionnels du Québec et par 10 employés recrutés localement;
- 22 personnes ont effectué une mission préalable à leur entrée en fonction à l'étranger;

- près de 70 personnes ont bénéficié de cours de langue étrangère et 4 employés, d'un stage d'immersion de quatre semaines;
- des conférences midi – plus d'une dizaine – portant sur les relations internationales ont été présentées;
- près de 15 sessions de formation ont été offertes au personnel de Québec et de Montréal parmi les activités de développement des ressources humaines printemps-été et automne-hiver;
- un programme de formation destiné aux responsables administratifs du réseau a été mis sur pied. Près de 20 personnes y ont participé;
- les gestionnaires ont été invités à suivre la formation « Comment gérer tout en prévenant le harcèlement et en évitant les plaintes ».

La section 5.1 portant sur les ressources humaines du Ministère présente un complément d'information relatif au pourcentage de la masse salariale accordé aux dépenses liées à la formation des ressources humaines.

OBJECTIF 24.

Poursuivre, d'ici à 2011, le déploiement d'un environnement technologique intégré, notamment en développant le Portail international

L'utilisation accrue des nouvelles technologies favorise la transparence et l'accessibilité aux services et aux renseignements pour la population québécoise et la clientèle étrangère. Projet phare en matière d'amélioration de la prestation de services aux clientèles internationales, l'Espace international du Portail gouvernemental de services constitue l'un des guichets multiservices. En pilotant le développement de ce projet gouvernemental, le MRI contribue au développement du gouvernement en ligne et à la modernisation de l'État. Ce projet amène les différents ministères et organismes actifs sur la scène internationale à améliorer leur efficacité et à favoriser une action gouvernementale concertée et cohérente. Sur le plan technologique, le déploiement d'un réseau informatique mondial performant et sécuritaire contribue également à la réalisation de la mission du Ministère et de ses partenaires auprès de la clientèle québécoise et étrangère.

INDICATEUR 1 > Principales améliorations apportées

Principales améliorations ou modifications techniques	Effets sur la qualité et l'efficacité de la prestation de services
Espace international : Coordination des travaux de développement de l'Espace international du Portail gouvernemental de services, lequel vise le regroupement de l'offre gouvernementale de services aux clientèles étrangères. Partenaires : MCCCCF, MDEIE, MELS, MESS, MICC, IQ, Institut de la statistique du Québec (ISQ). Mise en ligne d'un nouvel espace pays dédié à l'Italie afin de présenter une offre de services adaptée aux clientèles du territoire.	Permet de déployer une offre de services complète et de simplifier les démarches de la clientèle étrangère. Favorise la cohérence de l'information, améliore et personnalise l'offre de services destinée à la clientèle de territoires ciblés dans la Politique internationale du Québec.
Collaboration, avec le MSG et le Secrétariat à la communication gouvernementale, à des travaux de réflexion pour favoriser le déploiement du gouvernement en ligne.	Création d'un comité formé des directeurs de communication pour permettre la réflexion sur leur contribution. Participation aux travaux de mise en place de l'Infothèque.
Site Web institutionnel : Déploiement d'une section portant sur l'Entente Québec-France sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles.	Met en lumière le caractère novateur de l'Entente tout en constituant une première entre l'Europe et l'Amérique. Accroît la compétitivité d'entreprises et vient en appui aux travaux visant la négociation d'un partenariat économique entre l'Union européenne et le Canada.
Enrichissement du contenu relatif à la liste des stages Québec sans frontières offerts aux jeunes, y compris des fonctions de recherche.	Facilite la consultation et la recherche par l'internaute.

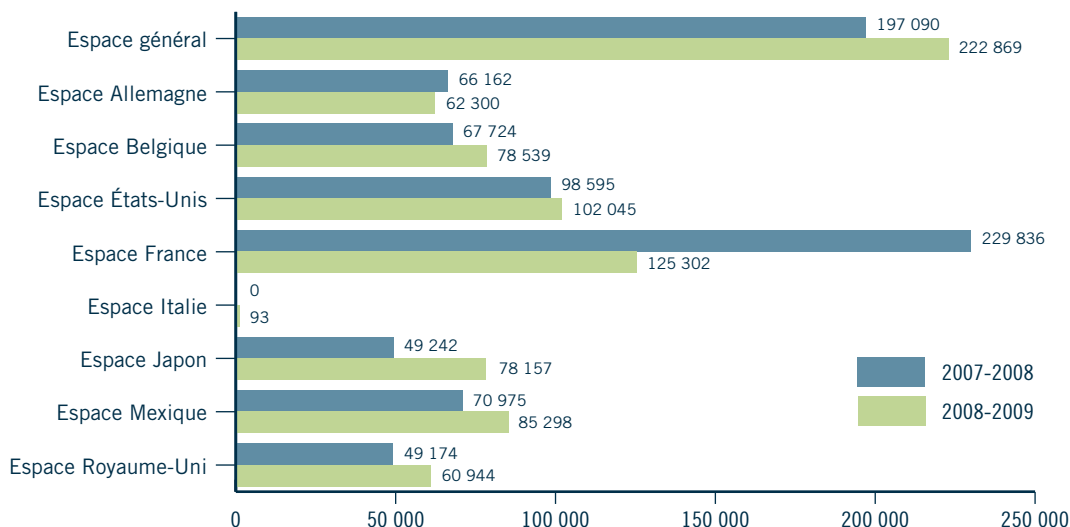
Principales améliorations ou modifications techniques	Effets sur la qualité et l'efficacité de la prestation de services
Gestion des privilèges et immunités : Informatisation de divers privilèges liés principalement à la sécurité des personnes : arrestations, décès, sécurité 911 et coordonnées des chefs des représentations diplomatiques et consulaires présentes ou ayant compétence au Québec.	Permet une réaction rapide en cas de situation problématique intervenant lors d'événements majeurs, comme le 400 ^e anniversaire de la ville de Québec et le Sommet de la Francophonie.
Gestion des projets de coopération : Bonification du système, sensibilisation et formation des utilisateurs. Signature d'une entente de service entre le Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies et le ministère des Relations internationales pour la gestion d'un projet particulier de la Commission permanente de coopération franco-québécoise, et développement d'une interface informatisée d'échange entre le FQRNT et le MRI.	Permet une meilleure intégration de la gestion des projets de coopération dans les responsabilités du personnel concerné tout en fournissant une vision globale de ce secteur au sein du Ministère. Dégage le MRI de la gestion quotidienne d'un projet de coopération tout en permettant au Ministère d'en faire le suivi sur les plans qualitatif et monétaire. Cette entente ouvre la voie à d'autres du même type.
Partage d'expertise : Mise en place de deux nouvelles communautés de pratique, l'une axée sur la diplomatie publique et l'autre, sur le développement de marchés en Inde.	Facilite la conduite et le développement de dossiers communs et appuie les besoins d'échange et de concertation entre les acteurs. En 2008-2009, 194 employés du Ministère au Québec et à l'étranger et 5 représentants d'autres ministères et organismes ont participé aux deux nouvelles communautés.
Formation en ligne : Développement d'une formation multimédia pour les utilisateurs de la communauté de pratique en diplomatie publique.	Facilite l'apprentissage au travail en mode collaboratif et aux enjeux de la communauté par l'ensemble des participants, qu'ils soient du Québec ou de l'étranger.

INDICATEUR 2 > Nombre de visites sur le Portail international

L'Espace international, qui comprend les huit espaces pays et l'espace général, a reçu 815 547 visites, comparativement à 828 800 visites l'année précédente, soit une moyenne mensuelle de 67 962 visites. La baisse du nombre total de visites ainsi que du nombre de visites sur l'Espace France s'explique par le transfert d'achalandage vers le site d'Immigration-Québec (www.immigration.quebec.fr), utilisé par le Bureau d'immigration du Québec à Paris.

Présentant des renseignements sur le Québec et les Québécois, les arts et la culture, le commerce et l'investissement, les études et la recherche ainsi que sur le travail et l'immigration, l'Espace international est offert en sept langues (français, anglais, espagnol, allemand, néerlandais, japonais et italien). En 2008-2009, les internautes ont pu consulter 1 432 articles et prendre connaissance de 1 123 activités sur le site de l'Espace international et des espaces pays.

NOMBRE DE VISITES SUR L'ESPACE GÉNÉRAL ET SUR LES ESPACES PAYS EN 2008-2009



OBJECTIF 25.

Renforcer la reddition de comptes du réseau des représentations à l'étranger

Le gouvernement du Québec peut compter sur un réseau de représentations à l'étranger qui se veut un atout indispensable pour atteindre ses objectifs sur le plan international, promouvoir ses intérêts à l'étranger et faire progresser plusieurs dossiers d'intérêt stratégique. Le MRI prend l'engagement de rendre disponibles, plus systématiquement, des renseignements sur les coûts, les résultats ainsi que sur d'autres aspects liés à la gestion des représentations à l'étranger.

INDICATEUR 1 > Résultats présentés sur la base des indicateurs retenus

- Publication d'information concernant les représentations du Québec à l'étranger dans le Rapport annuel de gestion 2008-2009 du MRI (voir annexe 1).
- Consultation menée auprès des chefs de poste des représentations à l'étranger et auprès de plusieurs autres acteurs du Ministère et d'autres ministères, en vue de cibler des résultats et des indicateurs significatifs pour le réseau des représentations du Québec à l'étranger.

2.10 SERVICES AUX CLIENTÈLES

OBJECTIF 26.

Mesurer, d'ici à 2011, la satisfaction des partenaires et des clientèles clés du Ministère

Par l'entremise de son Bureau des missions et des événements, le Ministère offre les services clés en main aux entreprises et aux institutions qui participent aux missions à l'étranger dirigées par le premier ministre et dans certains cas par un ministre. La mesure de la satisfaction de ces clientèles s'inscrit dans une perspective d'amélioration continue des services offerts par le Ministère.

INDICATEUR 1 > Taux de satisfaction

En 2008-2009, le Ministère a réalisé un sondage au retour de la mission des leaders canadiens en Chine. En effet, le Bureau des missions et des événements a sondé la clientèle ayant participé à cette mission organisée conjointement avec le Conseil de la fédération et quatre autres provinces canadiennes, en novembre 2008. Le questionnaire d'évaluation a été conçu en collaboration avec le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Des 60 participants à cette mission, 19 ont rempli le questionnaire, soit un taux de réponse de 31,6 %.

Les taux de satisfaction des participants sur l'appréciation globale de la mission et sur la prise en compte des besoins sont les suivants :

Mission	Pourcentage des répondants satisfaits ou très satisfaits quant à l'appréciation globale de la mission ¹			Pourcentage des répondants satisfaits ou très satisfaits quant à la prise en compte des besoins ¹		
	Note de 5 sur 7	Note de 6 sur 7	Note de 7 sur 7	Note de 5 sur 7	Note de 6 sur 7	Note de 7 sur 7
Mission des leaders canadiens en Chine	42,1 %	31,6 %	26,3 %	12,5 %	37,5 %	50,0 %
Total	100 %			100 %		

1. Les répondants devaient évaluer leur niveau de satisfaction par des valeurs numériques de 1 à 7 où 1 équivaut à « tout à fait en désaccord » et 7 à « tout à fait en accord ».

OBJECTIF 27.

Favoriser l'ouverture des jeunes Québécois sur le monde en leur offrant des possibilités d'expériences internationales diversifiées

Les expériences de formation et de travail dans d'autres pays offrent aux jeunes l'occasion de compléter ou de parfaire leurs connaissances et leurs aptitudes et de s'ouvrir à d'autres cultures. Ces expériences constituent un atout qui facilite leur intégration éventuelle au marché du travail. Les liens tissés avec l'étranger aident la société à être plus ouverte et à s'inspirer, dans l'expression de sa culture ou dans d'autres domaines, des façons de faire et des expériences d'autres pays.

INDICATEUR 1 > Nombre de jeunes Québécois participant à des expériences internationales, dans le cadre de programmes ou par l'entremise d'organismes appuyés par le Ministère.

En 2008-2009, 4 188 jeunes Québécois, par rapport à 3 859 l'année précédente, ont participé à des échanges internationaux en vertu des programmes appuyés par le MRI.

Jeunes Québécois	Type d'expérience	Contribution du MRI
1 804	Échanges, stages, missions ou tournées de spectacles offerts par l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ).	Contribution financière de 2,25 millions de dollars. Partenaires : OFQJ, Emploi Québec, MELS, SAJ, partenaires privés.
1 328	Séjours de formation dans une vingtaine de pays des Amériques, dont les États-Unis et le Mexique, offerts par l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse.	Contribution financière de 2,26 millions de dollars. Partenaires : OQAJ, Emploi-Québec, MELS, SAJ.
371	Stages de solidarité internationale dans 15 pays d'Afrique francophone, d'Amérique latine et des Antilles en vertu du programme Québec sans frontières (QSF).	Contribution financière de 2,87 ¹ millions de dollars. Coordination du Programme, de concert avec l'Association québécoise des organismes de coopération internationale.
335	Stages dans des domaines aussi variés que la culture, l'éducation et l'entrepreneuriat offerts par l'Office Québec-Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse (OQWBJ).	Contribution financière de 615 600 \$. Partenaires : OQWBJ, Emploi Québec, SAJ.
170	Projets de volontariat offerts par Chantiers jeunesse dans une trentaine de pays.	Contribution financière de 50 000 \$. Partenaires : Secrétariat à la jeunesse, Chantiers jeunesse.
112	Jumelages intermunicipalités et travail de courte durée par l'Association Québec-France (AQF) (2008).	Contribution financière de 77 000 \$ pour l'envoi de trois jeunes coordonnateurs québécois en charge des programmes jeunesse de l'Association France-Québec.
26	Programme de bourses de mobilité pour les doctorants inscrits en cotutelle de thèse franco-québécois.	Contribution financière de 106 270 \$.
24	Stages auprès des organisations internationales gouvernementales.	Contribution financière de 322 981 \$. Gestionnaire du programme et contribution des bureaux et délégations de Rome, de Washington, de Chicago, de Bruxelles et de Paris.
14	Séminaire intensif sur les technologies du bâtiment au Japon.	Contribution financière de 5 000 \$. Partenaire : Université de Montréal.

1. La contribution financière de 2,87 millions de dollars inclut un montant de 224 576 \$ qui a permis la venue de 34 stagiaires des organisations partenaires du Sud. Ces stagiaires s'ajoutent aux 371 jeunes Québécois. Le programme QSF a donc permis à 405 jeunes du Québec et de l'étranger de participer à une expérience de solidarité internationale.

9	Stages au Washington Center.	Contribution financière de 55 000 \$. Gestionnaire du programme, en collaboration avec le Washington Center (Washington, D.C.).
4	Stage de traducteurs québécois au Comité d'organisation des Jeux Olympiques de Beijing (COJOB).	Signature d'une entente MRI-COJOB. Soutien financier de 21 000 \$. Partenaire : OFQJ.
2	Participation d'étudiantes québécoises à la mission du Conseil de la fédération en Chine.	Coordination du dossier. Partenaires : MDEIE, Secrétariat à la jeunesse.

3. AUTRES RÉSULTATS DU MINISTÈRE EN 2008-2009

LE PROTOCOLE

Plusieurs normes et conventions encadrent
les relations entre les gouvernements

3.1 VISITES OFFICIELLES ET CÉRÉMONIAL D'ÉTAT

Le Protocole du Québec organise l'ensemble des visites officielles au Québec des membres des gouvernements étrangers et des membres du corps diplomatique. Le Protocole est également responsable de l'application du cérémonial d'État lors des activités officielles du gouvernement du Québec. En 2008-2009, le Protocole a accueilli 117 visites officielles au Québec. Les visites officielles au Québec sont énumérées à l'annexe 5.

Type d'activité ou de service	Nombre en 2007-2008	Nombre en 2008-2009
Visites officielles	69	117

3.2 CORRESPONDANCE OFFICIELLE, PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Le Protocole assure les communications officielles entre le gouvernement du Québec et les gouvernements étrangers, de même qu'avec les corps diplomatique et consulaire présents au Québec. En outre, il gère les demandes relatives aux immunités prévues par les conventions de Vienne ainsi qu'aux privilèges et prérogatives de courtoisie offerts par le Québec. En 2008-2009, les requêtes liées à cette clientèle ont été traitées par le service du Protocole dans un délai de deux jours ouvrables dans plus de 70 % des cas, comparativement à 90 % l'année dernière. Cette diminution du taux de réponse dans les deux jours est principalement due à l'augmentation substantielle de la charge de travail liée au traitement de la correspondance officielle concernant les différents événements de l'année 2008 à Québec et le Sommet de la Francophonie.

Type d'activité ou de service	Nombre en 2007-2008	Nombre en 2008-2009
Notes relatives à la correspondance officielle entre gouvernements	3 400	4 839
Notes officielles relatives aux immunités, privilèges et prérogatives de courtoisie	6 475	6 092
Notes relatives aux affectations et missions de représentants québécois à l'étranger	275	198
Total	10 150	11 129

3.3 MISSIONS ET ÉVÉNEMENTS

Le sous-ministériat Protocole, missions et événements regroupe également le Bureau des missions et des événements qui a planifié, organisé et réalisé six missions du premier ministre et de ministres à l'étranger. L'une des plus significatives a été la Mission des leaders canadiens en Chine, organisée conjointement avec le Conseil de la fédération et quatre autres provinces canadiennes, en novembre 2008. Celle-ci regroupait une clientèle externe d'une soixantaine de participants québécois du monde des affaires et du milieu institutionnel. Rappelons qu'en raison du déclenchement d'élections générales au Québec annoncées à quelques jours de la mission, le premier ministre, M. Jean Charest, a désigné M. Pierre Marc Johnson, ex-premier ministre du Québec, pour diriger la délégation québécoise. Les missions ministérielles sont présentées à l'annexe 6.

Type d'activité ou de service	Nombre en 2007-2008	Nombre en 2008-2009
Missions ministérielles québécoises à l'étranger	31	53

4.

RÉSULTATS LIÉS À LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS

Le Ministère s'engage à offrir des services de qualité aux citoyens québécois. Les normes de services sont disponibles sur le site Web : www.mri.gouv.qc.ca

Le ministère des Relations internationales a renforcé ses engagements en matière de qualité des services par l'adoption, en juin 2007, d'une nouvelle Déclaration de services aux citoyens. L'établissement de délais de traitement précis pour certains services, de principes clairs pour encadrer les processus de sélection ainsi qu'un engagement mieux défini concernant l'accessibilité de l'information sur les programmes et services font partie des lignes directrices du Ministère pour ses activités relatives aux clientèles québécoises autres que gouvernementales.

4.1 INFORMATION ET RENSEIGNEMENTS

Le Ministère travaille à rendre facilement accessible l'information susceptible d'intéresser les citoyens ou les partenaires québécois, notamment grâce à son site Web (www.mri.gouv.qc.ca). Dans la section « Ministère » de ce site, le visiteur trouve, entre autres, la Déclaration de services ainsi que les coordonnées postales, le numéro de télécopieur et un lien afin de déposer des commentaires ou plaintes par voie électronique. La Déclaration de services, quant à elle, indique les engagements du Ministère, notamment en termes de délais du traitement des demandes et plaintes, qui sont de deux jours ouvrables pour envoyer un accusé de réception et de dix jours ouvrables suivant la transmission de l'accusé de réception pour le traitement proprement dit. La clientèle étrangère désirant immigrer, étudier ou investir au Québec, le visiter ou y faire des affaires, est quant à elle invitée à consulter l'Espace international (www.quebecinternational.com), pour en savoir davantage sur les possibilités qu'offre le Québec en ces matières et pour trouver de l'information générale sur le Québec.

ENGAGEMENT

Assurer un accès facile aux services et aux renseignements sur ses programmes et ses activités

Aspect évalué	Principaux résultats
Information disponible	Principaux documents publiés en 2008-2009 : • Rapport d'étape 2007-2008 du Plan d'action 2006-2009 découlant de la Politique internationale du Québec; • Brochure <i>La Francophonie, j'en fais partie</i>; • Brochure <i>Portrait de la relation bilatérale Québec-France</i>; • Dépliant portant sur l'Entente Québec-France sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles; • Brochure <i>La solidarité internationale. Un engagement du gouvernement du Québec</i>; • Brochure <i>L'Action internationale n° 3</i> intitulée <i>Le Québec : un acteur important pour la sécurité du continent nord-américain</i>.

Aspect évalué	Principaux résultats	
Lectorat et disponibilité des publications mensuelles	Bulletins électroniques mensuels	
	Bulletins électroniques	Lectorat
	Québec@monde	
	10 bulletins en 2008-2009	2 305 abonnements, comparativement à 2 079 l'année précédente.
	Québec@Europe	
	10 bulletins en 2008-2009	1 368 abonnements.
	Québecactualités.com	
	21 bulletins mensuels généraux, culturels et économiques (160 numéros) ont été produits par le Ministère et ses bureaux de Paris, de New York, de Boston, de Chicago, de Los Angeles, de Bruxelles, de Londres, de Mexico, de Munich et de Tokyo.	Plus de 36 000 abonnements à travers le monde, comparativement à 27 000 l'année précédente.

MISE À JOUR DU SITE WEB WWW.MRI.GOUV.QC.CA

Ce site Web a pour principal objectif de faire connaître l'action du gouvernement du Québec sur la scène internationale. Dans le but de sensibiliser la population québécoise et d'informer les clientèles étrangères du dynamisme des relations internationales du gouvernement du Québec, des efforts importants sont déployés pour faire état de l'actualité internationale du Québec. À cette fin, le Ministère a publié sur son site 243 articles, rapportant de l'information et des activités importantes auxquelles le Québec est associé. Ces articles, produits à un rythme de trois ou quatre par semaine et offerts en sept langues (français, anglais, espagnol, allemand, néerlandais, italien et japonais), sont disponibles sur le site du Ministère et les sites des représentations à l'étranger. S'ajoutent aux articles 125 brèves, soit des résumés d'articles de la presse québécoise portant sur les « bons coups » du Québec, publiées sur les sites du réseau des représentations à l'étranger et sur celui du Ministère. Ces brèves sont disponibles en trois langues : français, anglais et espagnol (allemand, italien et néerlandais selon les sujets). Plus de 1 120 activités internationales, tenues au Québec ou à l'étranger et auxquelles le gouvernement du Québec est associé, ont été mises en valeur sur le site du Ministère et ceux des représentations à l'étranger. Ce sont là des occasions de rayonnement international pour le Québec sur les plans politique, historique, économique, social et culturel, sans oublier leurs retombées touristiques importantes.

ENGAGEMENT

Répondre dans le délai prévu aux demandes d'information transmises par courrier, courriel ou télécopieur et aux plaintes

De nouveaux engagements concernant les délais de traitement des demandes d'information acheminées par les clientèles québécoises ont pris effet en 2007-2008. Les personnes téléphonant au Ministère ou se présentant à l'un des comptoirs d'accueil peuvent s'attendre à une réponse dans les plus brefs délais. Cependant, la mesure précise de cet engagement n'est pas comptabilisée, étant donné la nature des mandats du Ministère et du coût associé à ce type d'engagement. Le respect de celui-ci, quant au délai de traitement des demandes acheminées par courrier, courriel ou télécopieur, a fait l'objet d'un suivi plus étroit.

Demande ou plainte	Engagement	Cible	Résultat
Demandes par courrier, courriel ou télécopieur (355 demandes traitées en 2008-2009) ¹	Envoi d'un accusé de réception	2 jours	91,3 % (88,7 % l'année précédente)
	Réponse à la demande	10 jours suivant l'envoi de l'accusé de réception	88,2 % (91,8 % l'année précédente ²)
Plaintes	Aucune plainte n'a été reçue en 2008-2009.		

1. Demandes transmises par courrier, télécopieur ou courriel aux adresses ou coordonnées apparaissant sur le site Web du Ministère. Les demandes traitées ne comptabilisent pas celles que formulent les clientèles (québécoises ou étrangères) directement auprès des représentations du Québec à l'étranger.
2. Le résultat de l'année précédente ne s'appliquait qu'au quatrième trimestre.

4.2 CONSULTATION DE LA CLIENTÈLE SUR LES SERVICES

ENGAGEMENTS

Mesurer la satisfaction des citoyens à l'égard des services rendus

Évaluer, au terme de chaque mission réalisée, la satisfaction des participants quant à la logistique et à l'encadrement et ajuster l'offre en fonction des conclusions tirées des évaluations

En 2008-2009, le Ministère a sondé sa clientèle en vue d'améliorer sa prestation de services. Les participants à une mission à l'étranger organisée par le Bureau des missions et des événements du Ministère ont ainsi été sondés. Les résultats de ce sondage sont présentés à l'objectif 26 du présent document, soit celui qui porte sur la mesure de la satisfaction des partenaires et des clientèles clés du Ministère.

4.3 SÉLECTION DES PROJETS ET DES CANDIDATURES

Les programmes et services du MRI destinés à une clientèle québécoise et qui nécessitent une présentation de projet ou le dépôt de candidature sont pourvus de mécanismes de sélection visant un traitement équitable. Trois types de programmes ou de services sont particulièrement visés :

- les projets de coopération réalisés en vertu d'ententes intergouvernementales;
- les programmes d'appui aux organismes de coopération internationale;
- le programme de stages au sein d'organisations internationales gouvernementales.

Dans le cas de l'appui aux projets de coopération avec des partenaires d'autres pays ou États, les commissions de coopération sont habituellement responsables de la sélection des projets. Ces commissions effectuent des sélections officielles tous les deux ans. L'appui aux projets de coopération peut également être circonstanciel, quand il n'existe pas de mécanisme formel de coopération avec le pays ou durant l'année non couverte par la sélection officielle, quand une commission de coopération est en place. L'évaluation du respect de l'engagement ne tient compte que des sélections officielles.

Des objectifs d'amélioration ont été établis pour chacun des programmes ou services et seront appliqués au cours des prochaines années. Un recours accru aux appels à projets en vertu d'ententes intergouvernementales et une meilleure diffusion des résultats à la suite d'un appel à projets figurent parmi les améliorations souhaitées.

ENGAGEMENT

Être équitable et transparent dans la sélection des candidatures ou des projets soumis

Aspect évalué	Résultat
Dépôt des projets ou des candidatures	La majorité ¹ des sélections d'organismes et de projets font l'objet d'un appel à projets.
Critères de sélection	Tous les mécanismes de sélection comportent des critères clairs et conformes aux objectifs du programme, diffusés et révisés périodiquement.
Évaluation des projets ou des candidatures	Tous les projets ou candidatures admissibles sont évalués sur la base des critères prédéfinis. La pondération des critères et la participation d'experts ou d'autres partenaires à l'évaluation du potentiel d'un projet sont parmi les moyens utilisés lorsque plusieurs candidatures respectent les critères.
Comité de sélection	Toutes les sélections officielles sont effectuées par un comité composé d'au moins trois personnes issues de différents milieux.
Diffusion des résultats des sélections	Tous les résultats des sélections officielles concernant des organismes ou des projets sont diffusés dans des documents publics (procès-verbaux des commissions de coopération permanentes, site Web, etc.). Les résultats des sélections concernant des candidatures sont transmis directement aux personnes concernées.

1. Certains projets sont déposés en cours d'exercice biennal et sont acceptés même s'ils sont déposés en dehors d'un appel à projets.

ENGAGEMENT

Traiter les dossiers et les candidatures dans les délais prévus

Programmes ou service	Engagement	Cible	Résultat %
Projets de coopération en vertu d'ententes intergouvernementales : • 230 projets reçus en vue d'une sélection officielle	Transmission de la décision	15 jours après la rencontre finale de sélection	30,0 ¹
Programmes d'appui aux organismes de coopération internationale QSF, PQDI et le programme d'appui à la mission d'éducation des organismes de coopération internationale (PAME-OCI) : • 99 projets reçus	Envoi de l'accusé de réception	10 jours après le dépôt de la proposition	52,5
	Transmission de la décision	15 jours après la séance du comité de sélection	84,8
Stages au sein d'organisations internationales gouvernementales : • 213 candidatures reçues	Envoi d'un avis relatif à la participation à une entrevue	5 jours après la fermeture de l'offre de stage	100,0
	Transmission de la décision	10 jours après l'entrevue de sélection	100,0

1. Treize demandes n'ont pas nécessité de réponse, car elles relevaient du secteur économique et ont reçu leur lettre d'annonce par le MDEIE, qui les finançait, ou elles faisaient l'objet d'une prolongation de financement.

Les citoyens ou les organismes sont informés des délais de traitement normalement applicables lorsqu'ils déposent un projet ou une candidature en vertu d'un programme du Ministère. Durant l'année 2008-2009, la transmission des réponses dépasse parfois les délais prévus, situation que le Ministère visera à corriger au cours des prochains exercices. Le respect de certains engagements généraux de la Déclaration de services aux citoyens (accueil, courtoisie et services de qualité) n'a pas comme tel été mesuré en 2008-2009.

5.

UTILISATION DES RESSOURCES

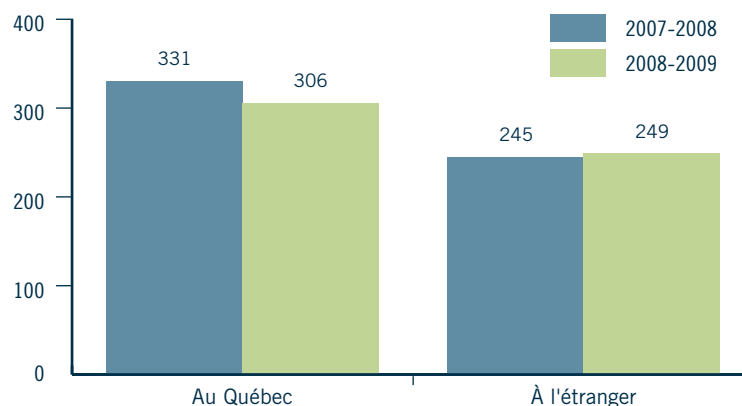
Près de 600 personnes travaillent au MRI à mettre de l'avant les objectifs internationaux du Québec et à appuyer efficacement les clientèles à l'étranger

5.1 RESSOURCES HUMAINES

L'EFFECTIF

Au 31 mars 2009, 599 personnes travaillaient au MRI, soit 555 employés réguliers et 44 employés occasionnels. À cette même date, l'effectif autorisé s'établissait à 582 équivalents temps complet (ETC). Un ETC équivaut à un employé qui aurait travaillé à temps complet pendant toute une année financière. Plus d'un employé peut être associé à un ETC.

RÉPARTITION DES EMPLOYÉS TRAVAILLANT AU MRI AU 31 MARS 2009



La majorité des employés travaillant à l'étranger (74 %) sont recrutés dans les pays où sont situées les représentations. Ces employés, au nombre de 184 au 31 mars 2009, ne sont pas soumis à la Loi sur la fonction publique, contrairement aux 65 employés affectés à l'étranger.

Les employés travaillant dans les représentations du Québec à l'étranger sont répartis ainsi :

RÉPARTITION DES EMPLOYÉS TRAVAILLANT À L'ÉTRANGER PAR SECTEUR GÉOGRAPHIQUE

Représentations du Québec à l'étranger	Employés au 31 mars 2008	Employés au 31 mars 2009
Europe	123	128
Amérique du Nord	84	84
Asie	24	25
Amérique du Sud	8	7
Afrique et Moyen-Orient	6	5
Total	245	249

RÉPARTITION DES EMPLOYÉS RÉGULIERS TRAVAILLANT À L'ÉTRANGER AU 31 MARS 2009

Secteur d'activité	Employés au 31 mars 2008	Employés au 31 mars 2009
Politique, institutionnel et gestion	122	135
Économique	59	54
Immigration	42	41
Culturel	22	19
Total	245	249

Les personnes affectées à l'étranger et couvrant principalement les secteurs économique, culturel et de l'immigration, sont des employés du MRI, pour la durée de leur affectation, mais sont principalement rattachées aux ministères partenaires concernés (MDEIE, MICC et MCCCCF). Les employés travaillant dans le réseau et issus d'Investissement Québec ne sont pas comptabilisés dans les données présentées. L'annexe 2 présente un tableau plus détaillé de la répartition du personnel travaillant à l'étranger selon les secteurs d'activité.

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF OCCUPANT DES POSTES RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

Catégorie d'emploi	Nombre de personnes occupant des postes réguliers au 1 ^{er} avril 2008	%	Nombre de personnes occupant des postes réguliers au 1 ^{er} avril 2009	%
Sous-ministres et cadres	62	11,0	64	11,5
Délégués généraux et délégués	13	2,3	14	2,5
Professionnels	254	45,2	248	44,7
Techniciens	105	18,7	110	19,8
Personnel de bureau et ouvriers	128	22,8	119	21,5
Total	562	100	555	100

FORMATION ET DÉVELOPPEMENT

Indicateur	Cible gouvernementale	Résultat 2007-2008	Résultat 2008-2009
Pourcentage de la masse salariale accordé aux dépenses liées à la formation des ressources humaines	1,0 %	1,89 %	1,6 % ¹
Nombre moyen de jours par personne consacrés à la formation des ressources humaines	Sans objet	2,9 jours	2,6 jours

1. Calcul basé sur l'année civile, conformément à la Loi 90 favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre.

RÉALISATIONS ET PROJETS STRUCTURANTS LIÉS AUX RESSOURCES HUMAINES

Parmi les principales réalisations ou projets structurants liés aux ressources humaines en 2008-2009, mentionnons :

- la révision, en cours, de la Directive concernant les indemnités et les allocations versées aux fonctionnaires affectés à l'extérieur du Québec;
- l'actualisation du processus de dotation des emplois au siège et à l'étranger et l'utilisation de nouveaux moyens d'évaluation;
- la mise en œuvre d'un programme de formation particulier pour les responsables administratifs du réseau des représentations du Québec à l'étranger.

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Le Ministère a mis de l'avant plusieurs initiatives en 2008-2009 pour favoriser la santé et la sécurité des employés. Parmi celles-ci :

- une vaccination antigrippale, une formation en secourisme et des interventions ergonomiques;
- un service d'infirmerie, la possibilité de tester sa capacité respiratoire (spirométrie) lors de la journée thématique sur les maladies respiratoires et une évaluation de la condition physique effectuée par un kinésologue;
- la mise sur pied d'une séance d'introduction à des activités physiques lors de la Journée nationale de l'activité physique;
- la reconduction des ententes avec certains centres de conditionnement physique;
- un programme d'aide aux employés offert à tout le personnel;
- des présentations sur la Politique ministérielle visant à prévenir et à contrer le harcèlement au travail sont offertes aux employés, en cas de besoin.

GESTION PRÉVISIONNELLE ET RÉDUCTION DE LA TAILLE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Un suivi de l'effectif est effectué régulièrement afin d'assurer le respect de la cible d'utilisation d'ETC autorisée par le Secrétariat du Conseil du trésor. Le remplacement des postes devenus vacants et l'embauche de personnel occasionnel font l'objet d'une analyse selon les besoins stratégiques du Ministère. Un exercice de planification de la main-d'œuvre a été amorcé en 2008-2009 pour s'assurer d'avoir les bonnes ressources, au bon endroit, en temps opportun, et de préserver les connaissances et l'expertise au Ministère.

5.2 RESSOURCES FINANCIÈRES

LES DÉPENSES

Le budget de dépenses 2008-2009 du MRI s'élevait à 125,3 M\$. La dépense réelle a atteint 128,4 M\$, soit une hausse de plus de 3,1 M\$ ou de 2,5 % par rapport à ce qui était prévu en début d'année. Cet écart s'explique, entre autres, par les crédits en provenance du Fonds de suppléance pour financer des dépenses additionnelles à la Francophonie et pour le réseau des représentations à l'étranger.

	2007-2008	2008-2009		
	Dépenses réelles	Budget des dépenses	Variation	Dépenses réelles ¹
Total	115 294 270 \$	125 286 700 \$	3 158 100 \$	128 444 800 \$

1. Les dépenses vérifiées seront présentées à l'Assemblée nationale par le ministre des Finances.

Près de 43 % des dépenses du MRI, soit 52,6 M\$, sont allouées à la rémunération du personnel, y compris la rémunération dans le réseau qui compte à elle seule pour près de 56 % de cette somme. Les dépenses de fonctionnement représentent près du quart des dépenses, soit 31,9 M\$. Les dépenses de transfert ont totalisé 38,6 M\$ en 2008-2009, en hausse de 6,1 M\$ par rapport à l'année précédente. Cette hausse est principalement attribuable aux contributions additionnelles de l'ordre de 2,3 M\$ au Sommet de la Francophonie, de 2,0 M\$ à l'Organisation internationale de la Francophonie et de 1,0 M\$ à TV5 Monde et TV5 Québec Canada. Enfin, la mise en œuvre de la Politique internationale du Québec a coûté 5,3 M\$.

RÉPARTITION DES DÉPENSES PAR CATÉGORIE

Catégorie de dépenses	Dépenses réelles 2007-2008 M\$	Dépenses réelles 2008-2009 ¹ M\$
Rémunération	49,5	52,6
Siège	22,8	23,3
Représentations du Québec à l'étranger	26,7	29,3
Fonctionnement	29,0	31,9
Siège	12,0	15,5
Représentations du Québec à l'étranger	17,0	16,4
Transferts (subventions)	32,5	38,6
Sommet de la Francophonie (Québec 2008)	6,2	8,5
Organismes de la Francophonie	9,1	12,5
Organismes voués à la jeunesse	4,9	5,1
Québec sans frontières et autres	3,5	3,5
Soutien à l'implantation d'organisations internationales	3,9	4,2
Subventions aux affaires bilatérales et programmes de coopération	2,6	2,6
Autres crédits de transfert	2,3	2,2
Mise en œuvre de la Politique internationale du Québec²	4,3	5,3
Total	115,3	128,4

1. Les dépenses vérifiées seront présentées à l'Assemblée nationale par le ministre des Finances.

2. Les dépenses à ce titre se répartissent ainsi : 4,3 M\$ (2007-2008 : 3,3 M\$) pour le redéploiement des représentations du Québec à l'étranger et 1,0 M\$ pour des dépenses additionnelles en fonctionnement et pour des transferts (subventions) au siège.

L'augmentation des dépenses de 13,1 M\$ par rapport à l'année 2007-2008 découle principalement des raisons suivantes :

- la hausse de 5,7 M\$ des contributions au Sommet de la Francophonie et aux organismes de la Francophonie;
- le relèvement des dépenses salariales dans le réseau de 2,6 M\$ est notamment dû à la révision des échelles salariales des employés recrutés localement et aux ressources additionnelles ajoutées dans le volet immigration;
- les coûts additionnels liés à la mise en œuvre de la Politique internationale du Québec de 1,0 M\$.

LES INVESTISSEMENTS

En 2008-2009, le Ministère a effectué des investissements de 27,5 M\$, dont la grande majorité pour des immobilisations.

	2007-2008	2008-2009	
	Débours	Budget	Débours réels ²
Immobilisations	13 456 000 \$	26 936 500 \$	26 059 000 \$
Prêts, placements et avances	895 000 \$ ¹	600 000 \$	1 474 400 \$

1. Les débours pour l'exercice 2007-2008 ont été modifiés pour refléter les données inscrites aux comptes publics de cet exercice financier.
2. Les débours vérifiés seront présentés à l'Assemblée nationale par le ministre des Finances.

Les investissements en immobilisations en 2008-2009 ont principalement servi à financer les projets suivants :

- acquisition du terrain et des locaux de la Délégation générale du Québec à Londres pour la somme de 20,9 M\$;
- acquisition d'immobilisations pour le redéploiement du réseau;
- aménagements liés à la mise à niveau de l'infrastructure technologique au siège ou à l'étranger.

La section 5.3 donne plus de détails sur les investissements liés aux ressources informationnelles et matérielles.

5.3 RESSOURCES INFORMATIONNELLES ET MATÉRIELLES

En 2008-2009, le MRI a poursuivi la standardisation et le déploiement de son réseau informatique et assuré la sécurité, l'entretien et la bonne utilisation des actifs informationnels grâce, notamment, aux activités suivantes :

- traitement de 8 842 demandes de soutien provenant des différents utilisateurs;
- remplacement de 19,5 % des postes de travail et de 19,0 % des imprimantes, et ajout de 6,0 % d'imprimantes, principalement des imprimantes à étiquettes; support et mise à jour des logiciels, des composantes réseautiques et de télécommunication ainsi que de la messagerie électronique;
- mise en place de l'environnement technologique standardisé au sein de l'antenne de Séoul qui devient ainsi la 17^e représentation à joindre le réseau informatique du Ministère;
- élaboration d'une solution visant à assurer la continuité des affaires (relève informatique) au Québec en cas de sinistre majeur, acquisitions et travaux de mise en place amorcés.

Les investissements en immobilisations informatiques ou électroniques réalisés en 2008-2009 sont de 964 145 \$, comparativement à 741 960 \$ l'année précédente, et ont principalement servi à financer les acquisitions relatives au projet de continuité des affaires au Québec, de même que le maintien et la mise à niveau des logiciels, de l'équipement bureautique, des composantes réseautiques et de télécommunication ainsi que de la messagerie électronique.

Les investissements liés aux ressources matérielles ont totalisé 856 000 \$. Ils ont rendu possibles le déploiement de la visioconférence dans 12 salles et l'installation de la téléphonie IP (Protocole Internet) dans 14 sites.

5.4 ÉVALUATION ET VÉRIFICATION

D'une façon continue, le MRI prend différentes mesures pour s'assurer de la bonne gestion des ressources qui lui sont allouées pour atteindre ses résultats. Les mécanismes de vérification interne, d'évaluation de programmes ainsi que de gestion intégrée des risques sont devenus des pratiques courantes au sein du Ministère.

Le comité de vérification, constitué conformément aux orientations du Conseil du trésor en matière de vérification, établit la planification des études de vérification interne, tandis que la Direction de la vérification interne et de l'évaluation (DVIE), par des opérations régulières, réalise ces études et le suivi qui en découle. Au cours de l'année 2008-2009, des études de vérification des dépenses, de conformité et des processus ont été faites notamment à la Délégation générale du Québec à Tokyo, à la Délégation du Québec à Atlanta et à la Délégation du Québec à Boston ainsi qu'au Bureau du Québec à Hong Kong. La DVIE a mené également une étude conjointe avec des représentants du gouvernement fédéral concernant le Secrétariat d'organisation du Sommet de la Francophonie.

Soucieuse de maintenir le processus d'amélioration continue du MRI, la DVIE a terminé le suivi de l'étude de vérification réalisée au cours de l'année 2007-2008 à la Délégation générale du Québec à Munich. De plus, l'examen du Rapport annuel de gestion a été effectué pour valider l'information divulguée.

Enfin, en 2008-2009, l'évaluation du Programme québécois de développement international a été menée à terme.

6.

AUTRES EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES

À titre de ministère public,
le MRI doit veiller au respect de lois,
politiques et règlements gouvernementaux

6.1 ACCÈS À L'INFORMATION

Lorsqu'une demande d'accès à l'information lui est adressée, le MRI doit s'assurer de la traiter dans les délais prévus par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Le nombre total de demandes d'accès à l'information traitées par le Ministère est passé de 11 en 2007-2008 à 46 cette année, limitant la capacité du Ministère à répondre à l'intérieur des délais de 20 jours. Des mesures correctrices seront apportées en 2009-2010.

Indicateur	Résultat
Nombre total de demandes d'accès à l'information traitées en 2008-2009	46
Nombre de demandes traitées à l'intérieur du délai de 20 jours	43,5 %
Pourcentage des demandes traitées dans les délais prévus par la loi	100,0 %

6.2 EMPLOI ET QUALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE

La Politique linguistique du MRI pour l'emploi adéquat de la langue française dans les communications a été adoptée en juillet 2006. Les employés peuvent consulter cette politique dans l'intranet. En 2008-2009, le MRI a pris différentes mesures pour s'assurer que la langue française est utilisée correctement avec ses interlocuteurs et dans les documents officiels, notamment par la modification des noms de lieux sur le site de la Délégation générale du Québec à Tokyo et du Portail international, afin qu'elle soit conforme aux exigences de l'Office québécois de la langue française et de la Commission de toponymie.

De plus, toutes les publications du Ministère destinées à un public externe, tant au Québec qu'à l'étranger, ainsi que les textes du site Web sont soumises à un réviseur linguistique qui s'assure qu'on y emploie un langage clair et compréhensible.

6.3 PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI

En vertu de la Loi sur la fonction publique, le Ministère doit mettre en œuvre des mesures d'égalité en emploi afin d'accroître la présence de diverses composantes de la société dans son effectif. Les groupes concernés par ces mesures sont les communautés culturelles, les autochtones, les anglophones et les personnes handicapées. L'annexe 7 présente les résultats en cette matière.

6.4 PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

De façon générale, le MRI se conforme aux exigences du ministère des Services gouvernementaux en ce qui concerne la sécurité de l'information gouvernementale. Les documents papier contenant des renseignements personnels et confidentiels en vertu de la Loi sur l'accès sont conservés dans des classeurs avec cadenas et à accès restreint au seul personnel y ayant droit. Des déchiqueteurs accessibles à tous les employés du Ministère sont utilisés pour la destruction des documents.

Les renseignements sous forme électronique font l'objet d'une procédure de sécurité en matière de manipulation, de conservation et de circulation. L'infrastructure technologique du Ministère fait l'objet de mesures de sécurité fortes, notamment l'installation de contrôles contre les accès non autorisés, la mise en place d'un réseau virtuel privé et l'obligation d'utiliser un jeton pour l'accès à distance.

6.5 DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le 13 avril 2006, l'Assemblée nationale a adopté la Loi sur le développement durable afin d'améliorer le mieux-être, la santé et la qualité de vie des citoyens du Québec. L'article 17 de cette loi précise que chaque ministère, organisme et entreprise compris dans l'Administration fait état, sous une rubrique spéciale dans son rapport annuel de gestion, des objectifs particuliers qu'il s'était fixés ainsi que des différentes activités ou interventions réalisées en matière de développement durable.

Le MRI a publié son premier plan d'action de développement durable le 31 mars 2009. Ce plan couvre la période 2009-2013 et la reddition de comptes relative à celui-ci débutera à partir de l'exercice 2009-2010. De plus, le MRI s'est donné comme objectif, dans son plan stratégique 2008-2011, d'intégrer la préoccupation du développement durable dans toute sa gestion.

Toutefois, comme le suggère le Document de soutien à la production du Rapport annuel de gestion 2008-2009, publié par le Secrétariat du Conseil de trésor, le MRI choisit de présenter dès maintenant ses principales démarches et activités en matière de développement durable.

En 2008-2009, le MRI a agi à plusieurs niveaux pour contribuer à la démarche gouvernementale de développement durable, mettant de l'avant des activités relatives à sa mission première ainsi qu'à sa gestion administrative :

- En vertu de la Commission permanente de coopération franco-québécoise, le MRI a assuré le suivi qualitatif et budgétaire de 5 projets de coopération de partenaires québécois en développement durable et en a sélectionné 13 nouveaux. De plus, lors de la 62^e session de la CPCFQ, s'est tenue la première réunion du Groupe de travail franco-québécois en matière de développement durable et d'environnement. La création de ce groupe de travail a non seulement permis d'encourager le développement de partenariats entre la France et le Québec, mais elle a fait aussi la promotion de la démarche québécoise de développement durable.
- Afin de mettre en œuvre de nouvelles pratiques écoresponsables lors de l'organisation d'activités protocolaires, le Protocole a, en 2008-2009, profité de la réunion annuelle des délégués généraux, délégués et chefs de poste du Québec pour expérimenter l'implantation de mesures écoresponsables. De plus, une formation sur l'organisation d'événements écoresponsables a été offerte à tout le personnel du Protocole.

- Le MRI a appuyé le gouvernement du Québec dans la signature de deux ententes internationales relatives au développement durable : l'Initiative conjointe en matière de changements climatiques pour la région de l'Ouest des États-Unis, signée le 18 avril 2008, et l'Entente par échange de lettres des 20 juin, 3 juillet et 12 août 2008 entre le gouvernement du Québec, l'État du Vermont et l'État de New York reconduisant l'Entente de coopération en matière d'environnement relativement à la gestion du lac Champlain entre le gouvernement du Québec, l'État du Vermont et l'État de New York.
- Le MRI a participé à l'élaboration de la position québécoise ainsi qu'à la 16^e session de la Commission du développement durable des Nations Unies.
- Financement de quatre projets de développement intégrant plus spécifiquement les principes du développement durable en vertu du Programme québécois de développement international.
- Financement de 10 stages, qui intègrent plus particulièrement les principes du développement durable, en vertu du programme Québec sans frontières.
- Contribution financière à la Conférence à Dakar (Sénégal), du 17 au 19 mars 2009, intitulée « La participation publique en environnement : vers un développement durable par une gouvernance démocratique ».
- Comme l'indiquent les résultats liés à l'objectif 7 de la section 2.3, le MRI a travaillé à positionner le Québec comme un leader en environnement auprès des États ciblés, notamment en matière de changements climatiques et de gestion de l'eau.
- Les nouveaux équipements informatiques acquis par le MRI, durant l'année 2008-2009 au Québec et depuis la mi-année à l'étranger, répondent aux normes écoresponsables reconnues. De plus, une rationalisation des serveurs, basée sur de nouvelles technologies, a permis d'en réduire le nombre dans une proportion de un sur 10.
- Maintien du nombre des services de santé et de bien-être offerts au personnel du Ministère, soit :
 - journée nationale de l'activité physique;
 - évaluation de la condition physique (kinésiologue);
 - cours d'activité physique;
 - présence d'une infirmière;
 - conférences midi;
 - clinique sur les maladies respiratoires;
 - vaccination antigrippale.

ANNEXES

ANNEXE 1	Principales activités des représentations du Québec à l'étranger.....	66
ANNEXE 2	Répartition du personnel travaillant à l'étranger selon le secteur d'activité.....	77
ANNEXE 3	Engagements internationaux conclus en 2008-2009	78
ANNEXE 4	Autres volets d'action en matière de solidarité et de développement international	79
ANNEXE 5	Principales visites officielles au Québec en 2008-2009	80
ANNEXE 6	Missions ministérielles québécoises à l'étranger en 2008-2009.....	84
ANNEXE 7	Résultats des programmes d'accès à l'égalité en emploi.....	88
ANNEXE 8	Liste des sigles et des acronymes.....	91
ANNEXE 9	Organigramme du ministère des Relations internationales au 31 mars 2009	95

Principales activités des représentations du Québec à l'étranger

Les représentations du Québec à l'étranger aident les institutions, les entreprises et les élus québécois à mettre de l'avant les projets conformes aux objectifs internationaux du Québec. Déployées en fonction des intérêts du Québec sur les différents territoires, leurs mandats et leurs ressources varient considérablement. Certains bureaux se concentrent sur le développement des marchés pour les entreprises et les créateurs québécois, alors que les délégations générales couvrent l'ensemble des secteurs d'activité à l'étranger, y compris la représentation des intérêts du Québec auprès d'interlocuteurs du milieu politique et la promotion du Québec, de son expertise et de sa culture.

En contact direct et continu avec le siège du Ministère au Québec, les représentations ont contribué à la majorité des résultats présentés dans la section des objectifs stratégiques de ce rapport annuel. La présente annexe offre un aperçu de certains dossiers de première importance de même que de certaines clientèles québécoises appuyées en 2008-2009. Les résultats ne reflètent que partiellement l'action d'autres partenaires ministériels actifs dans les représentations (MDEIE et MCCCCF). Les résultats liés à l'action internationale d'Investissement Québec et du MICC ne sont pas exposés ici.

Notons que le Bureau du Québec à Washington relève de la Délégation générale du Québec à New York. Il en est de même du Bureau du Québec à Berlin qui relève de la Délégation générale du Québec à Munich.

DÉLÉGATIONS GÉNÉRALES DU QUÉBEC

BRUXELLES	Principaux dossiers en 2008-2009	Principales clientèles québécoises appuyées
	Promotion d'un accord de partenariat économique de nouvelle génération entre le Canada et l'Union européenne. Promotion du 400^e anniversaire de la ville de Québec : le Québec, invité d'honneur des fêtes de la Communauté française de Belgique et du Festival d'été de Bruxelles. Soutien aux 60 entreprises belges à Futurallia, l'événement économique du 400^e anniversaire de la ville de Québec. Coopération en faveur de la protection de l'environnement : • Soutien à deux missions québécoises aux Pays-Bas et en Belgique; • Renouvellement de l'entente de coopération avec les Pays-Bas et signature d'un projet avec Bruxelles-Capitale dans le domaine de l'assainissement des sols contaminés. Union européenne : Mise en valeur de l'expertise québécoise et échange de bonnes pratiques dans divers domaines tels que l'intégration des immigrants, la reconnaissance des qualifications professionnelles, la recherche, les changements climatiques, la gouvernance multiniveaux et les aides d'État à la culture.	92 entreprises, dont le tiers ne sont pas établies sur le territoire du Benelux. 225 artistes dans divers domaines culturels : arts de la scène, arts visuels, cinéma, littérature, etc. Soutien à la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec dans ses efforts de maillage avec les universités européennes et à l'Université de Montréal pour accroître sa participation aux programmes européens en recherche et en éducation et pour constituer des associations de diplômés au Benelux.

LONDRES	Principaux dossiers en 2008-2009 Accueil d'une mission commerciale au Royaume-Uni lors du 46^e Salon international de l'aéronautique de Farnborough : plus de 50 représentants de l'industrie québécoise de l'aérospatiale y ont pris part. Accueil de deux missions de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et annonce de l'ouverture d'un studio du Québec à Londres. Développement de liens politiques avec des députés et les présidents des parlements britannique, écossais et gallois, le premier ministre du Pays de Galles, la ministre de la Culture et des Affaires extérieures de l'Écosse et le ministre de la Culture et du Patrimoine du Pays de Galles. Signature d'une entente de collaboration entre le Conseil des arts et des lettres du Québec et le Conseil des arts de l'Angleterre à l'occasion de la mission du président-directeur général du CALQ.	Principales clientèles québécoises appuyées 109 entreprises, par l'appui de : • 3 missions commerciales sur le territoire, 2 missions d'acheteurs vers le Québec et 23 rencontres d'intermédiaires de vente. • 24 entreprises culturelles en tournée et 27 entreprises en développement grâce à 32 missions d'acheteurs au Québec. 125 entreprises culturelles et 27 artistes. Appui à la mission, au Royaume-Uni, de la principale de l'Université McGill.
MEXICO	Principaux dossiers en 2008-2009 Accueil du premier ministre à la Conférence NASCO 2008 et au Sommet des leaders dans l'État de Guanajuato : organisation de rencontres bilatérales avec 3 gouverneurs d'État mexicains. Appui à l'organisation de rencontres de professionnels des industries culturelles et d'une mission de 15 chefs d'entreprise culturelle. Contribution et suivi du projet d'accord de coopération entre l'État de Jalisco et le Québec, projet relatif aux technologies de l'information. Suivi de l'entente avec l'État du Nuevo Leon et appui à la réalisation de 5 missions de groupe (38 entreprises) à Monterrey pour organiser notamment des rencontres d'affaires dans la région.	Principales clientèles québécoises appuyées 130 entreprises : • lors de 10 missions de groupe (71 entreprises), de 13 missions individuelles et grâce à 46 réponses à des demandes particulières sur le marché mexicain; • par l'appui à 4 missions d'entreprises et de fonctionnaires mexicains au Québec. 285 artistes ont participé à 273 activités culturelles au Mexique. Dans le secteur de l'éducation, ont été réalisées : • 25 missions québécoises au Mexique; • 23 autres missions avec le Groupe de travail Québec-Mexique; • 2 missions institutionnelles de promotion éducative collective.

MUNICH

Principaux dossiers en 2008-2009

Coopération Québec-Bavière : ouverture de nouveaux secteurs de coopération grâce à la signature d'une nouvelle déclaration commune, en mai 2008; préparation de la 10^e réunion du Groupe de travail Québec-Bavière et suivi de la quarantaine de projets de coopération.

Appui à l'accroissement de la mobilité des chercheurs et des étudiants, notamment diplômés, entre la Bavière et le Québec, dans le secteur de la recherche scientifique et l'innovation technologique.

Appui aux missions québécoises sur le territoire :

- participation du premier ministre au Forum économique de Davos (Suisse);
- mission du ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes (Bavière);
- missions de la Sûreté du Québec (Jura et Bavière);
- mission commerciale et technologique dans le secteur de l'énergie éolienne.

Environnement et technologies vertes : réalisation de plusieurs activités de promotion.

Principales clientèles québécoises appuyées

110 partenaires économiques :

- par l'appui à 7 missions de groupe;
- par l'appui à 3 délégations économiques au Québec.

Une vingtaine de partenaires québécois issus des secteurs économique, scientifique, culturel et éducatif en les soutenant dans la mise en œuvre de leurs projets de coopération Québec-Bavière.

NEW YORK

Principaux dossiers en 2008-2009

Corridor de commerce Québec-New York : appui au 4^e Sommet économique Québec-New York, 17 novembre 2008, Montréal; le Sommet portait sur le Corridor vert et a donné lieu à la signature de 6 ententes.

Appui à la mission du premier ministre du Québec le 23 septembre 2008 : entretien avec le gouverneur de l'État de New York.

Appui à la mission du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie à New York et à Washington en février 2009 : partenariat Québec-New York en matière de sécurité.

Appui à la mission du ministre de la Sécurité publique en septembre 2008 : mise en œuvre des accords de coopération en matière de sécurité publique et entretiens avec des représentants de la sécurité publique et de la police de l'État de New York, des autorités fédérales ainsi que de la police de New York.

Appui à deux missions de la ministre des Finances et présidente du Conseil du trésor : rencontre des principaux partenaires financiers du Québec.

Principales clientèles québécoises appuyées

172 entreprises :

- lors de 8 missions commerciales sur le territoire;
- lors de 4 missions d'acheteurs et de 3 délégations économiques vers le Québec.

105 artistes, agents ou organismes québécois du domaine des arts ont bénéficié d'activités de promotion avec l'appui de la Délégation générale du Québec à New York et le concours financier du MCCCCF.

45 organismes culturels des secteurs culturels prioritaires (arts visuels, arts de la scène, musique traditionnelle, cinéma) ont rencontré, sur le territoire québécois, les participants de 5 missions d'acheteurs américains.

PARIS

Principaux dossiers en 2008-2009

Préparation des visites du président et du premier ministre de la France au Québec, en juillet et en octobre 2008, accueil de 2 missions du premier ministre et de 9 missions ministérielles en France.

400^e anniversaire de la ville de Québec : organisation d'une quarantaine d'activités promotionnelles dans toute la France : participation à la réalisation de la soirée de clôture des fêtes du 400^e anniversaire de la ville de Québec à Paris.

Organisation, accueil et contribution à la négociation de l'Entente sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles.

Sommet de la Francophonie à Québec : contribution active à la préparation du Sommet de la Francophonie tenu à Québec en octobre 2008.

Développements de partenariats entre collectivités territoriales françaises et québécoises intéressant les régions de l'Alsace, de l'Aquitaine, de l'Île-de-France, de Midi-Pyrénées, de Poitou-Charentes et de Rhône-Alpes.

Création du club des dirigeants d'entreprise franco-québécois afin de jouer un rôle-conseil pour mieux s'implanter dans les territoires visés et collaborer avec des pays tiers.

Appui à la Semaine du cinéma québécois à Paris, à Strasbourg et à Lyon : la Semaine des Grands Ballets canadiens à Paris; la participation du Québec au Salon du livre de Paris; le Québec à l'honneur au Carrousel des métiers d'art et de la création du Louvre.

Principales clientèles québécoises appuyées

185 entreprises québécoises ont reçu le soutien de la Délégation générale : 21 missions commerciales, 27 missions économiques, 14 activités de repérage, 17 activités de liaison et 50 missions d'entreprises en vertu du programme UBIFRANCE-QUÉBEC.

7 universités du Québec : participation à 5 salons de recrutement d'étudiants et accueil de 4 missions de dirigeants universitaires.

350 manifestations culturelles liées au Québec et plus de 1 000 artistes québécois appuyés dans les domaines du cinéma, des arts de la scène, des arts visuels, du théâtre, de la littérature, etc.

TOKYO

Principaux dossiers en 2008-2009

Signature d'une déclaration commune, portant sur la coopération entre le Québec et la Préfecture de Kyoto.

Mission de la Ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine : en 35 ans, première mission au Japon d'une ministre de la Culture du Québec.

Signature d'une entente en nanotechnologie entre Nano Québec et Nagano Techno Fondation : une première entente avec la Nanotechnology Business Creation Initiative du Japon avait été signée en 2007.

Création de l'Association internationale des études québécoises (AIEQ) regroupant plus de 50 professeurs d'universités japonaises.

Signature d'une entente de collaboration en recherche dans le secteur de la foresterie entre l'Université de Kyoto et l'Université Laval.

Principales clientèles québécoises appuyées

252 entreprises, dont 15 centres de recherche.

143 entreprises culturelles, groupes ou artistes, dont 63 sont venus en mission au Japon.

2 établissements d'enseignement universitaire.

DÉLÉGATIONS DU QUÉBEC

ATLANTA	Principaux dossiers en 2008-2009	Principales clientèles québécoises appuyées
	Consolidation et renforcement des rapports entre États fédérés : • rencontre Alliance SEUS/CP à Savannah, Géorgie; • visite du premier ministre et entretiens politiques avec trois gouverneurs; • coopération avec l'État de Géorgie pour le forum des Régions partenaires; • promotion NASCO et Sommet des leaders. Accueil au Québec : • d'une délégation relative à l'environnement de la ville d'Atlanta à l'occasion d'Americana; • d'une délégation à Futurallia; • d'une visite à Montréal de la mairesse d'Atlanta; • d'une mission commerciale du secrétaire d'État du Texas. Appui à des missions, notamment : • du lieutenant-gouverneur de Louisiane au Sommet de la Francophonie; • de deux maires du Sud-Est au 400^e anniversaire de la ville de Québec; Semaine de la Francophonie.	181 entreprises du Québec : • dont 127 lors de 10 missions de groupe et 54 en missions individuelles dans le Sud; • appui au recrutement de 20 acheteurs du Sud qui ont participé à 8 salons au Québec. 9 groupes d'artistes et collaboration à 10 manifestations culturelles dans le Sud. Rencontres avec des dirigeants et présentations (professeurs et étudiants) sur le Québec dans 12 universités; 2 programmes d'initiatives de recherche sur le Québec (PIRQ); participation à 10 conférences en éducation dans le Sud.
BOSTON	Principaux dossiers en 2008-2009	Principales clientèles québécoises appuyées
	Appui à quatre missions du premier ministre dans quatre des six États de la Nouvelle-Angleterre, mettant l'accent sur les dossiers énergétiques, les changements climatiques, les affaires universitaires et la coopération intergouvernementale. Signature d'une déclaration commune entre le Québec et le Massachusetts afin d'accroître la collaboration en innovation entre les milieux scientifiques, universitaires et industriels. Promotion continue des intérêts du Québec pour favoriser un climat favorable à l'exportation de l'hydroélectricité en Nouvelle-Angleterre. Appui à la mission commerciale au Greenbuild Boston 2008 avec 80 participants du Québec; séminaire organisé sur le marché vert.	233 entreprises, dont 32 lors de la mission à la Natural Products Expo East 2008. 14 organismes et associations à vocation économique, commerciale et scientifique. 85 artistes ou groupes d'artistes appuyés dans quelque 85 activités.

CHICAGO	Dossiers importants en 2008-2009	Clientèles québécoises appuyées
	Appui à la réunion annuelle de la Commission des Grands Lacs (Québec, octobre 2008). Participation à plus de 50 activités organisées auprès de divers groupes de décideurs du Midwest américain, dont des représentants d'une vingtaine d'universités importantes, afin de souligner le 400^e anniversaire de la ville de Québec. Participation à 12 activités organisées par le Conseil des gouverneurs des Grands Lacs et l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent. Mandat confié à la Délégation de commercialiser le sirop d'érable aux États-Unis en diversifiant son utilisation. (www.domorewithmaple.com). Collaboration étroite avec le ministère des Transports pour faire la promotion de la conférence Nasco, qui s'est tenue à Québec du 4 au 6 juin 2009, et de celle qui aura lieu en Iowa en 2010.	355 entreprises : - dont 114 dans le domaine de la mode, 55 en agroalimentaire et 47 en technologies manufacturières; - dont 26 missions commerciales et 4 missions de groupes d'acheteurs au Québec Citadelle, coopérative de producteurs de sirop d'érable; - par la promotion des produits de l'érable, avec la deuxième phase de « Do More With Maple »; - par la valorisation de 232 intermédiaires de vente afin de faciliter la percée des entreprises québécoises. 13 artistes et organismes culturels : - par l'appui à 9 activités culturelles. Universitaires : - par l'appui à plus de 20 activités dans les domaines suivants : économie, science et technologie, sciences sociales, histoire, langues et littérature.
LOS ANGELES	Principaux dossiers en 2008-2009	Principales clientèles québécoises appuyées
	Appui à l'adhésion du Québec à la Western Climate Initiative, regroupement de 7 gouvernements de l'Ouest des États-Unis et 2 du Canada. Vitrine Québec à Phoenix : présentations devant 160 décideurs économiques et politiques d'Arizona, en collaboration avec Investissement Québec et Montréal International. Hommage de Hollywood à Frédéric Back : activités prestigieuses honorant Frédéric Back, notamment avec l'Academy of Motion Picture, Arts and Sciences et Disney Animation. En collaboration avec le MCCC, le CALQ et la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC). Appui à l'accueil à Montréal du 3^e Sommet du partenariat en innovation stratégique Californie-Canada. Appui à l'entente entre le comté de San Diego et le gouvernement du Québec (Service aérien gouvernemental) sur la lutte aux feux de forêt.	117 entreprises, notamment par l'appui à : 7 missions commerciales québécoises organisées et accueillies; 175 Québécois qui ont participé au Congrès BIO 2008 à San Diego; 5 délégations économiques ou missions d'acheteurs venues au Québec. 59 réalisateurs, acteurs, producteurs et distributeurs québécois lors de 11 manifestations du milieu cinématographique, soit des marchés du film, des projections privées et des festivals de films. 5 universités québécoises par l'organisation de missions ou de conférences d'administrateurs, de professeurs et de chercheurs.

ROME

Principaux dossiers en 2008-2009

Rehaussement du statut de la représentation du Québec, devenue « délégation ».

Organisation et présentation de la 6^e édition de la Biennale Orizzonte Québec, principale image de marque du Québec en Italie.

Suivi de la 6^e Sous-commission mixte Québec-Italie (SCMQI).

Signature d'un protocole d'entente triennale entre le CALQ et la British School at Rome instaurant un programme annuel de résidence d'une durée de trois mois en architecture.

Principales clientèles québécoises appuyées

17 entreprises.

Près de 30 universités et établissements d'enseignement.

5 organismes culturels dans les secteurs de la muséologie et des arts de la scène lors de la Sous-commission mixte Québec-Italie.

16 équipes de chercheurs dans les secteurs suivants : matériaux avancés, aérospatiale et aéronautique, sciences de la vie et biotechnologie, technologies de l'information et des télécommunications, environnement et changements climatiques.

BUREAUX DU QUÉBEC

BARCELONE

Principaux dossiers en 2008-2009

Promotion d'un accord de partenariat économique Canada-Union européenne : réalisation de deux missions et contacts de haut niveau à Lisbonne et à Madrid.

Participation du Québec au Salon du livre de Barcelone, 2^e plus important salon du monde hispanophone et campagne de promotion « Imagina Québec » dans toute la ville de Barcelone.

Activités de promotion dans la péninsule ibérique et au Québec : organisation de 3 missions ministérielles au Québec en justice, systèmes électoraux et culture; accueil de 5 missions gouvernementales en sport, en immigration, en formation professionnelle, en droits linguistiques, en sécurité et en vie privée.

Coopération Québec-Catalogne : Développement de partenariats dans les secteurs suivants : sciences de la vie, technologies de l'information, culture, condition féminine, langue, immigration, jeunesse et éducation supérieure.

Principales clientèles québécoises appuyées

50 entreprises par l'appui à 12 missions.

32 artistes ou entreprises culturelles.

BEIJING	Principaux dossiers en 2008-2009	Principales clientèles québécoises appuyées
	4^e Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires à Jinan, au Shandong : appui à la participation du premier ministre ainsi qu'à une activité de l'Organisation internationale de la francophonie à Beijing lors des Jeux olympiques de 2008. Participation du Québec à la mission en Chine du Conseil de la fédération : contacts politiques et administratifs nécessaires à l'organisation de la mission. Signature d'une déclaration commune avec le ministère chinois de la Science et de la Technologie visant à favoriser la collaboration en recherche et innovation. Coopération Québec-Shandong : appui à la signature d'une entente de coopération, contacts auprès des Affaires étrangères du Shandong. Jeux olympiques de Beijing : mission de la ministre du MELS et communications avec le comité organisateur pour l'accueil de jeunes stagiaires québécois. Ces stages visaient à favoriser et faciliter l'usage de la langue française au sein du COJOB, ainsi qu'à permettre à de jeunes Québécois de faire une expérience à l'international en Asie.	92 entreprises, notamment lors de missions commerciales et de salons ou foires. 9 équipes de recherche en science et technologie, en environnement et santé. Éducation : • 9 établissements d'enseignement universitaire; • 2 établissements d'enseignement collégial; • un centre de formation professionnelle; • 2 commissions scolaires; • appui à Cégep international et à Éducation Internationale. 8 entreprises, groupes ou individus dans le domaine de la culture. 5 autres organismes.
BERLIN	Principaux dossiers en 2008-2009	Principales clientèles québécoises appuyées
	Promotion d'un accord de partenariat économique Canada-Union européenne : poursuite des démarches auprès de ministres du gouvernement fédéral allemand, du Conseil du patronat allemand et des milieux d'affaires. Coopération Québec-Saxe : établissement de relations avec le nouveau gouvernement; échange entre les écoles supérieures de ballet de Montréal et de Dresde. Promotion de la culture québécoise : le Québec a notamment été à l'honneur des festivals de cinéma de Dresde, de Tübingen-Stuttgart, de Wurtzbourg et de Soleure. Renouvellement de l'entente en matière de sécurité sociale entre le Québec et la République fédérale d'Allemagne : poursuite des négociations.	24 entreprises culturelles lors de rencontres professionnelles dans les domaines du cinéma, de la musique et des arts de la scène¹. Plusieurs compagnies et artistes culturels en Allemagne, en Autriche et en Suisse, grâce au soutien financier accordé à 42 activités et à la promotion de 650 prestations dans tous les secteurs (arts de la scène, cinéma, littérature, arts visuels, musique, arts médiatiques)¹.

1. Ces résultats couvrent également les activités de la Délégation générale du Québec à Munich.

MUMBAI

Principaux dossiers en 2008-2009

Relations politiques avec le gouvernement fédéral indien : ministère des Affaires étrangères, ministère du Commerce international et Vice-présidence.

Consortium d'enseignement en gestion et ingénierie du Québec : contacts établis avec des universités indiennes et le gouvernement du Maharashtra pour la mise en place du Consortium.

Accord de coopération Québec-Maharashtra : développement de relations avec le gouvernement du Maharashtra et la ville de Mumbai pour revitaliser cet accord, notamment en éducation.

Promotion des études québécoises : Projet d'études québécoises à l'Université Jawaharlal Nehru de New Delhi, et développement du réseau à Mumbai, à Goa, à Chennai et à Hyderabad.

Principales clientèles québécoises appuyées

14 entreprises, dont :

- 12 entreprises lors de missions québécoises dans les secteurs stratégiques suivants : agroalimentaire, aéronautique, mines, télécommunications, ingénierie; parmi celles-ci, participation de 6 entreprises au pavillon du Québec lors de la mission à India Aviation 2008, à Hyderabad.

Appui à 5 individus dans le domaine du jazz et de la chanson, des publications québécoises et de la promotion de la Francophonie (Dictée des Amériques).

4 établissements d'enseignement universitaire.

2 autres organismes.

SÃO PAULO

Principaux dossiers en 2008-2009

Coopération Québec-Paraná : repérage des domaines de coopération prioritaires Québec-Paraná et appui à la participation d'une délégation québécoise dans le domaine agroalimentaire.

Organisation d'une mission économique du MDEIE : organisation de rencontres avec le sous-secrétaire au Développement de l'État de São Paulo et la Fédération des industries de l'État de São Paulo et le Service brésilien d'appui aux petites et moyennes entreprises.

Appui au développement et à la mise en œuvre de la stratégie de recrutement étudiant de la CREPUQ.

Missions dans les États du Minas Gerais et de Rio de Janeiro : rencontre avec des sous-secrétaires d'État afin de réactiver l'accord de coopération entre le Québec et le Minas Gerais et de discuter des projets de coopération prioritaires Québec-Rio de Janeiro.

Principales clientèles québécoises appuyées

46 entreprises, notamment lors de 4 missions commerciales dont :

- le salon Futurecom (6 entreprises québécoises exposantes);
- une mission dans le domaine de l'aérospatiale (5 entreprises participantes).

Éducation :

- 5 établissements d'enseignement universitaire;
- un établissement d'enseignement collégial;
- un centre de formation professionnelle;
- appui à l'AIEQ et à la CREPUQ.

6 organismes, groupes ou individus dans le domaine de la culture.

2 autres organismes.

SHANGHAI

Principaux dossiers en 2008-2009

Participation du Québec à la mission en Chine du Conseil de la fédération : contacts politiques et administratifs nécessaires à l'organisation de la mission et identification de partenaires potentiels pour les participants québécois.

Promotion économique : dans les secteurs économiques prioritaires : aéronautique et aéroportuaire, environnement, télécommunications, jeux vidéo et multimédia, biens de luxe, construction et bois d'œuvre.

Promotion des produits culturels québécois : consolidation des liens avec les autorités du Shanghai International Arts Festival and Fair.

Promotion des services éducatifs des universités québécoises en Chine, notamment aux China Education Expo et Allo Canada.

Accompagnement de la Ville de Montréal, dans l'organisation de sa participation à l'Exposition internationale de Shanghai 2010.

Principales clientèles québécoises appuyées

61 entreprises, lors de missions commerciales dans les domaines de l'aéronautique et de l'aérospatiale, du transport terrestre, de l'investissement, de l'environnement, de l'alimentation, de l'infrastructure, de la biotechnologie, du multimédia, des textiles et de l'énergie.

8 établissements d'enseignement ainsi que la CREPUQ, Cégep international et Éducation internationale.

12 entreprises culturelles, notamment dans les secteurs des arts de la scène, de l'édition, du cinéma et de la muséologie.

4 autres organismes.

WASHINGTON	Principaux dossiers en 2008-2009	Principales clientèles québécoises appuyées
	Appui à la mission du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie à New York et à Washington en février 2009 : entretien avec des représentants du Département d'État et avec des gouverneurs d'États américains à l'occasion de la rencontre annuelle de la National Governors Association. Appui à la mission du ministre de la Sécurité publique en septembre 2008 : mise en œuvre des accords de coopération en matière de sécurité publique et entretiens avec des représentants des autorités fédérales en sécurité publique, dont le FBI. Relations interaméricaines : participation au sein de la délégation canadienne aux travaux de l'Organisation des États américains dans les secteurs de compétence du Québec, notamment les réunions ministérielles et l'Assemblée générale.	Une cinquantaine de Québécois, principalement des gens d'affaires représentant 24 entreprises, des universitaires et des artistes, ont reçu information, conseils et mises en contact avec des intervenants américains.

Les bureaux du Québec à l'étranger établis à Vienne, à Damas et à Hong Kong ont exclusivement un mandat de promotion de l'immigration. Leurs résultats ne sont pas présentés dans cette section. Le rapport annuel du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles présente les résultats généraux du Québec pour toutes les activités en matière d'immigration à l'étranger (www.micc.gouv.qc.ca).

Les résultats des antennes économiques de Santiago, de Séoul, de Taipei et de Milan ne font pas l'objet d'une présentation dans cette section. Ces antennes sont dirigées par des citoyens du pays d'accueil et emploient du personnel recruté sur place. Elles contribuent aux objectifs gouvernementaux, principalement ceux que met en œuvre le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

REPRÉSENTATION – AFFAIRES MULTILATÉRALES

Le Québec exerce ses compétences en participant aux travaux de certains forums internationaux; il est représenté auprès de la Francophonie et de l'UNESCO.

FRANCOPHONIE	Principaux dossiers en 2008-2009
Délégué du Québec aux Affaires francophones et multilatérales	Animation et coprésidence du Groupe de travail des 70 États et gouvernements membres de la Francophonie chargé de préparer le contenu de la Déclaration du Sommet de Québec en encourageant une concertation ouverte avec les États et gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie, coprésidence qui a été appréciée et a valu une grande visibilité au Québec. Défense réussie, au sein du Groupe de travail, des positions québécoises sur les quatre enjeux du Sommet de Québec. Consultations et campagne couronnées de succès auprès des États et gouvernements membres en vue de la candidature du Québec à la présidence de la Commission de coopération et de programmation de l'OIF pour l'exercice biennal 2009 et 2010. Participation active à la négociation réussie, au mieux des intérêts québécois, entre les cinq partenaires de TV5 Monde pour la redéfinition du partenariat et du mandat du télédiffuseur multilatéral francophone.

UNESCO

Représentant du gouvernement du Québec – Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO

Principaux dossiers en 2008-2009

Application de l'Accord entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada relatif à l'UNESCO : prise de parole du représentant du gouvernement du Québec à la 35^e session de la Conférence générale de l'UNESCO.

Ratification et mise en œuvre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles : participation aux travaux du CIDC, qui élabore les directives opérationnelles relatives à l'application des dispositions de la Convention; concertation avec les autorités du gouvernement fédéral; allocution sur la promotion et la visibilité de la Convention lors de la 2^e session extraordinaire du CIDC, tenue à Paris du 23 au 25 mars 2009.

Participation à divers travaux, réunions et conférences de l'UNESCO selon les enjeux et les intérêts du Québec : 48^e assemblée générale annuelle de la Commission canadienne pour l'UNESCO (Saskatoon, mai 2008); 32^e session du Comité du patrimoine mondial (Québec, juillet 2008); Conférence internationale de l'éducation (Genève, novembre 2008); assemblées générales et spéciales du Groupe francophone auprès de l'UNESCO; réunions du Groupe de travail de l'OIF sur la diversité des expressions culturelles.

Intégration des cercles diplomatiques : sensibilisation des acteurs présents à l'UNESCO quant à l'intérêt et à la nécessité, pour un État fédéré, d'agir au sein d'une organisation internationale.

RÉPARTITION DES DÉPENSES LIÉES AU RÉSEAU DE REPRÉSENTATIONS À L'ÉTRANGER

Représentations	Dépenses réelles en 2008-2009
Amérique du Nord	12,6 M\$
Europe	23,6 M\$
Asie	8,6 M\$
Amérique du Sud	1,8 M\$
Afrique et Moyen-Orient	0,4 M\$
Représentation – Affaires multilatérales	3,0 M\$
Total	50,0 M\$

Le total des dépenses réelles en 2008-2009 allouées au réseau de représentations à l'étranger diffère du cumul des dépenses liées au réseau dans le tableau intitulé « Répartition des dépenses par catégorie » de la section 5.2. Ainsi, les dépenses liées au redéploiement du réseau sont incluses dans la catégorie « Mise en œuvre de la Politique internationale » dans la section 5.2.

La catégorie « Autres » comprend les dépenses des différentes antennes du Québec à l'étranger ainsi que celles qui sont liées aux représentations – Affaires multilatérales.

ANNEXE 2

Répartition du personnel travaillant à l'étranger selon le secteur d'activité

PERSONNEL DU RÉSEAU PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ AU 31 MARS 2009

	Politique, institutionnel et gestion	Économique	Culturel	Immigration	Total
Amériques					
États-Unis	38	22	3	0	63
Mexique	11	5	0	5	21
Brésil	3	1	0	3	7
Europe					
France	33	7	8	14	62
Royaume-Uni	12	5	3	0	20
Belgique	14	3	2	1	20
Allemagne	8	3	1	0	12
Autriche	0	0	0	6	6
Espagne	3	1	0	0	4
Italie	1	1	2	0	4
Asie					
Chine	2	0	0	8	10
Japon	8	4	0	0	12
Inde	1	0	0	0	1
Corée du Sud	0	2	0	0	2
Afrique et Moyen-Orient					
Damas	1	0	0	4	5
Total	135	54	19	41	249

Les employés affectés à l'étranger et qui sont rattachés au MDEIE, au MICC, au MCCCCF et au MELS sont inclus dans ce tableau, tandis que ceux qui viennent d'Investissement Québec ne le sont pas.

Engagements internationaux conclus en 2008-2009

Le Québec était partie à 387 ententes internationales en vigueur au 31 mars 2009 avec des gouvernements étrangers ou des organisations internationales. À cette date, il s'était également déclaré lié à 38 conventions multilatérales et accords internationaux et avait conclu 145 actes concertés non conventionnels. Les instruments internationaux peuvent être consultés dans leur intégralité sur le site Web du Ministère.

ENTENTES INTERNATIONALES CONCLUES EN 2008-2009

Objet des ententes	Titre des ententes
Collaboration en matière de sécurité intérieure avec l'État de New York	Entente complémentaire à l'Entente de coopération dans les domaines économique, scientifique et technologique entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État de New York relative à la collaboration en matière de sécurité intérieure, signée à Québec le 15 avril 2008.
Changements climatiques	Initiative conjointe en matière de changements climatiques pour la région de l'Ouest des États-Unis, signée par le Québec le 18 avril 2008.
Statut du Collège Stanislas et du Collège international Marie de France	Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française concernant le Collège Stanislas et le Collège international Marie de France, signée à Laval le 4 juillet 2008.
Coopération universitaire avec la France	Entente relative au Conseil franco-québécois de coopération universitaire entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française, signée à Laval le 4 juillet 2008.
Coopération avec le Shandong	Entente et Protocole complémentaire à l'Entente portant sur le développement des liens d'amitié et des échanges entre le Québec et le Shandong, signés à Jinan le 6 août 2008.
Gestion du lac Champlain	Entente par échange de lettres des 20 juin, 3 juillet et 12 août 2008 entre le gouvernement du Québec, l'État du Vermont et l'État de New York reconduisant l'Entente de coopération en matière d'environnement relativement à la gestion du lac Champlain entre le gouvernement du Québec, l'État du Vermont et l'État de New York.
Modalités d'application de l'Entente de sécurité sociale avec le Royaume de Belgique	Arrangement administratif relatif aux modalités d'application de l'Entente en matière de sécurité sociale entre le Québec et le Royaume de Belgique et Arrangement administratif complémentaire entre le Québec et la Belgique concernant la renonciation réciproque au remboursement des prestations de santé, signés à Québec le 18 septembre 2008.
Gestion du lac Memphrémagog	Avenant à l'Entente de coopération en matière d'environnement relativement à la gestion des eaux du lac Memphrémagog et de son bassin hydrographique entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État du Vermont, signé à Newport (Vermont) le 6 octobre 2008.
Coopération dans le domaine de la sécurité routière avec la France	Accord de coopération administrative entre le ministre des Transports du Québec et le ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire de la République française dans le domaine de la sécurité routière, signé à Québec le 8 octobre 2008.
Reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles	Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles, signée à Québec le 17 octobre 2008.
Services de francisation avec des instituts français	Entente portant sur des services de francisation entre la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec et le Centre culturel français de Timisoara, signée à Vienne le 3 mars 2009. Entente portant sur des services de francisation entre la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec et le Centre culturel français de Cluj Napoca, signée à Vienne le 3 mars 2009. Entente portant sur des services de francisation entre la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec et l'Institut français de Bucarest, signée à Vienne le 3 mars 2009.

ANNEXE 4

Autres volets d'action en matière de solidarité et de développement international

L'appui aux projets de coopération internationale constitue le principal moyen d'action du MRI en matière de solidarité et de développement international, tel qu'il est présenté à la section 2.7. Toutefois, le MRI accorde également 830 000 \$ à d'autres volets visant la sensibilisation du public ou l'échange d'expertises et la concertation.

Autres volets d'action en matière de solidarité internationale	Contribution du MRI
Sensibilisation du public	
• Appui à 12 organismes de coopération internationale québécois en vertu du Programme d'appui à la mission d'éducation des organismes de coopération internationale.	250 000 \$
• Appui à 14 projets d'éducation et de sensibilisation du public grâce au Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale : la consommation responsable et équitable, la souveraineté alimentaire et les droits des enfants.	140 000 \$
• Appui à la 11 ^e édition des Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI), du 12 au 23 novembre 2008, sur le thème de « La souveraineté alimentaire : un droit à cultiver ». Les jeunes de 12 à 17 ans de la majorité des régions ont eu la chance de participer aux activités relatives à ces Journées.	180 000 \$
Échange d'expertise et concertation des organismes de coopération internationale	
• Consultation régulière des organismes de coopération internationale à l'occasion des activités menées et des programmes gérés par le MRI.	Réunions de consultation
• Appui à la mission de concertation de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale et pour sa collaboration à la coordination du Programme Québec sans frontières.	260 000 \$

Principales visites officielles au Québec en 2008-2009

Les visites officielles au Québec comprennent principalement celles des chefs d'État, des membres des gouvernements étrangers, des membres du corps diplomatique en poste à Ottawa, des dirigeants d'organisation internationale gouvernementale ainsi que des membres du corps consulaire lors de visites de prise de poste. Plusieurs représentants étrangers peuvent participer à une même visite officielle.

AMÉRIQUE DU NORD

- Deputy Secretary for Public Safety de l'État de New York, M. Michael Balboni (avril 2008)
- Consul général des États-Unis du Mexique, M. Edgardo Flores Rivas (mai 2008)
- Gouverneur de l'État du Wisconsin, M. James E. Doyle (mai 2008)
- Législateurs d'État américains en vertu du programme Rising State Leaders (juillet 2008)
- Gouverneur, M. James H. Douglas, et sénateur, M. Patrick J. Leahy, de l'État du Vermont (juillet 2008)
- Gouverneur de l'État de Guanajuato (Mexique), M. Juan Manuel Oliva Ramirez, et du directeur de l'Institut de la culture de l'État du Guanajuato du Mexique, M. Juan Alcocer Flores (juillet 2008)
- Assistant Secretary for Aging au Department of Health and Human Services (HHS) des États-Unis d'Amérique (septembre 2008)
- Lieutenant-gouverneur de la Louisiane, M. Mitchell Landrieu (octobre 2008)
- Gouverneur de l'État de New York, M. David A. Paterson (novembre 2008)
- Consul général des États-Unis d'Amérique à Québec, M. David Fetter (février 2009)

EUROPE

- Président du Conseil régional Midi-Pyrénées (République française), M. Martin Malvy (avril 2008)
- Ministre délégué de l'Intérieur de l'État de Bavière, M. Jürgen Heike (avril 2008)
- Secrétaire d'État chargé de la Coopération et de la Francophonie de la République française, M. Alain Joyandet (avril 2008)
- Ambassadeur de la République tchèque, Son Excellence M. Pavel Vosalik (avril-mai 2008)
- Délégation du Groupe d'amitié parlementaire Canada-Allemagne du Bundestag, dirigée par le président du groupe, M. Klaus-Peter Flosbach (mai 2008)
- Délégation de six sénateurs, présidée par l'ex-premier ministre de la République française, sénateur de la Vienne et président du Comité français d'organisation pour la célébration du 400^e anniversaire de la ville de Québec, M. Jean-Pierre Raffarin (mai 2008)
- Son Altesse Sérénissime le prince Albert II de Monaco (mai 2008)
- Ministre-président de l'État de Bavière, M. Günther Beckstein (mai 2008)
- Ambassadeur et chef de la délégation de la Commission européenne au Canada, Son Excellence M. Dorian Ford Prince (mai 2008)
- Ambassadeur de Slovénie, Son Excellence M. Tomaz Kunstelj (mai 2008)
- Président du Landtag de Bavière, M. Alois Glück (mai 2008)
- Députés de la République française, MM. Hervé Gaymard, Robert Gaubert et Jean Licou (mai 2008)
- Représentant personnel du président de la République française, M. Christian Philip (mai 2008)
- Ex-premier ministre de la République française et maire de Bordeaux, M. Alain Juppé (mai 2008)
- Président du Conseil régional d'Alsace (République française), M. Adrien Zeller (mai 2008)
- Président du Conseil régional d'Aquitaine (République française), M. Alain Rousset (mai 2008)

- Secrétaire d'État chargé du Commerce, de l'Artisanat, des Petites et Moyennes Entreprises, du Tourisme et des Services de la République française, M. Hervé Novelli (mai 2008)
- Premier secrétaire du Parti socialiste français, M. François Hollande (juin 2008)
- Ministre délégué de l'Économie, des Infrastructures, du Transport et de la Technologie de l'État de Bavière, M. Markus Sackmann (juin 2008)
- Consul général du royaume des Pays-Bas, M. Hans Glaubitz (juin 2008)
- Délégué de la Communauté française et de la Région wallonne de Belgique au Québec, M. Pierre Ansay, et son successeur M. Charles Houard (juin 2008)
- Ex-premier ministre de la République française et maire de Bordeaux, M. Alain Juppé (juillet 2008)
- S.A.R. le prince Jean de France (juillet 2008)
- Présidente du Conseil régional de Poitou-Charentes (République française), M^{me} Ségolène Royal (juillet 2008)
- Ex-premier ministre de la République française, sénateur de la Vienne et président du Comité français d'organisation pour la célébration du 400^e anniversaire de la ville de Québec, M. Jean-Pierre Raffarin (juillet 2008)
- Président du Conseil régional Aquitaine (République française), M. Alain Rousset (juillet 2008)
- Président du Conseil régional de la Basse-Normandie (République française), M. Laurent Beauvais (juillet 2008)
- Président du Conseil régional Île-de-France (République française), M. Jean-Paul Huchon (juillet 2008)
- Président du Conseil régional d'Alsace (République française), M. Adrien Zeller (juillet 2008)
- Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances de la Région wallonne, M. Didier Donfut (juillet 2008)
- Ministre des Affaires européennes d'Irlande, M. Dick Roche (juillet 2008)
- Haut-commissaire du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Son Excellence M. Anthony Cary (juillet 2008)
- Premier ministre de la République française, M. François Fillon (juillet 2008)
- Secrétaire d'État chargé de la Coopération et de la Francophonie de la République française, M. Alain Joyandet, et représentant personnel du président de la République pour la Francophonie, M. Christian Philip (juillet 2008)
- Grand Chevalier de la Légion d'honneur, le général Jean-Pierre Kelche (juillet 2008)
- Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de la République française, M^{me} Valérie Pécresse (août 2008)
- Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de la promotion sociale de la Communauté française de Belgique et ministre de la Formation de la Région wallonne, M. Marc Tarabella (août 2008)
- Président du Conseil régional de la Basse-Normandie (République française), M. Laurent Beauvais (août 2008)
- Délégué de la Communauté française et de la Région wallonne de Belgique au Québec, M. Pierre Ansay (août 2008)
- Ministre d'État et chef de la Chancellerie de l'État de Bavière, M. Eberhard Sinner (août 2008)
- Consule générale de Belgique, M^{me} Godelieve Van den Bergh (septembre 2008)
- Ministre du Gouvernement et de l'Administration publique de la Catalogne, M. Jordi Ausàs i Coll (septembre 2008)
- Ambassadeur et chef de la délégation de la Commission européenne au Canada, Son Excellence M. Dorian Prince (septembre 2008)
- Sénateur, vice-président du Conseil régional Rhône-Alpes (République française) délégué aux Affaires européennes et internationales, M. Jean Besson (octobre 2008)
- Président du Conseil régional Aquitaine (République française), M. Alain Rousset (octobre 2008)
- Ambassadeur de France, Son Excellence M. François Delattre (octobre 2008)
- Ex-premier ministre de la République française et maire de Bordeaux, M. Alain Juppé (octobre 2008)
- Ministre de la Formation, de la Culture et des Sports de la République et canton du Jura (République française), M^{me} Elisabeth Baume-Schneider (octobre 2008)
- Maire de Paris et président du Bureau de l'AIMF, M. Bertrand Delanoë (octobre 2008)
- Président de la République française, M. Nicolas Sarkozy (octobre 2008)
- Secrétaire d'État chargé des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative de la République française, M. Bernard Laporte (octobre 2008)
- Premier ministre de la République française, M. François Fillon (octobre 2008)
- Ministre de la Justice du gouvernement basque, M. Joseba Azkarraga Rodero (novembre 2008)
- Vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles du Royaume de Belgique, M. Jo Vandeuren (novembre 2008)

- Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances de la Région wallonne, M. Didier Donfut (novembre 2008)
- Haut-commissaire du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Son Excellence M. Anthony Cary (décembre 2008)
- Consul général de la Fédération de Russie, M. Alexey Isakov (janvier 2009)
- Ministre de la Défense de la République française, M. Hervé Morin (mars 2009)
- Vice-président du gouvernement de la Région wallonne et ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial, M. André Antoine (mars 2009)
- Ambassadeur de Moldavie, Son Excellence M. Nicolae Chirtoaca (mars 2009)

ASIE-PACIFIQUE

- Vice-gouverneur du Shandong (République populaire de Chine), M. Cai Limin (avril 2008)
- Vice-gouverneur de la préfecture de Kyoto (Japon), M. Norikazu Koichihara (avril 2008)
- Ministre en chef (*Chief Minister*) du Territoire de la Capitale nationale australienne, M. Jon Stanhope (juin 2008)
- Ambassadeur de la République populaire de Chine, Son Excellence M. Lijun Lan (juillet 2008)
- Gouverneur de la préfecture de Shizuoka (Japon), M. Yoshinobu Ishikawa (septembre 2008)
- Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Pêcheries de l'Australie du Sud, M. Rory McEwen (octobre 2008)
- Consul général du Japon, M. Atsushi Nishioka (décembre 2008)

AMÉRIQUE DU SUD ET ANTILLES

- Ministre de la Planification et de la Coopération externe de la République d'Haïti, M. Jean Max Bellerive (avril 2008)
- Ministre du Développement social et de la Lutte contre la faim de la République fédérative du Brésil, M. Patrus Ananias de Sousa (juin 2008)
- Présidente de la République du Chili, M^{me} Michelle Bachelet (juin 2008)
- Secrétaire d'État à l'Assistance sociale et aux Droits humains de Rio de Janeiro, M^{me} Benedita da Silva (République fédérative du Brésil) (septembre 2008)
- Ministre de la Condition féminine et des Droits des femmes de la République d'Haïti, M^{me} Marie Laurence Jocelyn Lassègue (septembre 2008)
- Ministre de la Culture de la République d'Haïti, M. Olsen Jean Julien (septembre-octobre 2008)
- Secrétaire général du gouvernement de la République d'Haïti, M. Ronald Baudin (février 2009)
- Ministre de la Culture de la ville autonome de Buenos Aires (République argentine), M. Hernán Lombardi (février 2009)

AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

- Épouse du président du Burkina Faso et présidente de la Fondation SUKA, M^{me} Chantal Compaoré (avril 2008)
- Ambassadeur de la République tunisienne, Son Excellence M. Mouldi Sakri (mai 2008)
- Ambassadeur de la République du Sénégal, Son Excellence M. Issakha Mbacké (mai 2008)
- Consul général de la République algérienne démocratique et populaire, M. Abdelaziz Sebaa (mai 2008)
- Ministre de l'Enseignement supérieur de la République arabe d'Égypte, M. Hany Helal (juin 2008)
- Ambassadeur de la République du Bénin, Son Excellence M. Honoré Théodore Ahimakin (juin 2008)
- Ministre de la Culture et du Patrimoine historique classé de la République du Sénégal, M. Mame Birame Diouf (juillet 2008)
- Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille de la République du Mali, M^{me} Maïga Sina Damba (octobre 2008)
- Ambassadeur de la République algérienne démocratique et populaire, Son Excellence M. Smail Benamara (octobre 2008)

- Consul général de la République algérienne démocratique et populaire, M. Abdelghani Amara (octobre 2008)
- Président du Burkina Faso, Son Excellence M. Blaise Compaoré (octobre 2008)
- Président de la République du Sénégal, Son Excellence maître Abdoulaye Wade (octobre 2008)
- Ministre de la Jeunesse, des Sports et de l'Éducation physique de la République tunisienne, M. Samir Labidi (novembre 2008)
- Ministre chargé de la Communauté marocaine résidant à l'étranger, M. Mohamed Ameur (novembre 2008)
- Ambassadeur de la République tunisienne, Son Excellence M. Mouldi Sakri (mars 2009)
- Consul général de l'État d'Israël, M. Yoram Elron (mars 2009)

AUTRES

- Ex-vice-président des États-Unis et coréципиendaire du prix Nobel de la paix, M. Al Gore (avril 2008)
- Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, Son Excellence M. Abdou Diouf (mai 2008)
- Administrateur de l'Organisation internationale de la Francophonie, M. Clément Duhaime (mai-juin 2008)
- Secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), M. Francesco Frangialli (juin 2008)
- Dirigeants de TV5 (juin 2008)
- Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), M. Angel Gurría (juin 2008)
- Directeur général du Fonds monétaire international (FMI), M. Dominique Strauss-Kahn (juin 2008)
- Directrice générale de France Monde, M^{me} Christine Ockrent (juin 2008)
- Membres des corps diplomatique et consulaire à l'occasion de la Fête nationale (juin 2008)
- Chefs (17) de mission diplomatique à la Baie James (juin 2008)
- Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), M. Koïchiro Matsuura (juillet 2008)
- Secrétaire général de la Francophonie, Son Excellence M. Abdou Diouf (juillet 2008)
- Secrétaire général de la Francophonie, Son Excellence M. Abdou Diouf (juillet 2008)
- Membres des corps diplomatique et consulaire (octobre 2008)
- Secrétaire général de la Francophonie, Son Excellence M. Abdou Diouf (octobre 2008)
- Secrétaire général de la Francophonie, Son Excellence M. Abdou Diouf (mars 2009)

Missions ministérielles québécoises à l'étranger en 2008-2009

AMÉRIQUE DU NORD

Bar Harbor , premier ministre du Québec, M. Jean Charest, septembre 2008.	Participer à la 32 ^e Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada.
Boston , premier ministre du Québec, M. Jean Charest, février 2009.	Participer à un séminaire organisé par le Weatherhead Institute de l'Université Harvard.
Boston, New York , ministre de la Justice et de la Sécurité publique, M. Jacques Dupuis, septembre 2008.	Rencontrer ses homologues et des experts en matière de lutte contre le terrorisme.
Chicago , adjointe parlementaire du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M ^{me} Nicole Ménard, avril 2008.	Participer à une mission du secteur de la mode et de la coopération en science et technologie.
Guanajuato, Mexico , premier ministre du Québec, M. Jean Charest, juin 2008.	Participer au Sommet des leaders sur les relations nord-américaines et à la Conférence annuelle de la North America's Supercorridor Coalition (NASCO).
New Haven , premier ministre du Québec, M. Jean Charest, avril 2008.	Participer à la Yale University Conference of Governors on Climate Change.
New York , premier ministre du Québec, M. Jean Charest, mars 2009.	Avoir un entretien avec le gouverneur de l'État de New York.
New York , premier ministre du Québec, M. Jean Charest, septembre 2008.	Participer à la 9 ^e édition du World Leadership Forum, avoir des entretiens politiques et des rencontres de travail avec des représentants du secteur de l'électricité.
New York , ministre des Finances, M ^{me} Monique Jérôme-Forget, juin 2008.	Rencontrer les milieux financiers.
New York , ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, M ^{me} Line Beauchamp, juin 2008.	Rencontrer des représentants du Pew Environment Group et de la Fondation Rasmussen et appuyer les démarches entreprises par Équiterre pour compléter le financement du Secrétariat sur les changements climatiques.
New York , ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, M ^{me} Christine St-Pierre, janvier 2009.	Assister au congrès de l'Association of Performing Arts Presenters.
New York, Washington , ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, février 2009.	Tisser des liens avec les autorités politiques américaines et approfondir ses relations avec les décideurs de ce territoire stratégique pour le développement du Québec.
Phoenix, San Francisco , ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M ^{me} Monique Gagnon-Tremblay, mai 2008.	Faire la promotion de la Politique internationale du Québec sur le territoire américain, première priorité du Québec, et rencontrer diverses personnalités politiques.
San Diego , ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Raymond Bachand, juin 2008.	Participer à la Biotechnology Industry Organization Convention 2008.
Savannah , premier ministre du Québec, M. Jean Charest, et ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Raymond Bachand, juin 2008.	Participer à la Conférence de l'Alliance des États du Sud-Est des États-Unis et des provinces canadiennes et avoir des entretiens bilatéraux.
St. Johnsbury, Vermont , premier ministre du Québec, M. Jean Charest, octobre 2008.	Entretien avec le gouverneur du Vermont, rencontres, prise de parole et signature d'une déclaration commune sur les énergies vertes et le commerce.
Washington , ministre de la Sécurité publique, M. Jacques Dupuis, février 2009.	Effectuer une visite du Centre des personnes disparues et du Centre de formation du FBI.

EUROPE

Bordeaux , premier ministre du Québec, M. Jean Charest, mai 2008.	Participer à des rencontres et à des activités relatives au 400 ^e anniversaire de la ville de Québec.
Bruxelles , ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. Laurent Lessard, avril 2008.	Participer à l'European Seafood Exhibition.
Bruxelles , ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Raymond Bachand, juillet 2008.	Participer à la réunion regroupant les entreprises européennes signataires de la déclaration du Forum sur le commerce Canada-Europe/Canada Europe Roundtable for Business (FORCCE/CERT) et des représentants de la Commission européenne sur le projet de partenariat économique Canada-Union européenne.
Bruxelles , ministre du Revenu, M. Jean-Marc Fournier, septembre 2008.	Participer aux célébrations de la Communauté française de Belgique.
Bruxelles , premier ministre du Québec, M. Jean Charest, février 2009.	Effectuer diverses rencontres politiques.
Bruxelles , ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, février 2009.	Effectuer diverses rencontres politiques.
Cannes , ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, M ^{me} Christine St-Pierre, mai 2008.	Appuyer différentes actions entreprises par le milieu cinématographique québécois, faire la promotion de l'industrie québécoise au Festival de Cannes et rencontrer des personnalités étrangères présentes au Festival.
Davos , ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Raymond Bachand, janvier 2009.	Accompagner le premier ministre au World Economic Forum.
Davos , premier ministre du Québec, M. Jean Charest, janvier 2009.	Participer au World Economic Forum.
Genève , ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. Laurent Lessard, juillet 2008.	Participer aux réunions préparatoires avec les négociateurs du Canada à l'Organisation mondiale du commerce.
Genève , ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information, M. Benoît Pelletier, novembre 2008.	Remplacer la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport à la 48 ^e session de la Conférence internationale de l'éducation.
La Rochelle , ministre de la Santé et des Services sociaux, M. Philippe Couillard, mai 2008.	Représenter le gouvernement du Québec aux célébrations du 400 ^e anniversaire de la ville de Québec à La Rochelle, en remplacement du premier ministre.
Londres et Glasgow , ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, M ^{me} Christine St-Pierre, janvier 2009.	S'entretenir avec des personnalités clés des milieux culturels britannique et écossais et des personnalités politiques et participer à la vitrine sur la musique traditionnelle québécoise au Showcase Scotland 2009.
Londres , ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Raymond Bachand, juillet 2008.	Prendre part au Salon international aéronautique et spatial de Farnborough.
Londres , ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Raymond Bachand, octobre 2008.	Effectuer une mission visant à sauver le Grand Prix du Canada en compagnie du ministre Michael Fortier et du maire de Montréal, M. Gérald Tremblay.
Londres, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Paris , ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, M ^{me} Christine St-Pierre, juillet 2008.	Participer à la présentation d'importantes activités mettant en valeur la culture québécoise.

Munich , ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information, M. Benoît Pelletier, novembre 2008.	Participer aux travaux de la X ^e rencontre du Groupe de travail sur la coopération Québec-Bavière, rencontrer diverses personnalités politiques et inaugurer les nouveaux bureaux de la Délégation générale du Québec à Munich.
Paris et Bordeaux , premier ministre du Québec, M. Jean Charest, mai 2008.	Allocution devant la Chambre de commerce et d'industrie de Paris. Rencontre avec M. Nicolas Sarkozy, président de la République française. Participation, à Bordeaux, aux célébrations du 400 ^e anniversaire de la ville de Québec.
Paris et Bruxelles , ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, janvier 2009.	Assister à la cérémonie de remise de la Légion d'honneur au premier ministre du Québec et participer à des rencontres d'ordre politique et institutionnel.
Paris , ministre du Revenu, M. Jean-Marc Fournier, septembre 2008.	Rencontrer des personnalités politiques.
Paris , ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M. Sam Hamad, octobre 2008.	Présenter le Pacte pour l'emploi et rencontres politiques.
Paris , ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information, M. Benoît Pelletier, novembre 2008.	Participer à la clôture des célébrations de la France pour le 400 ^e anniversaire de la ville de Québec.
Paris , premier ministre du Québec, M. Jean Charest, janvier 2009.	Remise, par le président de la République française, des insignes de Commandeur de la Légion d'honneur.
Paris , ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, M ^{me} Christine St-Pierre, janvier 2009.	Participer à la remise des insignes de Commandeur de la Légion d'honneur au premier ministre du Québec.
Paris , ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Raymond Bachand, janvier 2009.	Effectuer des rencontres politiques et assister à la remise, au premier ministre du Québec, des insignes de Commandeur de la Légion d'honneur. Appui à la présence québécoise au Salon des entrepreneurs.
Poznań , ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, M ^{me} Line Beauchamp, décembre 2008.	Remplacer le premier ministre à la 14 ^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP14) et à la 4 ^e Réunion des Parties au Protocole de Kyoto (RdP3).
Royaume-Uni, Allemagne et Belgique , ministre des Finances, du Secrétariat du Conseil du trésor et des Services gouvernementaux, M ^{me} Monique Jérôme-Forget, juin 2008.	Tournée des marchés financiers européens.
Russie , ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Raymond Bachand, septembre 2008.	Diriger une mission multisectorielle de représentants de la Société générale de financement du Québec (SGF), du MRNF, d'Investissement Québec et de représentants d'entreprise.

ASIE-PACIFIQUE

Beijing , ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M ^{me} Michelle Courchesne (août 2008).	Représenter le gouvernement du Québec aux Jeux olympiques.
Beijing, Chongqing et Shanghai , participation du représentant personnel du premier ministre, M. Pierre Marc Johnson, à la mission du Conseil de la fédération (novembre 2008).	Représenter les intérêts du Québec auprès des autorités chinoises et des grands décideurs dans les domaines du commerce et de l'investissement, de la science et de la technologie et de l'éducation.
Jinan et Beijing , premier ministre du Québec, M. Jean Charest (août 2008).	Participation à la 4 ^e Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires à Jinan et à une activité de la Francophonie à Beijing, en marge des Jeux olympiques.
Shanghai, Hong Kong, Jinan et Qingdao , ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M ^{me} Monique Gagnon-Tremblay (août 2008).	À Shanghai et à Hong Kong, visite des bureaux du Québec et diverses rencontres. À Jinan, participation, avec le premier ministre, à la 4 ^e Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires et à des activités lors de la Conférence. À Qingdao, représentation du Québec à l'ouverture des compétitions nautiques des Jeux olympiques de 2008.
Tokyo et Kyoto , ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, M ^{me} Christine St-Pierre (septembre et octobre 2008).	Participation à l'ouverture du théâtre permanent du Cirque du Soleil et annonce de l'ouverture d'un studio d'artistes du Québec à Tokyo et de la tenue d'un festival du film québécois. Rencontre avec des décideurs politiques et des décideurs d'institutions culturelles, économiques et universitaires.

AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

Alger, Rabat, Tunis, Ouagadougou, Dakar , ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M ^{me} Monique Gagnon-Tremblay, mai 2008.	Effectuer des rencontres de haut niveau en vue de la préparation du XII ^e Sommet de la Francophonie.
Abu Dhabi, Dubaï , ministre des Finances, du Secrétariat du Conseil du trésor et des Services gouvernementaux, M ^{me} Monique Jérôme-Forget, septembre 2008.	Rencontrer des investisseurs potentiels et faire le point sur la situation de l'économie et des finances publiques du Québec avec eux.
Israël , ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Raymond Bachand, septembre 2008.	Diriger une mission multisectorielle basée sur l'innovation et signer une entente dans les secteurs du commerce, de la science et de la technologie.

Résultats des programmes d'accès à l'égalité en emploi

Conformément à l'article 53.1 de la Loi sur la fonction publique, le Ministère doit rendre compte des résultats obtenus par rapport aux objectifs d'un programme d'accès à l'égalité ou d'un plan d'embauche pour les personnes handicapées qui lui était applicable et par rapport aux objectifs d'embauche des diverses composantes de la société québécoise.

1. DONNÉES GLOBALES

EMBAUCHE TOTALE AU COURS DE LA PÉRIODE 2008-2009

	Réguliers	Occasionnels	Étudiants	Stagiaires
Nombre total de personnes embauchées	16	50	27	8

NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉGULIERS EN PLACE EN DATE DU 31 MARS 2009

Effectif total (personnes)	365 ¹
----------------------------	------------------

1. Le nombre diffère de l'effectif total présenté dans la section sur l'utilisation des ressources humaines, car il n'inclut pas les employés non assujettis à la Loi sur la fonction publique, soit les employés réguliers recrutés localement et certains délégués généraux ou délégués, respectivement au nombre de 184 et de 6 en date du 31 mars 2009.

2. MEMBRES DE COMMUNAUTÉS CULTURELLES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET PERSONNES HANDICAPÉES

TAUX D'EMBAUCHE DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES EN 2008-2009

Rappel de l'objectif d'embauche : atteindre un taux d'embauche annuel de 25 % des nouveaux employés réguliers, occasionnels, étudiants et stagiaires issus des membres des communautés culturelles, des anglophones, des autochtones et des personnes handicapées, afin de hausser la représentation de ces groupes dans la fonction publique.

Statuts d'emploi	Embauche totale 2008-2009	Nombre d'embauches de membres de groupes cibles 2008-2009					Taux d'embauche par statut d'emploi (%)
		Communautés culturelles	Anglophones	Autochtones	Personnes handicapées	Total	
Réguliers	16	3	0	0	1	4	25
Occasionnels	50	3	0	0	0	3	6
Étudiants	27	3	0	0	1	4	15
Stagiaires	8	1	0	0	0	1	13

TAUX D'EMBAUCHE GLOBAL DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES PAR STATUT D'EMPLOI : RÉSULTATS COMPARATIFS

Taux d'embauche global, en pourcentage, des membres des communautés culturelles, des anglophones, des autochtones et des personnes handicapées

	Réguliers (%)	Occasionnels (%)	Étudiants (%)	Stagiaires (%)
2006-2007	0	13	33	25
2007-2008	25	18	32	75
2008-2009	25	6	15	13

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES AU SEIN DE L'EFFECTIF RÉGULIER : RÉSULTATS COMPARATIFS AU 31 MARS DE CHAQUE ANNÉE

Rappel des objectifs : pour les membres des communautés culturelles, atteindre la cible gouvernementale de 9 % de l'effectif régulier. Pour ce qui est des personnes handicapées, atteindre la cible ministérielle de 2 % de l'effectif régulier.

Groupe cible	2007		2008		2009	
	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)
Communautés culturelles	16	4,3	21	5,5	25	6,9
Autochtones	0	0	0	0	0	0
Anglophones	6	1,6	7	1,8	6	1,6
Personnes handicapées	5	1,4	4	1,0	5	1,4

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES AU SEIN DE L'EFFECTIF RÉGULIER : RÉSULTATS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI AU 31 MARS 2009

Groupe cible	Personnel d'encadrement		Personnel professionnel		Personnel technicien		Personnel de bureau		Personnel des agents de la paix		Personnel ouvrier		Total	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Communautés culturelles	3	4,2	16	9,5	1	1,8	5	7,4	0	0	0	0	25	6,9
Autochtones	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Anglophones	4	5,6	2	1,2	0	0	0	0	0	0	0	0	6	1,6
Personnes handicapées	0	0	1	0,6	1	1,8	3	4,4	0	0	0	0	5	1,4

3. FEMMES

TAUX D'EMBAUCHE DES FEMMES 2008-2009

	Réguliers	Occasionnels	Étudiants	Stagiaires	Total
Nombre de femmes embauchées	11	36	20	3	70
Pourcentage par rapport au nombre total d'embauches en 2008-2009	69 %	72 %	74 %	38 %	69 %

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES FEMMES DANS L'EFFECTIF RÉGULIER AU 31 MARS 2009

Article I.	Personnel d'encadrement	Personnel professionnel	Personnel technicien	Personnel de bureau	Personnel des agents de la paix	Personnel ouvrier	Total
Nombre total d'employés réguliers	72	168	55	68	0	2	365 ¹
Nombre de femmes ayant le statut d'employé régulier	21	81	40	66	0	0	208
Taux de représentativité des femmes dans l'effectif régulier total de la catégorie (%)	29	48	73	97	0	0	57

1. Le nombre diffère de l'effectif total présenté dans la section sur l'utilisation des ressources humaines, car il n'inclut pas les employés non assujettis à la Loi sur la fonction publique, soit les employés réguliers recrutés localement et certains délégués généraux ou délégués, respectivement au nombre de 184 et de 6 en date du 31 mars 2009.

4. MESURES OU ACTIONS FAVORISANT L'EMBAUCHE, L'INTÉGRATION ET LE MAINTIEN EN EMPLOI

Le Ministère a réalisé, en 2008-2009, différentes actions ou a mis en place des mesures afin de favoriser l'embauche, l'intégration et le maintien en emploi de membres des différents groupes cibles.

Gestion de la diversité : actions réalisées ou mesures mises en place	Résultats
Nombre total de stagiaires embauchés en vertu du Programme de développement de l'employabilité des personnes handicapées en 2008-2009	Aucun
Nombre de sessions de sensibilisation à l'intention du personnel cadre ou des employés pour favoriser la gestion de la diversité	Aucun
Pourcentage des gestionnaires qui ont reçu des attentes concernant la gestion de la diversité	Aucun

ANNEXE 8

Liste des sigles et des acronymes

ACDI	Agence canadienne de développement international
AGR	Activités génératrices de revenu
AIEQ	Association internationale des études québécoises
AIMF	Association Internationale des Maires Francophones
APIA	Alliance pour l'innovation en agroalimentaire
AQF	Association Québec-France
AUF	Agence universitaire de la Francophonie
BIO	Biotechnology Industry Organization
CALQ	Conseil des arts et des lettres du Québec
CCP	Commission de coopération et de programmation
CCQ	Commission de la construction du Québec
CDPDJ	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
CEQ	Centre d'études québécoises
CFB	Communauté française de Belgique
CGF	Consulat général de France à Québec
CGNA/PMEC	Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada
CIDC	Comité intergouvernemental pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles
CJE	Carrefour jeunesse emploi
CMF	Conférence ministérielle de la Francophonie
COJOB	Comité d'organisation des Jeux Olympiques de Beijing
CPCFQ	Commission permanente de coopération franco-québécoise
CPMT	Commission des partenaires du marché du travail
CREPUQ	Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec
CSG	Council of State Governments
CVIEPQ	Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise
DCCC	Déclaration commune portant sur la coopération dans les domaines de la culture et des communications
DGEQ	Directeur général des élections du Québec
DGQP	Délégation générale du Québec à Paris
DVIE	Direction de la vérification interne et de l'évaluation
ENAP	École nationale d'administration publique
ETC	Équivalent temps complet
FBI	Federal Bureau of Investigation
FFQH	Festival du film québécois en Haïti
FICCI	Fédération des chambres de commerce indiennes et de l'industrie
FINEP	Financiadora de Estudos e Projetos
FMI	Fonds monétaire international
FORCCE/CERT	Forum sur le commerce Canada-Europe/Canada Europe Roundtable for Business
FQRNT	Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies

GFU	Groupe francophone auprès de l'UNESCO
GTQM	Groupe de travail Québec-Mexique
IP	Protocole Internet
IQ	Investissement Québec
ISQ	Institut de la statistique du Québec
ITP	Institut de recherches technologiques
JQSI	Journées québécoises de la solidarité internationale
LEPPM	Laboratoire d'études sur les politiques publiques et la mondialisation
MAECI	Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Canada
MAMR	Ministère des Affaires municipales et des Régions
MAMROT	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
MCCCF	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
MCE	Ministère du Conseil exécutif
MDDEP	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
MDEIE	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
MELS	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
MESS	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
MFQ	Ministère des Finances
MICC	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
MINUSTAH	Mission de Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MJQ	Ministère de la Justice
MRI	Ministère des Relations internationales
MRNF	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
MSG	Ministère des Services gouvernementaux
MSP	Ministère de la Sécurité publique
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
MTQ	Ministère des Transports
NASCO	North America's SuperCorridor Coalition
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OEA	Organisation des États américains
OFQJ	Office franco-québécois pour la jeunesse
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OQAJ	Office Québec-Amériques pour la jeunesse
OQWBJ	Office Québec-Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse
PAME-OCI	Programme d'appui à la mission d'éducation des organismes de coopération internationale
PARGEP	Projet d'appui au renforcement de la gestion publique
PIRQ	Programmes d'initiatives de recherche sur le Québec
PME	Petites et moyennes entreprises

PQDI	Programme québécois de développement international
Prompt Québec	Partenariats de recherche orientée en microélectronique, photonique et télécommunication
QSF	Programme Québec sans frontières
REGLEG	Réseau des régions européennes à pouvoir législatif
SAA	Secrétariat aux affaires autochtones
SAAQ	Société de l'assurance automobile du Québec
SAIC	Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes
SAJ	Secrétariat à la jeunesse
SAQ	Société des alcools du Québec
SCF	Secrétariat à la condition féminine
SCMQI	Sous-commission mixte Québec-Italie
SCT	Secrétariat du Conseil du trésor
SENAC-SP	Système national d'apprentissage commercial de São Paulo
SEUS/CP	Alliance des États du Sud-Est des États-Unis et des provinces canadiennes
SGF	Société générale de financement du Québec
SHQ	Société d'habitation du Québec
SODEC	Société de développement des entreprises culturelles
SQ	Sûreté du Québec
SRE	Ministère des Relations extérieures du Mexique
UE	Union européenne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UQAM	Université du Québec à Montréal
WCI	Western Climate Initiative
WHTI	Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental (Western Hemisphere Travel Initiative)

ANNEXE 9

Organigramme du ministère des Relations internationales au 31 mars 2009

